

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

« THEY SAY CUT BACK, WE SAY FIGHT BACK! » :  
NÉOLIBÉRALISME ET CONTRÔLE DE LA CONTESTATION ÉTUDIANTE EN  
ANGLETERRE (2011-2016)

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
JULIE BEAUCHAMP

DÉCEMBRE 2020

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements vont sans aucun doute aux militant·e·s du mouvement étudiant anglais et à ceux qui ont accepté de participer à cette étude. Mes sincères remerciements également à mon directeur de recherche, Francis Dupuis-Déri, pour sa patience et ses encouragements au cours de mon (très) long parcours de maîtrise.

Je ne pourrais passer sous le silence l'apport de mes amis et camarades du laboratoire de recherche Ho Chi Minh, Bálint Demers et Samuel Courtemanche (mes meilleurs, Meilleur). Si nos désaccords m'auront amenée à pousser ma pensée plus loin et à parfois ressentir de la (juste) colère (le conflit est le moteur de l'histoire, non?), l'estime que vous me portez m'aura toujours permis de croire un peu plus en moi.

Merci à Saskia et à Willow d'avoir amené autant de joie dans mon existence; et merci à leurs parents, Eve et Dave, pour l'amour et le sens de la curiosité que vous leur apporter. Merci à mon père qui, sans le savoir, m'aura amenée à m'intéresser au fonctionnement du monde; et à ma mère qui malgré elle m'aura amenée à vouloir le changer.

En rafale, merci à toutes ces personnes sans qui je n'aurais certainement pas réussi à terminer la rédaction : à Alexe Allard pour les milles petites attentions et pour ta vivacité qui m'aura toujours inspirée; à Jacynthe Sabourin pour ta beauté incommensurable, tes folies et ton écoute; à Pierrot pour les aventures, le fun et la salade confort quand j'étais au plus bas; à Hugo Bonin pour les tisanes, les BD et les discussions; à Fanny & Flavio pour les soirées hautes en couleur et en ingéniosité; à Laurie Camirand-Lemyre de comprendre mes détresses psychologiques; à Lynda Khelil pour ta capacité d'indignation; à Gabriel Martin-Labrosse pour les fleurs en

juin 2017; à Louis-Philippe de Grandpré pour ton support et ta sensibilité; à Janie et aux militant·e·s du SÉTUE d'avoir partagé une partie de mon quotidien pendant les deux dernières années; à Pascal Rivard pour le partnership de rave et les BPM+; et à Léandre pour les encouragements de dernière minute à ne pas abandonner.

Si j'ai souvent remis en question ma décision de poursuivre ma maîtrise, l'aventure en aura toujours valu la chandelle seulement pour t'y avoir rencontrée – ma *twin*, ma lésion, ma Rudy, Ève-Laurence Hébert, ta rencontre restera probablement l'une des plus belles choses qui me soient arrivées.

Enfin, ce mémoire n'aurait jamais pu voir le jour sans le support inconditionnel et indéfectible de James Carnes.

## DÉDICACE

À ma mère, Micheline Caya (1950-2017).

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	ix
RÉSUMÉ .....	x
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
REVUE DE LA LITTÉRATURE, PROBLÉMATIQUE ET CADRE THÉORIQUE .....	6
1.1 Revue de la littérature .....	6
1.1.1 Définition de la répression : vers un modèle du contrôle social de la contestation .....	6
1.1.2 Travaux portant sur les facteurs explicatifs de la répression des mouvements sociaux .....	9
1.1.3 Le contrôle social de la contestation sur les campus universitaire.....	12
1.2 Problématique, objectifs et contributions du mémoire .....	16
1.3 Cadre théorique.....	19
1.3.1 L’approche de l’économie politique culturelle .....	19
1.3.2 L’approche de la géographie radicale .....	22
1.3.3 Cadre conceptuel : la dépolitisation .....	24
CHAPITRE II	
MÉTHODOLOGIE.....	28
2.1 Corpus de données.....	28
2.1.1 Sources documentaires.....	28
2.1.2 Entrevues et observation participante .....	30

2.2	La méthodologie spécifique : l'analyse critique de discours.....	31
2.2.1	Opérationnalisation de la méthode d'analyse .....	32
2.3	Réflexivité de la chercheuse .....	35

### CHAPITRE III

RESTRUCTURATIONS NÉOLIBÉRALES DES UNIVERSITÉS EN ANGLETERRE .....	36
---	----

3.1	Néolibéralisme et éducation supérieure.....	37
3.1.1	Définition du néolibéralisme.....	37
3.1.2	L'application des principes néolibéraux en éducation .....	41
3.2	Le discours de l'économie du savoir et les principes de la nouvelle gestion publique.....	42
3.2.1	Le discours de l'économie du savoir.....	43
3.2.2	La nouvelle gestion publique .....	46
3.3	Restructurations néolibérales des universités anglaises depuis 1979.....	48
3.3.1	Les années Thatcher (1979-1990) : introduire le marché et l'esprit entrepreneurial en éducation supérieure.....	48
3.3.2	L'introduction des frais de scolarité sous le New Labour de Tony Blair : « Building the Knowledge-Driven Economy ».....	51
3.3.3	Seconde hausse des frais de scolarité : le Higher Education Act.....	53
3.3.4	Le Browne Review et la hausse des frais de scolarité de 2010.....	55
3.3.5	Restructurations des universités depuis 2011 .....	57
3.4	Conclusion .....	60

### CHAPITRE IV

« WHO'S UNIVERSITY? OUR UNIVERSITY ! » MOBILISATIONS ÉTUDIANTES SUR LES CAMPUS UNIVERSITAIRES ET CONTRÔLE SOCIAL DE LA CONTESTATION .....	62
---	----

4.1	Les universités et les acteurs universitaires en Angleterre .....	63
4.1.1	Les universités comme lieu de conflits et de luttes de pouvoir .....	63

4.1.2	Nature institutionnelle et organisationnelle des universités à l'étude.....	65
4.2	Mouvements étudiants en Angleterre .....	71
4.2.1	Mouvements sociaux et mouvements étudiants.....	71
4.2.2	Le mouvement étudiant anglais .....	73
4.2.3	La révolte étudiante de 2010.....	76
4.2.4	Mobilisations étudiantes sur les campus depuis 2011 .....	77
4.3	Mesures de contrôle de la contestation étudiante sur les campus.....	81
4.3.1	Canalisation et cooptation.....	82
4.3.2	Surveillance, collecte de données et sécurisation des espaces universitaires .....	88
4.3.3	Mesures légales et administratives.....	92
4.3.4	Violence policière et intimidation.....	94
4.4	Conclusion.....	96
CHAPITRE V		
ANALYSE CRITIQUE DES DISCOURS UNIVERSITAIRES ET		
DÉPOLITISATION DE LA CONTESTATION .....		
5.1	L'imaginaire de l'économie du savoir et la nouvelle gestion publique.....	98
5.1.1	Prémises narratives des discours universitaires.....	98
5.1.2	Hégémonie et légitimité .....	103
5.2	Contrôle et représentations dominantes de l'espace.....	106
5.2.1	Procès d'abstraction et de déshistoricisation.....	106
5.2.2	Sécurisation, endiguement de la menace et zonage de la contestation .	108
5.2.3	Privatisation de l'espace et contractualisation .....	110
5.3	Dépolitisation.....	111
5.3.1	Criminalisation et logique de la binarité .....	112
5.3.2	Perspective technico-administrative et sécurisation.....	116



5.3.3	Mythe de la démocratie pacifiée .....	118
5.4	Conclusion .....	122
	CONCLUSION .....	124
	ANNEXE A CORPUS DE DOCUMENTS SÉLECTIONNÉS.....	129
	APPENDICE A CERTIFICATION D’APPROBATION ÉTHIQUE ET RENOUVELLEMENT ....	138
	APPENDICE B FORMULAIRE DE CONSENTEMENT (CONSENT FORM).....	140
	BIBLIOGRAPHIE .....	143

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CPRP	Commission populaire sur la répression politique
ÉPC	Économie politique culturelle
LSE	London School of Economics and Political Science
NCAFC	National Campaign Against Fees and Cuts
NUS	National Union of Students
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
SOAS	School of Oriental and African Studies
UCL	University College London
UoL	University of London
VC	Vice-Chancellor
WFFE	Warwick for Free Education

## RÉSUMÉ

La crise financière qui a débuté en 2007-2008 a amené avec elle une vague de contestation contre les politiques d'austérité et le néolibéralisme, et ce, à travers le globe. Ce « nouveau cycle de protestation mondiale » s'est traduit, entre autres, par de nombreuses contestations étudiantes s'opposant à la marchandisation de l'éducation et à la privatisation des universités. Alors que ces mobilisations incarnaient une résurgence de l'activisme étudiant en Angleterre, elles ont également révélé l'arsenal répressif autant de l'État que des institutions universitaires pour faire face aux contestations qui s'opposent au néolibéralisme. Cette recherche porte sur les réponses des administrations universitaires aux contestations étudiantes sur les campus en Angleterre entre 2011 et 2016. Notre recherche vise, d'une part, à documenter les mesures de contrôle mises en place sur les campus qui cherchent à prévenir, contrôler ou contraindre l'action collective et, d'autre part, à analyser les discours universitaires qui viennent justifier ces mesures grâce aux données recueillies par des entretiens et de l'observation participante réalisées lors d'une recherche terrain, ainsi que par une recherche documentaire. Grâce à une analyse critique de discours qui emprunte à l'économie politique culturelle, à la géographie radicale, à la pensée politique et à la sociologie des mouvements sociaux, nous souhaitons démontrer l'utilisation d'une tactique de « dépolitisation » par les administrations universitaires qui permet de dissimuler leur agentivité dans les restructurations néolibérales et de criminaliser les contestations étudiantes.

Mots clés : mouvements étudiants, Angleterre, contrôle social de la contestation, néolibéralisme, dépolitisation, analyse de discours

## INTRODUCTION

La crise financière qui a débuté en 2007-2008 a amené avec elle une vague de contestations contre les politiques d'austérité et le néolibéralisme, et ce, à travers le globe (Flesher Fominaya 2014; McNally 2016). Ce « cycle mondial de protestation » (Ancelovici 2012) s'est traduit, entre autres, par de nombreuses contestations étudiantes s'opposant à la marchandisation de l'éducation et à la néolibéralisation des universités. Alors que ces mobilisations ont fait preuve d'une résurgence de l'activisme étudiant (Solomon et Palmieri 2011; Brady 2012; Sukarieh et Tannock 2015; Brooks et al. 2017), elles ont également révélé l'arsenal répressif autant de l'État que des institutions universitaires pour contrôler et empêcher les contestations qui s'opposent au néolibéralisme. Or, dans le cadre de la recherche sur la répression des mouvements sociaux, rares sont les études qui se penchent sur les réponses institutionnelles aux contestations (Earl 2003; 2004; Cini 2016).

Cette recherche porte sur les réponses des administrations universitaires aux contestations étudiantes sur les campus en Angleterre entre 2011 et 2016. Au cours de cette période, les autorités universitaires ont adopté la ligne dure contre les mobilisations étudiantes sur les campus : expulsions et mesures disciplinaires contre les contestataires (Collington 2014, 22 juillet; Mendelsohn 2013, 5 décembre), renforcement des mesures de sécurité et des technologies de surveillance (Perrino 2013, 22 octobre), procédures légales et injonctions (Gil 2015, 30 avril; Malik 2011, 8 décembre), interventions de la police et arrestations à l'intérieur des murs de l'université (Sabur 2014; Young-Powell et Parkinson 2013, 3 décembre), et ce, avant même l'apparition de mobilisations d'envergure. Davantage encore que les mesures mises en place sur les campus, ce sont les discours des administrations universitaires

que nous souhaitons analyser dans le cadre de ce mémoire. Non seulement les discours peuvent constituer en soi un moyen pour démobiliser les activistes (Boykoff 2007; Ferree 2005), leur analyse nous permet de révéler les relations de pouvoir qu'ils sous-tendent : une préoccupation au cœur de la science politique.

Notre recherche vise ainsi, d'une part, à documenter les mesures de contrôle mises en place sur les campus qui cherchent à prévenir, contrôler ou contraindre l'action collective (Earl 2003) et, d'autre part, à analyser les discours universitaires qui viennent justifier ces mesures grâce aux données recueillies par des entrevues et de l'observation participante réalisées lors d'une recherche terrain réalisée entre 2015 et 2016, ainsi que par une recherche documentaire. Il s'agit principalement de documents provenant des administrations universitaires obtenus, notamment, par demande d'accès à l'information, ainsi que de discours relevés dans des déclarations publiques ainsi que dans des articles de journaux quotidiens et de journaux étudiants.

Grâce à une analyse critique du discours des administrations universitaires, nous avons pour ambition de déconstruire leur rhétorique afin de mettre en lumière les stratégies discursives par lesquelles les administrations viennent, d'une part, légitimer le contrôle auquel sont soumis les contestataires et les nouvelles mesures de restructurations néolibérales des universités et, d'autre part, délégitimer les contestataires et les contestations qui s'opposent au néolibéralisme. Alors que les restructurations néolibérales sont posées comme inéluctables et apolitique, nous nous intéresserons aux questions de *qui*, *quoi* et *comment* dans l'examen de la production de l'hégémonie (Sum 2009; 2015) : qui est impliqué dans la production des discours (acteurs individuels et collectifs), quelles sont leurs positions au sein du champ universitaire, qu'est-ce qui est dit, caché et présupposé dans les discours, comment ces discours sont-ils transformés en pratiques hégémoniques dans leurs contextes particuliers et comment (ré-)organisent-ils les espaces?

Notre recherche, qui propose avant tout une analyse de discours, souhaite s'inscrire au carrefour de la science politique, de la sociologie et de l'économie politique, voulant ramener l'étude du capitalisme dans l'étude des mouvements sociaux et de la répression à laquelle ils sont confrontés (Hetland et Goodwin 2016; Ancelovici, Dufour et Nez 2016; Bonin 2016; Cini et Guzman-Concha 2017; della Porta 2015; 2017; De Lint et Hall 2009; Griffin et al. 1986). Plus spécifiquement, et comme nous le présenterons dans le chapitre 1, nous inscrivons notre démarche dans la sociologie des mouvements sociaux, en nous intéressant plus spécifiquement aux travaux qui ne limitent pas la répression aux interventions policières contre les manifestations de rue; nous inscrivons aussi notre démarche dans le champ des études critiques du néolibéralisme, en particulier le champ de l'économie politique culturelle (Jessop 2004; 2010; Sum 2009) et les travaux qui s'intéressent à la transformation des systèmes et des établissements d'éducation supérieure; nous mobilisons aussi des études qui s'inscrivent en géographie radicale (Lefebvre 2000; Mitchell 2013) et qui traitent de la « dépolitisation » (Fairclough 2003; 2006; Brown 2015; 2005).

En termes de limites spatio-temporelles, nous nous intéresserons à ce qui se passe entre 2011 et 2016 sur six campus universitaires dans quatre villes anglaises – à Londres (University College London [UCL], London Schools of Economics and Political Science [LSE] et School of Oriental and African Studies [SOAS]), à Brighton (University of Sussex), à Birmingham (University of Birmingham) et à Warwick (University of Warwick). La période étudiée a été marquée tout autant par une forte mobilisation étudiante sur les campus que par une forte répression de la part des autorités. Bien que les universités étudiées reçoivent du financement de la part du gouvernement et qu'elles soient soumises aux régulations étatiques quant aux frais de scolarité qu'elles peuvent exiger, nous verrons aux chapitres 3 et 4 que les profondes transformations au système d'éducation supérieure en Angleterre depuis les années 1980 viennent remettre en question leur appartenance au secteur public. À cet égard, le cas de l'Angleterre est particulièrement intéressant dans le cadre de notre étude qui

s'intéresse aux effets du néolibéralisme sur le contrôle auquel sont confrontées les contestations étudiantes, ce pays étant un véritable « pionnier » (Martin 2016 :11) en matière de restructurations néolibérales des universités . Depuis 1998, l'éducation supérieure est passée d'un service public gratuitement pourvu par l'État à un produit éducatif qui s'achète au prix de £9 250 par année, alors que l'introduction des principes de la nouvelle gestion publique, d'indicateurs du rendement de la recherche et de l'enseignement et l'accroissement des partenariats avec le secteur privé sont venus changer « l'ADN même » de l'institution (Christensen et Eyring 2011; Martin 2016). Étant un véritable modèle de la gestion managériale, il est pertinent de s'intéresser à ce qui s'y passe pour comprendre les tentatives de restructurations ailleurs dans le monde, et notamment au Québec.

Si les revendications du mouvement étudiant sont nombreuses et multiples au cours de cette période, les données recueillies sur les discours universitaires ne nous ont toutefois pas permis d'effectuer une analyse des rapports de pouvoir au sein des universités qui puissent présenter les effets de la répression selon les rapports de classe, de sexe ou de race. Il s'agit d'une limite à notre étude qui mériterait d'être approfondie alors même que l'augmentation des frais de scolarité fut justifiée pour favoriser l'accès aux personnes provenant de milieux défavorisés en augmentant le nombre de places universitaires disponibles. Or, selon une étude récente, « the overall number of students from disadvantaged backgrounds entering universities in England has dropped 15% since 2011 [...] with Black students more than twice as likely to drop out of their degrees than White students in 2014/15 » (Sperlinger et al. 2018: 36-40).

### *Structure du mémoire*

Outre les sections introductive et conclusive, ce mémoire se divise en cinq chapitres. Dans le premier chapitre, nous ferons une revue de la littérature sur la question de la répression des mouvements sociaux et nous exposerons notre problématique et notre cadre théorique. Nous détaillerons ensuite, au chapitre 2, la méthodologie de notre analyse inspirée de l'économie politique culturelle qui consiste à combiner l'analyse critique du discours avec les outils théoriques de l'économie politique critique et nous parlerons brièvement de notre propre positionnement en tant que chercheuse (réflexivité).

Le troisième chapitre s'intéressa aux restructurations néolibérales des universités en Angleterre depuis les années Thatcher (1979-1990) jusqu'en 2017. Ce sera l'occasion de définir le néolibéralisme et d'identifier deux de ses manifestations observables dans le secteur de l'éducation supérieur en Angleterre : le discours de l'économie du savoir et les technologies de la nouvelle gestion publique.

Le quatrième chapitre présentera les mouvements étudiants en Angleterre ainsi que les institutions d'enseignement supérieur à l'étude. Ce sera le moment de définir ce que l'on entend par mouvement social, et d'inscrire les acteurs au sein du « champ universitaire » (Bourdieu 1984a; 1984b). Il s'agira également de détailler nos résultats de recherche sur les mesures mises en place sur les campus universitaires.

Finalement, nous présenterons notre analyse critique de discours en chapitre 5 selon les thématiques établies dans le cadre théorique et retenue pour le traitement des données.



## CHAPITRE I

### REVUE DE LA LITTÉRATURE, PROBLÉMATIQUE ET CADRE THÉORIQUE

#### 1.1 Revue de la littérature

Dans la première partie de ce chapitre, nous nous pencherons d'abord sur la définition et la conceptualisation de la répression telle que développées dans la littérature en sociologie des mouvements sociaux, pour constater que celles-ci semblent étroitement liées aux actions policières lors de manifestations de rue. Dans un deuxième temps, nous aborderons les recherches s'intéressant aux facteurs explicatifs de la répression. Enfin, nous ferons un état des lieux des écrits portant plus spécifiquement sur le contrôle de la contestation sur les campus universitaires.

##### 1.1.1 Définition de la répression : vers un modèle du contrôle social de la contestation

Si certain·e·s auteur·e·s adoptent une définition de la répression se restreignant aux actions coercitives attribuées directement ou indirectement aux autorités étatiques tels que le harcèlement, les arrestations, la torture et les assassinats (Davenport 2007; Goldstein 1978), d'autres adoptent une conception plus large y incluant une variété d'actions perpétrées par différents agents visant à augmenter les coûts de la mobilisation et de l'engagement politique (Tilly 1978; 2005; McAdam et al. 2001) ou visant à en réduire les bénéfices (Boykoff 2007). Nous nous situerons dans la

deuxième tendance, en adoptant une définition large de la répression comme étant toute action étatique ou privée visant à prévenir, contrôler ou contraindre l'action collective non-institutionnelle, et ce, tout au long d'un cycle de vie d'un mouvement (Earl 2011 : 263; Earl 2003; 2004; Ouimet-Savard 2012; Dupuis-Déri et L'Écuyer 2014; CPRP 2016; Starr et al. 2011). Selon cette définition élargie, peuvent être considérées comme objets de l'étude de la répression autant la violence policière et les arrestations (Rafail 2010; Dupuis-Déri 2013b; 2013c; McCarthy et al. 2007; Vitale 2005), l'infiltration et la surveillance (Marx 1979; 1988; Cunningham 2003; 2004; 2005) que la stigmatisation dans les médias (Boykoff 2007; Ferree 2005), la cooptation, la canalisation et l'institutionnalisation des mouvements sociaux (Fox Piven et Cloward 1977; McCarthy et McPhail 1998; Reiner 1998), en ce que ces mesures ont pour but la « démobilisation » (Boykoff 2007) .

Pourtant, malgré le large éventail de mesures répressives qu'une telle définition comprend, force est de constater que, au sein de la littérature sur la répression des mouvements sociaux, l'attention porte toutefois exclusivement ou presque, (1) sur la police et autres institutions étatiques en tant qu'agent répressif, (2) sur l'usage de moyens coercitifs, ainsi que (3) sur les manifestations publiques comme lieu de la dissidence (et de la répression). Ce sont d'ailleurs ces deux premiers constats qui ont poussé Jennifer Earl, professeure de sociologie et spécialiste des mouvements sociaux, à élaborer une nouvelle typologie de la répression des mouvements sociaux (Earl 2003; 2004) et à soutenir que « scholars should shift from studying repression, which as a terminology carries connotations about state-based and coercive action, and instead focus on the 'social control of protest' » (2004 :55). De par sa typologie multidimensionnelle distinguant (1) l'identité de l'agent répressif selon les liens qu'il entretient avec les autorités publiques (privé, semi-privé, public), (2) le caractère de l'action répressive (actions coercitives ou de canalisation et d'institutionnalisation) et (3) la visibilité de l'action, c'est-à-dire à savoir si elle est observable ou non, Earl (2003; 2004) a pu démontrer que la majorité de la recherche s'est penchée sur la

répression policière et étatique, laissant largement sous-étudiées les formes privées et semi-privées de répression ainsi que les mesures de canalisation et d'institutionnalisation des mouvements sociaux comme formes de contrôle social.

Ainsi, notre étude s'inspire des réflexions de Earl pour s'intéresser à une problématique originale du point de vue de la sociologie de la répression des mouvements sociaux, à savoir l'engagement d'un acteur plus ou moins assimilable au secteur public, soit les administrations universitaires, et d'un lieu d'action semi-public, soit les campus universitaires, dans le contrôle de la contestation sociale. Ce choix distingue cette étude de nombreuses recherches qui s'intéressent aux rapports entre la police et les manifestations de rue et nous permettra d'éclairer une lumière nouvelle sur la répression à laquelle sont soumis les mouvements sociaux. Plusieurs auteur·e·s (Fernandez 2005; 2008; Starr et al. 2011; Scholl 2012; King 2013) soutiennent en outre que cette reformulation de la répression en tant que contrôle social de la contestation permet aussi d'ouvrir « the theoretical possibilities for broader studies of protest control » (Fernandez 2008 :9). Pour Scholl, « [unlike] the more conventional terms 'repression' and 'policing', social control is better suited for grasping the more subtle and pervasive forms of police action » (2012:6).

En ce qui concerne notre troisième constat sur le lieu de la contestation et de la répression, une telle conceptualisation nous permet d'étudier comment différents mécanismes de contrôle apparaissent tout au long du cycle de vie d'un mouvement, dans des lieux d'organisation et de mobilisation, et non pas seulement lors de manifestations publiques de rue. S'intéresser au contrôle de l'espace sur les campus semble prometteur en ce que les campus sont à la fois un lieu où les processus d'organisation collective et de mobilisation d'opinion dissidente prennent place (Crossley 2008; Crossley et Ibrahim 2012; Ancelovici et Dupuis-Déri 2014), où se forment des réseaux de mobilisation (Hensby 2014; Davis et Featherstone 2013), mais également où la contestation s'expose dans l'espace public (Mitchell 2003;

Sewell 2013). L'étude de notre cas particulier pourra contribuer à enrichir la littérature émergente en géographie radicale s'intéressant à la spatialité de la résistance et de l'action collective.

### 1.1.2 Travaux portant sur les facteurs explicatifs de la répression des mouvements sociaux

Bien que notre projet ne porte pas spécifiquement sur la répression policière, nous nous inspirerons de ce corpus en ce qu'il s'agit de l'un des champs de recherche le plus étudié et développé (Earl 2003; 2011; Earl et al. 2003; Boykoff 2007)<sup>1</sup>. Les écrits de ce corpus de littérature ont tenté d'expliquer les variantes et les tendances que prennent les stratégies policières dans le temps et dans l'espace et ont introduit différentes typologies de façon à rendre compte de ces différents styles, différenciant par exemple un style orienté vers la gestion négociée (*negotiated management*) d'un style de force intensifiée (*escalated force*) (McPhail et al. 1998). La littérature rapporte que ces différences dans les styles policiers peuvent être expliquées autant en fonction de variables internes à l'institution policière qu'en fonction de variables environnementales, c'est-à-dire en fonction du contexte sociopolitique et économique (della Porta et Reiter 1998; della Porta et Fillieule 2004; Waddington 2006). Par exemple, en s'intéressant aux caractéristiques organisationnelles du Federal Bureau of Investigation (FBI), Cunningham a pu démontrer que « the organizational structure of the FBI allowed for repression to be allocated locally through agents in individual fields offices who were considered to be local experts on protest threats » (2003 :233) – ce qui influence sur les choix de mesures répressives retenues. Ces recherches nous portent à croire que les caractéristiques organisationnelles et institutionnelles des

---

<sup>1</sup> Puisqu'il n'existe pas à proprement parler de corpus cohérent de littérature portant sur les formes non-étatiques de répression, Earl (2004; 2011) suggère de reprendre les outils et les explications développés par la recherche sur la répression policière et de les utiliser pour analyser ces objets.

administrations universitaires peuvent donc influencer sur les mesures répressives qui seront mises en place comme semble par ailleurs le démontrer l'étude de Cini (2016) – nous y reviendrons à la section 1.1.3.

D'autres chercheur·e·s ont plutôt tenté d'identifier une variable spécifique déterminante pour expliquer la répression telle que la menace que représente un groupe de manifestant·e·s pour la police et les élites politiques (Earl et al 2003; Soule et Davenport 2009) ou encore l'identité politique des manifestant·e·s (Rafail 2012; Dupuis-Déri 2014). Dans les écrits portant sur la répression du mouvement étudiant au Québec, l'identité politique a d'ailleurs été mise en exergue par les chercheur·e·s pour comprendre et expliquer la répression à laquelle ce mouvement fut confronté. Par exemple, Francis Dupuis-Déri a analysé et comparé « la mise en récit généralement véhiculée par les médias au sujet des interactions entre les manifestations et les forces policières [...] aux modalités concrètes d'interventions » (2013c : 200-201) de façon à montrer que la police pratique une répression sélective et différenciée en fonction de l'identité politique, réelle ou perçue, des manifestant·e·s. Cette analyse corrobore la littérature qui démontre que la police fait une distinction entre les bon·ne·s et les mauvais·e·s manifestant·e·s en se basant sur leur conception de ce que représente une manifestation légitime (della Porta et Fillieule 2004; Fillieule 1997), « [pratiquant], de fait, le 'profilage politique' » (Dupuis-Déri 2013c : 210). Ces études sont intéressantes puisqu'elles nous aident à comprendre comment certains groupes – notamment les étudiant·e·s – sont particulièrement ciblés par la répression et nous seront utiles de façon à analyser les stratégies discursives par lesquelles les autorités universitaires viennent criminaliser et dépolitiser la contestation étudiante.

Particulièrement intéressants dans le cadre de notre étude sont les écrits qui s'intéressent au contexte socioéconomique et politique pour expliquer et interpréter l'adoption de différents styles de maintien de l'ordre (Wood 2015; Waddington 2006;

1998; 1992; Reiner 1998; Geary 1985). Cette approche implique d'examiner les choix de stratégies des agents répressifs comme étant conditionnés par les caractéristiques locales et nationales des structures politiques et par les institutions et la culture dominantes (de Lint et Hall 2009; della Porta et Reiter 1998). Certains écrits d'inspiration marxiste ont donc identifié les rationalités et impératifs liés au capitalisme et aux transformations apportées par le néolibéralisme pour expliquer l'ampleur de la répression et les différents styles de maintien de l'ordre adoptés au cours des dernières décennies (de Lint et Hall 2009; Shantz 2012; Garland 2012; Reiter; Wood 2015). Adoptant différentes perspectives théoriques, ces analyses se basent sur une compréhension de la formation de l'État qui prend en considération « l'influence profonde qu'exercent le processus d'extraction des richesses et la montée du capitalisme sur les structures et les rapports au sein des régimes politiques » (Wood 2015 :29). La sociologue Lesley Wood soutient, par exemple, la thèse que l'évolution de la gestion policière des manifestations vers une militarisation et une utilisation accrues des services de renseignements et de sécurité au Canada et aux États-Unis « est tributaire de la transformation néolibérale des systèmes politique, social et économique, et de l'influence que ces derniers exercent sur les organisations policières et leurs processus décisionnels » (2015 :17). Pour parvenir à sa démonstration des transformations apportées par le néolibéralisme, elle a analysé, au-delà des actions policières, « les pratiques, les organisations et les discours des policiers eux-mêmes dans leur lutte pour la légitimation de leur stratégie et dans leurs justifications des tactiques utilisées pour gérer et désamorcer les manifestations » (2015 :33).

Similairement, adoptant une approche combinant les outils développés par la littérature sur la gestion policière des manifestations, par l'économie politique et par la littérature sur la gouvernamentalité, Willem de Lint et Alan Hall (2009) soutiennent que la gestion policière des mobilisations syndicales et des contestations sociales au Canada est contingente des dynamiques locales entre le capital et les

mouvements sociaux, et que le contexte politique et économique lié au néolibéralisme a amené le développement d'un modèle policier de « contrôle intelligent » qui tente de dépolitiser les conflits sociaux, gère les conflits à travers la responsabilisation des acteurs revendicateurs et qui repose sur la collecte d'information et la surveillance.

D'autres chercheurs mobilisent le concept d'hégémonie de Gramsci (1971) pour comprendre le contrôle auquel font faces les mouvements sociaux (King 2015; Fernandez 2008 ; Starr et al. 2011). Dans un contexte d'inégalités structurelles, le contrôle des contestations sociales est ainsi conçu comme domination de classe où des mécanismes alliant autant la coercition que l'idéologie et la culture, sont utilisés pour protéger et assurer le pouvoir des élites. La criminalisation de la contestation peut ainsi être perçue non seulement comme une mesure répressive directe mais également en tant que stratégie discursive de dénégation du caractère politique des actes de contestation et de « l'affirmation de leur caractère déviant » (Wilson 1977 : 475; Shantz 2012; Garland 2012; King 2013). Ces analyses sont particulièrement intéressantes dans le cadre de notre recherche en ce qu'elles montrent comment autant des facteurs matériels que discursifs sont utilisés dans une lutte pour la légitimité politique : « both coercion and consent are part of the same whole, theoretically distinguishable, but practically interwoven [...] consent and coercion constitute a hegemonic praxis that establishes norms, in which disruptive challenges to the social order become alien to the process of protest itself » (King 2013 : 269). À l'instar de ces recherches, nous analyserons les discours qui viennent justifier les mesures répressives de façon à révéler les relations de pouvoir qu'ils sous-tendent, en mobilisant les outils de l'économie politique critique.

### 1.1.3 Le contrôle social de la contestation sur les campus universitaire

Dans sa revue des études des formes privées de répression, Earl s'est intéressée aux institutions d'enseignement en tant qu'agent répressif, soutenant que celles-ci, et en particulier les universités, « have also had a long history of preventing, shaping and

confronting insurgency » (2004 :67). Pourtant, malgré l'évidence empirique des mesures répressives et de contrôle social sur le campus par les acteurs universitaires (voir par exemple les recherches portant sur les mouvements étudiants : Boren 2001; Hancox 2011; Bailey et Freedman 2011; Solomon et Palmieri 2011; Hannah 2013; Hensby 2014), il existe somme toute un nombre restreint d'études approfondies qui s'intéressent aux réponses institutionnelles aux contestations étudiantes, et celles-ci ont portées exclusivement ou presque sur les campus américains.

Les recherches existantes ont démontré le large éventail de mesures adoptées par les administrations universitaires : expulsions et mesures disciplinaires, recours à des agences de sécurité privée, injonctions pour empêcher la tenue d'événements protestataires, restriction des droits d'assemblée et d'association, procédures criminelles contre les contestataires (Nocella et Gabbard II 2013; CPRP 2016; Atilio-Osoira 2013; Lammers 1977; Watts 2018). L'étude de Lammers (1977), portant sur les tactiques employées par les administrations d'universités américaines pour répondre aux mobilisations étudiantes dans les années 1960-1970, suggère une typologie qui distingue trois types de tactiques : les tactiques « *fight-off* », c'est-à-dire les sanctions disciplinaires, les interventions de la police et les restrictions de l'usage de l'espace; les tactiques « *buy-off* » visant à récompenser les groupes ou individus qui vont négocier et à limiter la contestation; et les tactiques préventives par lesquelles une université peut revoir son organisation de façon à mieux canaliser la contestation et institutionnaliser les mouvements contestataires (mise-en-place de procédures de griefs, procédures administratives, ombudsman). Plus récemment, Wesley Strong (2013) a, quant à lui, élaboré une typologie distinguant quatre formes que prend la répression sur les campus américains depuis les années 2000: (1) les politiques administratives et la canalisation; (2) la surveillance et l'intimidation (caméras, collecte d'information, présence d'agences de sécurité); (3) la violence policière (attaques directes contre les activistes, arrestations, et criminalisation de la dissidence); (4) les recours légaux (système judiciaires internes aux institutions,



comité disciplinaire). Nous nous inspirerons de cette typologie pour relever les différentes mesures mises en place sur les campus universitaires en Angleterre au chapitre 4.

Depuis quelques années, plusieurs chercheur·e·s ont mis l'emphase sur la logique néolibérale et la privatisation des universités pour expliquer les formes et l'ampleur que prennent la répression et le contrôle social sur les campus universitaires (Cini 2016; Thorpe 2014; Smeltzer et Hearn 2015; Godrej 2014; Del Gandio 2013; Strong 2013; Atilés-Osoria 2013; Atilés-Osoria et Whyte 2011; Lewis 2013; Sze et Maira 2012). De façon à légitimer la répression et justifier l'intervention des forces de l'ordre, plusieurs parlent d'une tactique de « dépolitisation » (Atilés-Osoria et Whyte 2011; Smelter et Hearn 2015; Thorpe 2014) par laquelle les autorités rejettent les contestataires hors du champ politique, décrivant les mobilisations comme des attaques à la sécurité et à l'ordre public sur les campus. Cette tactique de dépolitisation se reflète d'ailleurs dans les tentatives de criminalisation – discursives et matérielles – de la dissidence politique sur les campus (Atilés-Osoria 2013)<sup>2</sup>. Dans une étude sur la répression des mobilisations étudiantes sur les campus universitaires à Puerto Rico durant les années 2010-2011, Atilés-Osoria démontre que les administrations universitaires ont imposé une identité criminelle aux contestataires de par les termes utilisés pour y faire référence (et relayés par les médias de masse), les décrivant comme étant « a tiny minority driven by selfish, ideological motives, socialists, lefties, anarcos (crazy anarchists), and even terrorists » (Atilés-Osoira 2013 :111). Similairement, Luc Chicoine (2018), dans une étude sur la répression par les acteurs institutionnels de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), soutient

---

<sup>2</sup> Faisant par ailleurs écho aux recherches de Dupuis-Déri sur le profilage politique qui montrent que « l'attribution d'une identité déviante et marginale à une classe de manifestantes et de manifestants est la variable déterminante dans la répression policière qui les cible régulièrement » (2013b : 124; 2013c).

que la redéfinition des étudiant·e·s en tant que clientèle nie leur légitimité à entreprendre toute action collective politique – et vient donc justifier leur répression. Si ces recherches amènent des réflexions intéressantes, elles restent malgré tout assez limitées tant au niveau méthodologique que théorique en ce qu’il s’agit pour la plupart de courts textes et essais plutôt que de recherches approfondies.

Dans une analyse plus poussée, adoptant une approche comparative, Lorenzo Cini (2016; 2018) s’est intéressé aux réponses institutionnelles des autorités universitaires face aux contestations étudiantes en Angleterre et en Italie, en analysant comment le type et la nature de la gouvernance universitaire influencent les stratégies et tactiques adoptées. Il soutient qu’une gouvernance de type managériale, inspirée de la nouvelle gestion publique (NGP), elle-même associée aux restructurations néolibérales, amenait à des réponses plus violentes de la part des administrations anglaises comparativement aux administrations italiennes, ces dernières étant plutôt de type collégial. Pour Cini, ceci s’explique en partie en ce que puisque les orientations des universités anglaises sont de plus en plus tournées vers le marché, elles souhaitent neutraliser toutes les menaces potentielles à la réputation et au fonctionnement de l’université. Si ceci nous porte à croire que les restructurations néolibérales – amenant des transformations de la gouvernance universitaire – ont effectivement un impact important sur la façon dont les autorités répondent à la dissidence sur les campus, nous n’y voyons pas, contrairement à Cini, un lien direct et unidirectionnel entre néolibéralisme et répression. C’est la raison pour laquelle nous pensons qu’étudier les discours de légitimation des administrations nous permettra de mieux comprendre le contrôle auquel sont soumises les contestations étudiantes et d’offrir une analyse plus fine des rapports de pouvoir sur les campus universitaires.

## 1.2 Problématique, objectifs et contributions du mémoire

Un constat principal s'est dégagé de la revue de la littérature : malgré l'évidence empirique qu'une variété d'acteurs détient un rôle important à jouer en ce qui a trait au contrôle social de la contestation (Earl 2003; 2004; 2011; Boykoff 2007; Flesher Fominaya et Wood 2011), peu d'études se sont penchées sur les formes institutionnelles de répression. Cette carence se reflète dans le peu d'études poussées sur les réponses institutionnelles des administrations universitaires face aux contestations étudiantes (cas d'exception : Cini 2016). Or, il apparaît qu'au regard des événements récents en Angleterre<sup>3</sup>, les administrations universitaires ont été particulièrement répressives envers les mouvements contestataires sur les campus. Les mouvements étudiants dénoncent cette répression qu'ils associent aux transformations néolibérales des universités des dernières décennies qui font en sorte que les autorités vont plutôt répondre aux intérêts des entreprises privées et des élites économiques qu'aux revendications de la communauté universitaire. Si les groupes étudiants revendiquent le caractère politique de leurs actions, les autorités universitaires viennent quant à elles dénoncer le caractère *criminel* des contestations étudiantes.

Il nous apparaît intéressant de poser les enjeux de la répression du mouvement étudiant autour de ceux de des restructurations néolibérales des universités. C'est dans la manière de réfléchir le rôle et l'espace des campus universitaire à l'ère du capitalisme néolibéral, que nous aborderons le phénomène du contrôle social sur les campus. Face aux discours managériaux qui viennent poser les restructurations comme *apolitiques* et *inévitables*, il y a lieu d'interroger le discours des

---

<sup>3</sup> Mais également ailleurs dans le monde, notamment aux États-Unis, au Québec et au Canada, au Chili et en Afrique du Sud.

administrations qui « dépolitise » les contestations sociales sur les campus. Dans ce mémoire, nous chercherons à révéler les relations de pouvoir qui se dissimule dans et à travers les discours et à montrer comment ces discours témoignent et participent à l'hégémonie néolibérale. Nous nous intéresserons aux questions de *qui*, *quoi* et *comment* dans l'examen de la production de l'hégémonie (Sum 2009; 2015) : qui est impliqué dans la production des discours (acteurs individuels et collectifs), quelles sont leurs positions au sein du champ universitaire, qu'est-ce qui est dit, caché et présupposé dans les discours, comment ces discours sont-ils transformés en pratiques hégémoniques dans leurs contextes particuliers et comment (ré-)organisent-ils les espaces et les populations? Il s'agit de réinscrire les discours des administrations universitaires comme stratégie qui vient servir les intérêts des acteurs dominants au sein du champ universitaire.

Par ailleurs, la revue de la littérature a permis de constater que plusieurs recherches ont déjà contribué à inscrire le contexte lié au néolibéralisme comme facteur interprétatif, et dans une certaine mesure explicatif, de la façon dont sont gérées les contestations sociales (Wood 2015; Shannon 2014; Shantz 2012; Garland 2012; de Lint et Hall 2009) et à montrer les liens entre les restructurations néolibérales des universités, particulièrement l'introduction d'une approche managériale inspirée des entreprises privées, et la répression des mobilisations étudiantes sur les campus (Cini 2016; Smeltzer et Hearn 2015; Thorpe 2015; Godrej 2014; Maira et Sze 2012). Alors que la plupart des recherches sur les réponses répressives des administrations universitaires reposent sur un cadre théorique et méthodologique plus ou moins élaboré, nous recherche souhaite contribuer à renforcer la thèse de l'utilisation d'une tactique de dépolitisation en proposant, d'une part, une analyse qualitative plus systématique et plus approfondie des discours des administrations universitaires anglaises au cours d'une période où celles-ci ont fortement réprimé les mobilisations étudiantes, et d'autre part, en s'appuyant sur un cadre théorique d'économie politique critique – qui sera présenté dans la prochaine partie et au chapitre 3. Nous voulons

explorer comment les conflits sociaux et les antagonismes sur les campus sont dépolitisés dans les discours des administrations grâce à l'arsenal matériel et symbolique du néolibéralisme et du discours de l'économie du savoir.

Notre approche est particulière en ce qu'elle souhaite ramener l'analyse du capitalisme et des rapports sociaux de classe dans le champ de l'étude de la répression des mouvements. Comme le soutiennent Griffin et al. (1986 :164; della Porta 2015; Hetland et Goodwin 2016), la littérature dominante de la sociologie des mouvements sociaux a généralement tenté de développer des modèles généraux de l'action collective sans prendre en considération les conflits sociaux dans le contexte socioéconomique lié au capitalisme. Nous souhaitons quant à nous, à l'instar notamment de ces auteurs, de Wood (2015) et de Lint et Hall (2009), utiliser les outils et perspectives critiques de l'économie politique pour enrichir notre compréhension du contrôle social de la contestation.

Enfin, notre approche est particulière en ce que nous prenons comme *loci* les campus universitaires, un « espace social » (Lefebvre 2000), plutôt qu'un type de mesure. Cette façon de faire nous permettra de rendre compte du large éventail des mécanismes du contrôle social de contestation, à la fois les mesures répressives coercitives que les mesures de « répression invisible » (Flesher Fominaya et Wood 2011; Dupuis-Déri 2013a), aussi appelée « répression douce » (Ferree 2013) (canalisation, cooptation, institutionnalisation, stigmatisation, etc.) et ce, à différents moments de mobilisation. Relativement peu utilisée dans les recherches sur la répression des mouvements sociaux, une approche qui « take the spatial turn seriously » nous permettra d'approfondir tout autant notre compréhension du contrôle social sur les campus que des effets du néolibéralisme sur l'espace.

### 1.3 Cadre théorique

#### 1.3.1 L'approche de l'économie politique culturelle

L'approche d'économie politique culturelle (ÉPC)<sup>4</sup>, développée au *Lancaster School of Cultural Political Economy* au Royaume-Uni, est un courant théorique qui prend le tournant culturel et le combine avec une approche d'économie politique critique (Jessop 2010; 2005; 2004; Sum et Jessop 2013; Sum 2009; 2015) pour analyser les transformations du capitalisme contemporain. En ce sens, l'économie politique culturelle s'intéresse aux « discursive as well as material accounts of the remaking and reproduction of social relations » (Sum 2009: 184) et « poursuit la réflexion sur le rapport entre l'économie et la culture » (Ouellet 2009: 92). Méthodologiquement, cette approche combine ainsi les concepts et outils analytiques de l'analyse critique de discours (Wodak et Meyer 2001; 2009; Machin et Mayr 2012; Fairclough 2006; 2003) et de l'économie politique critique de façon à comprendre comment autant des facteurs matériels que discursifs façonnent la reproduction et la transformation des formations sociales capitalistes (Jessop 2005; Sum 2009; Jones 2008).

L'ÉPC « stresses the contribution of discourse to the overall constitution of social objects and social subjects and, a fortiori, to their co-constitution and co-evolution » (Jessop 2005: 146). Ce faisant, l'ÉPC veut pallier aux écueils ontologiques et épistémologiques autant des approches constructivistes de l'économie culturelle qui considèrent les discours sans prendre en considération les relations de pouvoir et de domination dans lesquelles ils s'inscrivent, que des approches matérielles d'économie politique qui tendent à réifier « formal, market-rational, calculative activities and

---

<sup>4</sup> En français, Maxime Ouellet utilise également le terme d'« approche culturelle » de l'économie politique (Ouellet 2009) – son approche spécifique contient toutefois un nombre de différences avec l'approche développée par Jessop et Sum.

analyse them in splendid (or sordid) isolation from their broader extra-economic context and supports » (*Ibid.* :147).

Un concept clé de l'ÉPC est celui d'imaginaire économique. Ce concept peut être défini comme « a specific configuration of genres, discourses and styles and, as such, constitutes the semiotic moment of a network of social practices in a given social field, institutional order, or wider social formation » (Jessop 2004 : 166). Les imaginaires économiques sont des représentations sociales qui sont interprétées différemment selon les différents contextes spatiaux et temporels au sein desquels elles s'inscrivent et qui sont reproduites matériellement à travers des pratiques institutionnelles et organisationnelles (Dannestam 2008 : 359). Ainsi, ces représentations et discours, bien qu'étant dans le domaine des idées, ont des effets bien réels se matérialisant dans les pratiques des acteurs sociaux et au sein d'espaces sociaux spécifiques, contribuant à la reproduction symbolique et matérielle du capitalisme. Un imaginaire économique est ainsi « une abstraction objectivante constitutive de la structuration des rapports sociaux » (Ouellet 2009 :5).

À partir de cette perspective d'ÉPC, notre étude souhaite mettre en relation d'une part les discours de sécurisation et d'ordre public entretenus par les administrations universitaires par lesquelles celles-ci viennent dépolitiser les conflits sociaux sur les campus et justifier les mesures répressives avec, d'autre part, le contexte sociopolitique et économique contemporain marqué par l'hégémonie néolibérale et la dominance de l'imaginaire de l'économie du savoir au sein du capitalisme avancé. Ce faisant, il s'agit d'adopter à la fois une perspective « *bottom-up* » en s'intéressant à la construction des discours au niveau institutionnel – les universités – et « *top-down* », en s'intéressant au développement du discours de l'économie du savoir par l'OCDE et les élites mondiales et les façons dont il est diffusé au niveau institutionnel.

En mobilisant les écrits de Foucault, Gramsci et Bourdieu, l'approche de l'ÉPC explore la pénétration du capitalisme dans les pratiques des acteurs sociaux et dans les relations sociales, en ce que les imaginaires économiques sont « embedded in the habitus, hexis and the common sense of everyday life but also provide the substratum of institutional orders and even broader patterns of social domination » (Jessop 2009: 342-342; Sum 2009; 2015). Ainsi, pour analyser les façons dont le discours de l'économie du savoir se matérialise dans les pratiques sociales des autorités universitaires, nous mobiliserons, comme le propose l'ÉPC, les outils et écrits de Foucault (1975) et ses préoccupations avec les discours, le pouvoir, la discipline et la gouvernementalité, les outils et écrits de Gramsci (1971) sur le langage, la domination et l'hégémonie ainsi que les concepts de champ et de capital de Bourdieu (1984a; 1984b). Ce faisant, nous pourrions explorer le rôle des discours dans la réorganisation et la consolidation des relations de pouvoir et la production de l'hégémonie.

Dans une perspective d'ÉPC, il s'agira également de replacer ces discours et pratiques de légitimation des transformations des universités et du contrôle des contestations dans leur contexte économique et sociopolitique, c'est-à-dire un contexte marqué par des restructurations néolibérales de l'État et des universités depuis les années Thatcher (1979-1990). Cette partie de l'analyse sera réalisée au chapitre 3. Notre recherche s'inscrit dans le développement récent de l'approche d'ÉPC en s'intéressant à la matérialisation du discours de l'économie du savoir dans les pratiques sociales acteurs universitaires. D'ailleurs, notre recherche s'inscrit tout à fait dans les intérêts de l'ÉPC en ce qu'elle s'intéresse particulièrement aux restructurations capitalistes contemporaines (Jessop et Sum 2001; Jessop 2004; Dannestam 2008) ainsi qu'au discours de l'économie du savoir (Jessop 2005; Sum et Jessop 2012; Sum 2009) et de la compétitivité et de ses effets sur les universités (Sum 2009; Sum et Jessop 2013).



### 1.3.2 L'approche de la géographie radicale

Tel que mentionné ci-haut, puisque nous nous intéressons aux mesures de contrôle social sur les campus, un « espace social », un angle intéressant pour approcher cet objet apparaît être par le biais d'une branche relativement récente de l'étude des mouvements sociaux portant sur les dynamiques spatiales de la contestation sociale. Cette approche implique d'examiner « how space [is] bound up in the dynamics of contention ... and [how] the spatiality of the processes is shaping political contention » (Martin et Muller 2003 : 153; Tilly 2000; 2003; Sewell 2001; 2013). De nombreuses études de cas ont démontré l'importance de prendre en compte les perspectives spatiales pour une compréhension plus approfondie de la résistance, de la contestation et de l'action collective (Martin et Miller 2003; Leitner et al. 2007; Scholls et al. 2013; Hensby 2014). Par exemple, le sociologue Dingxin Zhao (1998; 2013) a montré comment la configuration spatiale des campus universitaires à Beijing – modelant les déplacements et les interactions des étudiant·e·s, mais également le déploiement des forces de l'ordre – fut un facteur considérable dans le développement de la contestation étudiante en 1989 et en 1999.

En ce qui concerne plus spécifiquement la répression des mouvements sociaux, l'espace est apparu comme un élément essentiel à la compréhension des dynamiques derrière le contrôle social (Fernandez 2005; 2008; Starr et al 2011; Scholl 2012; Wood 2015). L'espace étant souvent à la fois le lieu et l'objet de la contestation sociale (Auyero 2006), il existe une lutte constante entre différents groupes sociaux pour définir et contrôler l'utilisation de l'espace (Mitchell 2003; 2013; Sewell 2001; Starr et al. 2011; Fernandez 2008). Le contrôle de l'espace est également un élément fondamental du « modèle de neutralisation stratégique » dans les études sur la gestion policière des manifestations (Vitale 2005; Noakes et al. 2015; Gilham et Noakes 2006; 2007; Gilham 2012; Scholl 2012; Wood 2015; Vitale et Jefferson 2016).

De manière cohérente avec un cadre théorique inspiré de l'approche d'ÉPC<sup>5</sup>, notre recherche souhaite intégrer la géographie radicale d'Henri Lefebvre (2000 [1974]) de façon à mieux appréhender la spatialité du contrôle social sur les campus universitaires grâce au concept de « production de l'espace ». La notion de production de l'espace signifie que l'espace est produit socialement et est modelé à l'image des rapports sociaux qui constituent la société, participant inversement à leur reproduction symbolique et matérielle. La production de l'espace est ainsi un processus dialectique par lequel l'espace se structure comme médiation sociale. L'espace n'est ainsi jamais neutre et est « simultanément le produit du mode de production capitaliste et instrument économique-politique » (Lefebvre 2000 :153). Plus précisément, « [l]a production de l'espace proprement capitaliste prend la forme d'un procès d'abstraction qui subordonne et transforme en permanence la composante sociale et historique de l'espace » (*Ibid.* :162).

Cette approche implique d'appréhender les campus universitaires comme espace produit socialement et nous amène à rechercher les rapports sociaux qui se dissimulent à travers l'espace et à comprendre comment les différents discours produits sur les universités participent aux représentations dominantes de l'espace et ainsi au contrôle social. Grâce à cette perspective, nous examinerons dans quelle mesure la répression prenant place au sein des universités peut être comprise comme une attaque néolibérale voulant donner à l'espace, en l'occurrence les campus universitaires, une forme plus adéquate à la reproduction du capital, occultant ainsi la composante sociale et historique des campus. Nous explorerons comment les contestations étudiantes sont dépolitisées et déshistoricisées par les administrations universitaires par l'entremise de la production de l'espace dans les chapitre 4 et 5.

---

<sup>5</sup> Sur les liens entre la géographie et l'approche d'économie politique culturelle voir Jones (2008), Dannestam (2008) et Jessop et Sum (2018).

### 1.3.3 Cadre conceptuel : la dépolitisation

Ce mémoire cherche à démontrer l'emploi d'une tactique de « dépolitisation » comme stratégie utilisée par les autorités pour réprimer les mouvements sociaux, en l'occurrence les contestations étudiantes, venant avec l'introduction des restructurations néolibérales. Certain·e·s auteur·e·s ont déjà participé à décrire cette tendance dans le contrôle de la contestation qui tente de dépolitiser les conflits sociaux pour les gérer dans des termes purement techniques et managériaux, tout en établissant une corrélation entre cette tendance et les restructurations néolibérales des institutions publiques (Atilés-Osoria et Whyte 2011; de Lint et Hall 2009). Cette stratégie permet non seulement de délégitimer les contestations et de rejeter les contestataires « hors du politique » (Dupuis-Déri 2013b), mais également de justifier de nouvelles mesures répressives (Smeltzer et Hearn 2015).

Plus que simple stratégie, la dépolitisation, en tant que concept, « is rooted in a much broader social theory and conceptualisation of power within capitalism » (Burnham 2014 : 72). Pour la politologue Wendy Brown qui s'intéresse aux effets du néolibéralisme sur la démocratie :

Depoliticization involves removing a political phenomenon from comprehension of its historical emergence and from a recognition of the powers that produce and contour it. No matter its particular form and mechanics, depoliticization always eschews power and history in the representation of its subject. (2006: 15)

Selon cette perspective, la dépolitisation est un « process which allows us to read social and political phenomena in isolation from social and economic relations of power that constitute those phenomena » (Atilés-Osaria et Whyte 2011: 395). La dépolitisation agit ainsi en tant que processus de déshistoricisation et en tant que procès d'abstraction. Avec l'introduction des principes de gestion managériale au sein des institutions universitaires, cette dépolitisation prend la forme d'un « process of forgetting about the origins of the university and its distinctive place in society »

(May et Perry 2013 : 505). Comme le soutient Descheneau-Guay, « [l'université] est réduite à une organisation sans luttes sociales historicisées, à un réseau de parties prenantes, voire une agrégation de comportements privatisés et d'intérêts équivalents entre acteur principaux (professeurs et étudiants) et secteur privé » (2008 :41).

Une stratégie par laquelle les autorités tentent de dépolitiser les conflits sociaux est donc de les faire apparaître comme simple problème à gérer dans une perspective technico-administrative où les contestations sociales sont vidées de leur contenu politique et (re)conceptualisées en tant que problème de sécurité (de Lint et Hall 2009; May 2001; Baker et May 2013). Les discours et les politiques administratives sur l'ordre public et la sécurité, prenant place autant au niveau international, national qu'institutionnel, viennent ainsi dépolitiser les relations de pouvoir et la gouvernance (Scholl et Freyberg-Inen 2015) et ont permis au secteur privé de participer au contrôle de la dissidence politique (Worth 2010). Pour Scholl qui s'intéresse au mouvement altermondialiste, « global systemic dissent is managed by voiding politics from dissent and submitting it to a supposedly technical reason of political administration » (2012:4). Au sein des universités, « les résistances sont appréhendées en termes de 'bruits' à réduire, d'éléments nuisibles au bon fonctionnement de l'organisation et à la création d'un consensus sur l'insertion dans une économie du savoir compétitive » (Descheneau-Guay 2008: 41).

Un autre processus de dépolitisation émanant du néolibéralisme est de réduire des concepts politiques à des notions purement économiques. Pour Brown, le néolibéralisme « is quietly undoing basic elements of democracy », la raison néolibérale convertissant « the distinctly *political* character, meaning, and operating of democracy's constituent elements into *economic* ones » (2015: 17; *nous soulignons*).

La dépolitisation peut également être comprise comme retrait ou mise à l'écart de certains acteurs des processus décisionnels. Pour plusieurs universitaires, l'une des caractéristiques fondamentales des dernières décennies de néolibéralisme est la dépossession du pouvoir démocratique – et donc politique – des citoyen·ne·s, alors que les acteurs financiers et économiques détiennent un pouvoir toujours plus important sur les décisions politiques. Pour Wolfgang Streeck, « economic powers seem to have become political power, while citizens appear to be almost entirely stripped of their democratic defences and their capacity to impress upon the political economy interests and demands that are incommensurable with those of capital owners » (2011: 29). Comme le soutiennent Atilio-Osaria et Whyte « the elevation of particular market 'experts' and institutions above structures of democratic accountability [...] erode the prospects for political intervention and restrict the scope of political decision-making » (2011: 395). Au sein des universités anglaises, ceci semble particulièrement prégnant alors que, comme nous le verrons en chapitre 3 et 4, les administrations universitaires sont de plus en plus formées d'acteurs issus du secteur privé agissant en tant qu'experts administratifs (Brook et al. 2014; Amsler 2011) limitant la participation des étudiant·e·s et des membres du corps enseignant aux processus décisionnels.

Similairement, Burnham formule la dépolitisation comme « process of placing at one remove the political character of decision-making » (Burnham 2001:128). Cette formulation est utile en ce qu'elle met l'accent sur trois points importants:

first, the political character of decision making has been placed at one remove but is not absent [...]; second, understood as a governing strategy it is implicit in the analysis that depoliticisation can enhance political control – control exercised by state managers – while giving the appearance of having transferred elements of that control; and third, the most beneficial consequence of the process for state managers in terms of realising policy objectives is achieved by the appearance of having transferred responsibility for policy (Burnham 2014: 78).

Ainsi, la dépolitisation est en fait une stratégie qui permet d'occulter le caractère fondamentalement politique des transformations apportées par le néolibéralisme et des mesures de contrôle exercées par les gestionnaires. Comme le soutient Descheneau-Guay, « la vision gestionnaire de la gouvernance [...] escamote complètement la relation de pouvoir inscrite au centre de tout processus de gestion, occultant ainsi le caractère proprement politique des rapports de force institutionnels » (2008 : 37).

Notre étude souhaite donc contribuer aux recherches déjà existantes qui tentent d'une part, de montrer les effets du néolibéralisme et des restructurations néolibérales sur le politique et la démocratie et, d'autre part, d'identifier la dépolitisation comme stratégie utilisée par les autorités pour délégitimer les mouvements sociaux et justifier la répression et le contrôle. De façon cohérente avec notre posture critique, et dans une perspective engagée, cette recherche souhaite parallèlement montrer le caractère fondamentalement politique des mesures de contrôle de la contestation qui se cachent derrière un discours de légitimation qui font des contestations étudiantes des problèmes de sécurité et d'ordre public.

## CHAPITRE II

### MÉTHODOLOGIE

Notre démarche ancrée dans l'approche théorique d'économie politique culturelle, nous avons adopté une stratégie de recherche qualitative. Après avoir détaillé notre corpus de données, nous expliciterons dans ce chapitre notre approche inspirée de l'économie politique culturelle qui souhaite combiner une analyse critique de discours et aux outils de l'économie politique critique, et nous présenterons ensuite comment nous avons opérationnalisé notre méthode d'analyse. Enfin, nous accorderons quelques lignes à notre propre réflexivité en tant que chercheuse dans le cadre de la recherche sur les mouvements sociaux.

#### 2.1 Corpus de données

##### 2.1.1 Sources documentaires

Pour établir le corpus d'analyse, des textes, des extraits de textes, des citations ou des paroles rapportées qui tracent un portrait des discours des administrations universitaires portant sur les contestations étudiantes ont été relevés. La sélection des données d'analyse s'est amorcée en produisant un corpus délimité, c'est-à-dire un corpus qui « circonscrit un ensemble d'énoncés, en fonction de l'objet de recherche » (Maingueneau 1991 :15).

Grâce notamment à des demandes d'accès à l'information et grâce aux recherches déjà effectuées par certains groupes étudiants, nous avons eu accès à un grand nombre de documents assez hétérogènes où il est possible de relever les discours pertinents. Nous avons par exemple des demandes d'injonctions déposées par les universités, des communications internes, des lettres des administrations adressées aux groupes étudiants, des lettres disciplinaires, des déclarations publiques, des procès verbaux de rencontres des conseils d'administration, des rapports d'événements ainsi que la retranscription d'un sommet sur les contestations sur les campus avec notamment le recteur, le registraire et le responsable de la sécurité de la University of Warwick. La liste complète de ces documents se trouve en Annexe A.

Grâce à des demandes d'accès à l'information, nous avons également obtenu des documents sur les budgets associés à la surveillance et à la sécurité sur les campus depuis 2007, sur la disposition des systèmes de surveillance (nombre de caméras, de lecteurs de cartes magnétiques, etc.) et sur les montants dépensés pour des injonctions et les poursuites judiciaires. Il est à noter que nous nous sommes vu refuser nombre de documents, suite à nos demandes d'accès à l'information, au motif que la divulgation de ces renseignements pourrait (1) nuire à la compétitivité des institutions ou (2) nuire à la mise-en-place de mesures de sécurité. Étant non seulement un obstacle à la recherche, le motif de ces refus nous pousse d'autant plus à croire aux effets du néolibéralisme sur les universités qui semblent être dirigées comme des entreprises<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> L'Université de Warwick a d'ailleurs poussé pour que les universités anglaises soient exclues de la loi sur l'accès à l'information (*Freedom of information Act*) au motif que celle-ci les désavantageait par rapport aux entreprises privées qui n'y sont pas soumises.



Nous avons également effectué une recherche grâce au moteur de recherche *Eureka.cc* pour relever les discours des administrations dans des articles de journaux durant entre 2011 et 2016 dans les journaux quotidiens *The Guardian*, *The Independent*, *The Financial Times*, *The Daily Telegraph* et *The Daily Mail* avec les mots clés « student », « protest » et « university ». Puisque les contestations étudiantes se situent, dans le cadre de notre étude, au niveau institutionnel, nous avons également fait des recherches directement sur les sites de certains journaux locaux et sur les sites internet des journaux étudiants des différentes universités. Ceci nous a permis d'identifier une cinquantaine d'articles pertinents où nous pouvons relever des éléments de discours (voir la section « Articles de journaux (quotidiens et étudiants) et de blog » dans la bibliographie).

Enfin, nous avons relevé d'autres éléments de discours dans la littérature secondaire (Cini 2016; Marotta 2014; Watts 2018) – des textes présentant des entrevues avec des membres d'administrations universitaires, exposant des documents provenant des universités ou relatant des expériences personnelles.

### 2.1.2 Entrevues et observation participante

Lors de nos séjours terrain en Angleterre (novembre-décembre 2015 et mai-août 2016), nous avons effectué trois entrevues semi-dirigées variant entre 1 heure et 1 heure et demie avec des activistes du mouvement étudiant. L'entrevue semi-dirigée, aussi appelée entretien compréhensif (Kaufmann 2004), est une méthode de collecte de données et d'information demandant une dynamique interactionnelle entre la chercheuse et la personne interviewée de façon à dégager une compréhension d'un phénomène (Savoie-Zajc 2009). Durant l'entrevue, ces personnes furent appelées à décrire différentes mesures entreprises par les autorités pertinentes pour gérer les mobilisations étudiantes sur leurs campus. Il leur fut également demandé de donner leur propre définition de la répression ainsi que leur perception des effets de ces

mesures répressives dans l'objectif de contribuer aux discussions théoriques autour de la (re)conceptualisation de la répression en tant que contrôle social de la contestation.

L'observation participante a quant à elle visé différentes rencontres : congrès national de la National Campaign Against Fees and Cuts (NCAFC), ateliers militants, conférences, manifestations et actions organisés par différents groupes étudiants sur différents campus. Les entrevues et l'observation participante nous ont permis de recueillir des données sur les mesures de contrôle de la contestation entreprises par les universités et surtout celles qui sont souvent peu rapportées dans les médias et la littérature secondaire (canalisation, institutionnalisation, cooptation, etc.). L'observation militante fut d'ailleurs une méthode favorisée en ce qu'elle facilite la création d'un lien de confiance ainsi que l'accès à des informations privilégiées (Klandermans et al. 2002).

Les entrevues et l'observation participante nous ont permis une meilleure compréhension du mouvement étudiant et des enjeux de la répression. Il importe de spécifier que nous ne mobilisons que faiblement les données provenant des entrevues en ce que le cœur de cette recherche porte plutôt sur les discours des administrations universitaires. À cet égard, notre terrain nous a permis de constater que la joute politique se jouant dans l'arène discursive était une préoccupation importante des groupes étudiants.

## 2.2 La méthodologie spécifique : l'analyse critique de discours

Tel qu'exposé dans le cadre théorique, l'approche de l'économie politique culturelle (ÉPC) consiste à combiner l'approche méthodologique du champ de l'analyse critique du discours avec les outils théoriques de l'économie politique critique. Comme nous l'avons vu, pour cette approche, le discours est conçu comme étant constitutif de la réalité, se matérialisant dans les pratiques sociales des acteurs, tout en

étant conditionnée par elle – le langage étant une médiation de la société (Wodak et Meyer 2009). L'analyse de discours permet ainsi de comprendre les médiations symboliques comme jouant un rôle déterminant dans l'organisation discursive et matérielle des pratiques des acteurs sociaux. L'analyse critique des discours aborde ainsi le discours comme une « pratique sociale » étant inscrite dans un contexte historique précis et donc étant sujet à des rapports de pouvoir, enclin à reproduire des inégalités, des injustices.

### 2.2.1 Opérationnalisation de la méthode d'analyse

Pour l'ÉPC, les discours ne peuvent être compris qu'en les situant dans leur contexte, soit en incluant des facteurs extralinguistiques c'est-à-dire les facteurs socioéconomiques, culturels et idéologiques, dans l'analyse. Dans un premier temps, ceci nous a amené à consacrer le chapitre 3 à l'analyse des transformations des universités en Angleterre depuis 1979 en mobilisant des écrits théoriques d'économie politique critique puisés dans la littérature sur le néolibéralisme. Pour faire état du contexte de néolibéralisation des universités anglaises et l'intégration du discours de l'économie du savoir, nous avons également fait l'analyse de sources primaires: notamment les rapports gouvernementaux *Fulfilling our Potential – Teaching Excellence, Social Mobility and Student Choice* (2015) et *Success as a Knowledge Economy: Teaching Excellence, Social Mobility and Student Choice* (2016), le *Higher Education and Research Act* (2017) ainsi que des allocutions du ministre des Universités et des Sciences (*Minister of State for Universities and Science*), Joseph Johnson<sup>7</sup> données entre 2015 et 2016.

---

<sup>7</sup> Ministre des Universités et des Sciences de 2015 à 2018. Les retranscriptions de ces allocutions sont disponibles en ligne.

Nous avons ensuite, au chapitre 4, situé les discours universitaires en étudiant la nature organisationnelle et institutionnelles des administrations des universités à l'étude. Il s'agissait d'identifier les conditions de production des discours en les situant dans le contexte sociopolitique des années 2011-2016 au cours desquelles de nombreuses mobilisations étudiantes sont venues contester les réformes néolibérales des universités.

Le cœur de l'analyse discursive se retrouve au chapitre 5 où nous avons tenté, grâce aux outils de l'analyse critique de discours et de nos réflexions théoriques, de révéler les relations de pouvoir qui se dissimulent dans les discours des administrations au sein du champ universitaire. À cet égard, l'un des objectifs principaux du champ de l'analyse critique de discours est précisément d'analyser « opaque as well as transparent structural relationships of dominance, discrimination, power and control as manifested in language [and] investigate critically social inequality as it is expressed, constituted, legitimised and so on, by language use (or in discourse) » (Wodak 2007: 187).

Le traitement des données s'est réalisé en fonction des trois thématiques préalablement établies dans le cadre théorique : (1) l'imaginaire de l'économie du savoir et la nouvelle gestion publique; (2) les représentations dominantes de l'espace; et (3) la dépolitisation. Considérant l'hétérogénéité des formes et des contenus des discours recueillis, nous avons procédé à une analyse manuelle des sources. La première étape de l'analyse a ainsi consisté en une lecture de tous les textes durant laquelle nous avons procédé à l'encodage selon les thématiques préétablies.

La deuxième étape de l'analyse a consisté en une lecture globale de façon à établir les « prémisses narratives » (Jessop 2004) des discours universitaires dans son ensemble. Pour Jessop, les stratégies poursuivies par des groupes d'agents sociaux se construisent à travers des récits : « strategies are always elaborated in and through

discourses, different narratives that seek to give meaning to current problems » (Jessop 2004 : 164; Fairclough 2006 :21). En dévoilant les prémisses narratives du discours à l'étude, il nous a été possible d'examiner dans quelle mesure il s'approprie des éléments de l'imaginaire de l'économie du savoir et du néolibéralisme dans l'élaboration de ses stratégies et justifications.

Nous avons également relevé certaines stratégies linguistiques identifiées par Fairclough (2003; 2006) et Machin et Mayer (2012), telles que la nominalisation et la présupposition, qui permettent notamment de dissimuler l'agentivité d'une action. Pour Fairclough, la nominalisation est une stratégie linguistique qui « instead of representing processes which are taking place in the world as processes grammatically, in clauses or sentences with verbs), [represents them] as entities (grammatically, through nominalization, i.e. transforming a clause into a nominal or noun-like entity) » (2003: 13). La présupposition, quant à elle, est une stratégie qui permet de naturaliser une proposition : « [presupposition presents] things as taken for granted and stable when in fact they may be contestable and ideological » (Machin et Mayr 2012: 137).

Enfin, nous avons effectué une analyse plus fine en relevant les éléments du discours qui portaient plus spécifiquement sur le contrôle de l'espace et qui font référence aux contestataires et aux motifs invoqués pour justifier les interventions répressives. À la lumière de nos réflexions théoriques sur la production de l'espace et de la dépolitisation, nous avons cherché à identifier les stratégies discursives utilisées par les administrations universitaires pour justifier et légitimer leurs propres décisions et, ce faisant, délégitimer les contestations étudiantes sur les campus. Nous avons ici relevé les choix de vocabulaire et les connotations linguistiques de langage employés. Par exemple, désigner les contestations comme « domestic extremism » et utiliser des termes tels que « incursion » et « invading » amènera à une connotation négative des contestations en rappelant un langage militaire.

### 2.3 Réflexivité de la chercheuse<sup>8</sup>

Toute production de savoir étant nécessairement située, le positionnement de la chercheuse vis-à-vis son objet de recherche constitue un enjeu fondamental du champ de l'étude des mouvements sociaux (Blee et Taylor 2002 : 97-98). Si je n'appartiens pas au mouvement étudiant anglais, il convient de mentionner que l'intérêt envers ce sujet de recherche émerge de ma propre implication au sein du mouvement étudiant au Québec (2010-2016). Il va de soi que je suis plutôt sympathique aux revendications et tactiques du mouvement étudiant à l'étude. Or, mon propre positionnement en tant que femme blanche, athée et universitaire a certainement amené certaines orientations à cette étude et a pu laisser certains angles morts, notamment en ce qui a trait aux rapports sociaux de race.

Par ailleurs, ma propre vision de l'université est nécessairement venue teinter mon analyse. Ayant été élevée par une femme monoparentale, sur l'aide sociale et atteinte de schizophrénie, l'accès à l'éducation supérieure a toujours représenté une voie de sortie, une façon d'échapper à un milieu difficile et qui semblait offrir peu d'espoir et d'opportunités. En revanche, plutôt que des opportunités, ce sont surtout des personnes, des mouvements et *du politique* que j'ai rencontrés : mes années d'études postsecondaires – au Cégep du Vieux-Montréal et à l'UQAM – furent effectivement marquées par de nombreuses grèves et mobilisations étudiantes, féministes et syndicales et par la rencontre de mes meilleur·e·s ami·e·s qui auront certainement bouleversé ma vie et offert des outils de contestation des inégalités. Or, il est certain que l'université participe simultanément aux renforcements de ces mêmes inégalités et n'est en aucun cas synonyme de contestation de l'ordre social.

---

<sup>8</sup> Cette section est volontairement écrit au « je », contrairement au reste du texte.

## CHAPITRE III

### RESTRUCTURATIONS NÉOLIBÉRALES DES UNIVERSITÉS EN ANGLETERRE

*University is a big investment of time and money [...] Like any big investment, you expect a good return.*

- Joseph Johnson, Ministre des universités et des sciences de 2015 à 2018<sup>9</sup>

*I plead guilty in believing in choice and competition [...] In higher education, private providers will be a rising tide that lifts all boats.*

- David Willets, Ministre des universités et des sciences de 2010 à 2015<sup>10</sup>

Le troisième chapitre de ce mémoire porte sur les restructurations des universités dans la mondialisation capitaliste et a pour objectif d'ancrer notre analyse de discours dans son contexte historique, économique et politique tel que le demande l'approche d'économie politique culturelle (ÉPC). La prise en compte du développement du néolibéralisme étant incontournable pour l'analyse des transformations récentes des

---

<sup>9</sup> Cité dans Ali (2016, 10 août).

<sup>10</sup> Cité dans Grove (2011, 5 juillet).

universités, nous proposerons, d'abord, une définition du néolibéralisme et nous nous intéresserons à son contexte d'émergence et à ce qu'il implique plus spécifiquement dans le domaine de l'éducation supérieure. Cette mise en contexte permettra de saisir, dans la deuxième partie, l'émergence du discours de l'économie du savoir comme imaginaire économique en réponse à la crise du fordisme atlantique ainsi que l'introduction des principes de la nouvelle gestion publique comme indicateurs du néolibéralisme en milieu universitaire. À la lumière de ces considérations, nous dresserons dans un troisième temps un portrait des restructurations néolibérales des universités en Angleterre depuis les années Thatcher (1979-1990) jusqu'à l'adoption de la *Higher Education and Research Act* en 2017, en analysant notamment différents documents législatifs, rapports gouvernementaux et discours ministériels. Cette dernière section nous permettra de saisir l'émergence de « l'Université entrepreneuriale » en Angleterre et de situer les discours des administrations universitaires à l'étude.

### 3.1 Néolibéralisme et éducation supérieure

#### 3.1.1 Définition du néolibéralisme

Dans le cadre de ce mémoire, et de manière cohérente avec notre cadre théorique inspiré de l'ÉPC, nous proposons une définition du néolibéralisme qui souhaite réconcilier les approches néomarxiste et foucauldienne. En effet, nous considérons le néolibéralisme tout autant comme projet de domination de classe que comme rationalité qui reproduit les logiques du marché dans tous les aspects de la vie humaine. Bien que ces approches puissent être considérées par certain·e·s comme incompatibles (Barnett 2004), nous pensons que ces deux approches sont plutôt complémentaires et nous permettront de mieux saisir les restructurations néolibérales et ses impacts sur les administrations universitaires.



Selon la perspective néomarxiste de David Harvey (2005), le néolibéralisme est d'abord et avant tout un projet de domination de classe. En effet, le néolibéralisme peut être compris comme un projet politique visant à relancer les perspectives d'accumulation du capital et à restaurer le pouvoir des élites économiques suite aux crises de profitabilité des années 1970 et face aux avancées des mouvements syndicaux (Harvey 2005; McNally 2013; Streeck 2014). En plus d'être un projet politique, le néolibéralisme doit également être appréhendé comme un projet intellectuel produit réflexivement par une élite pour repenser le libéralisme économique et discréditer autant le keynésianisme que le socialisme (Dean 2014; Mirowski 2013; Mirowski et Plehwe 2009). Pour plusieurs universitaires, il importe donc de considérer le projet néolibéral comme un véritable « militant social and political movement aimed at national states and international governmental regulatory systems » (Dean 2014: 157). Composé initialement de la Société du Mont-Pèlerin regroupant différents intellectuels néolibéraux, ce mouvement s'est propagé pour comprendre, notamment, différents départements universitaires, des fondations pour la promotion des doctrines néolibérales<sup>11</sup> et des *think tanks*<sup>12</sup> (Mirowski 2013 : 44-47). À partir des années 1970, « [it] achieved a number of significant political and policy victories [...] resulting in a roughly coherent paradigm that spread around the world over the subsequent thirty years » (Davies 2014:1).

---

<sup>11</sup> Par exemple, en Angleterre, la *Work Foundation*, qui fait la promotion d'une économie du savoir pour la prospérité du pays, est influente auprès des hautes sphères politiques.

<sup>12</sup> Particulièrement important et influent au Royaume-Uni est le *Institute of Economic Affairs* (IEA), faisant la promotion du libre-marché et dont la mission est de « improve understanding of the fundamental institutions of a free society by analysing and expounding the role of markets in solving economic and social problems » (IEA 2018). Cet institut fut un centre d'échange sur la pensée d'Hayek et l'ossature intellectuelle du thatchérisme (Mirowski 2013).

L'une des prémisses principales du néolibéralisme est l'idée selon laquelle le marché est le mécanisme qui alloue le plus efficacement les ressources dans la société « en ce qu'[il] est la seule méthode qui permette d'ajuster nos activités les unes aux autres sans intervention arbitraire ou coercitive de l'autorité » (Hayek 2014 : 42). Ce faisant, le projet néolibéral consiste à organiser la société sous le modèle de l'entreprise privée et à créer un environnement de concurrence généralisée, et ce, à travers toutes les sphères de la vie (Dardot et Laval 2010 : 281). De cette façon, à la différence du libéralisme classique, qui prescrit que l'État doit s'abstenir d'interférer dans l'économie de libre-marché, pour les néolibéraux, l'État doit plutôt activement construire le marché et « artificially [arrange or contrive] forms of free, entrepreneurial and competitive conduct of economic-rational individuals » (Burchell 1996 :24). En effet, alors que le néolibéralisme est souvent associé à un rôle réduit de l'État<sup>13</sup>, il consiste au contraire en une forme d'intervention étatique dans la poursuite des intérêts des élites, c'est-à-dire d'intérêts corporatifs (Cruickshank 2016: 4). Comme le soulignent de nombreux écrits d'économie politique critique, le néolibéralisme « has always been about the capture and reuse of the state, in the interests of shaping a pro-corporate, freer-trading market order » (Peck 2010: 9; Harvey 2005; Dean 2014; Amable 2010; Olssen et Peters 2005; Davies 2014).

De surcroît, plutôt qu'être un modèle identique appliqué au sein de différents espaces nationaux, il est important de considérer le néolibéralisme en tant que « open-ended and contradictory process of regulatory restructuring » (Peck 2010: 7). Comme le soutiennent Brenner et Theodore, « [n]eoliberalism does not exist in a single 'pure' form, but is always articulated through historically and geographically specific strategies of institutional transformation and ideological rearticulation » (2005: 102).

---

<sup>13</sup> Il s'agit effectivement d'un désengagement de l'État dans sa prise en charge des services sociaux et des problématiques sociales.

Ainsi, bien que témoignant du même projet, le néolibéralisme est conceptualisé et se matérialise différemment selon les contextes nationaux et régionaux<sup>14</sup> et il importe de s'attarder à son articulation dans son contexte historique et sociopolitique spécifique.

Enfin, dans une perspective foucauldienne, le néolibéralisme peut être compris comme « a normative order of reason developed over three decades into a widely and deeply disseminated governing rationality » (Brown 2015 : 9-10). En effet, il s'agit d'une rationalité qui dissémine le modèle du marché à tous les domaines et activités humaines, en reconfigurant les êtres humains exhaustivement en *homo economicus* (Brown 2015). Ainsi, à la différence du libéralisme classique, pour lequel l'individu est caractérisé comme étant à la recherche de liberté et détenant des droits fondamentaux découlant de sa nature humaine, les néolibéraux considèrent que l'individu est un « enterprising and competitive entrepreneur » (Olssen et Peters 2005 :315). Selon les termes de Wendy Brown, sous la rationalité néolibérale, les individus « are expected to comport themselves in ways that maximize their capital value in the present and enhance their future value, and both persons and states do so through practices of entrepreneurialism, self-investment, and/or attracting investors » (Brown 2015: 22).

À la lumière de ce qui précède, retenons donc que le néolibéralisme est un projet politique afin de relancer des perspectives d'accumulation capitaliste et qui dissémine les principes et rationalités du marché – autour d'une concurrence généralisée – à travers tous les domaines de la vie humaine. Nous verrons dans la prochaine sous-section ce que ces principes néolibéraux impliquent plus spécifiquement dans le secteur de l'éducation supérieure.

---

<sup>14</sup> Pour Peck, « the recognition of the complex historical geographies of neoliberalization is not just a matter of calling contingent exceptions, it is key to understanding the process itself » (2010: 20).

### 3.1.2 L'application des principes néolibéraux en éducation

Pour les néolibéraux, c'est à travers le marché que l'on doit ordonnancer les activités humaines. En éducation supérieure, cela signifie que c'est notamment en ouvrant la compétition entre les institutions d'éducation que le système sera le plus optimal et exempt d'interférences politiques. En effet, dans son livre *Capitalisme et liberté*, publié en 1962, Milton Friedman, une figure de proue du néolibéralisme, propose la privatisation des universités aux États-Unis ce qui « permettrait à la concurrence de prendre son essor » (2010 : 162). Pour Friedman, « le marché [permet] à chacun de satisfaire ses propres goûts » (2010 : 164), et c'est grâce aux choix des consommateurs (ici, les étudiant·e·s), influencés par l'information retransmise par les signaux impersonnels du marché, que celui-ci pourra fonctionner efficacement<sup>15</sup>. De nombreux écrits critiques portant sur les transformations récentes des universités sont venus documenter ces tendances vers une plus grande privatisation des universités depuis les années 1980, et ce, à travers le globe (Morrisey 2015; Slaughter et Leslie 1997; Ouellet et Martin 2018; Levidow 2002; McGettigan 2013).

De plus, pour Friedman, l'éducation « est une forme d'investissement dans le capital humain qui est exactement analogue aux investissements dans les machines, les bâtiments, et les autres formes de capital non humain. Sa fonction est d'élever la productivité économique de l'homme » (2010 : 172-173). Pour les néolibéraux, l'individu doit donc être conçu en tant qu'« entrepreneur de lui-même » (Dardot et Laval 2010) qui investit dans son capital humain, c'est-à-dire l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances

---

<sup>15</sup> En effet, il existe chez les néolibéraux « a core conviction that the market really does know better than any one of us what is good for ourselves and for society » (Mirowski 2014: 79).

(Becker 1993)<sup>16</sup>. Selon Wendy Brown, la rationalité néolibérale a donc amené une « formulation of education as primarily valuable to human capital development, where human capital is what the individual, the business world, and the state seek to enhance in order to maximize competitiveness » (Brown 2015: 176). Ceci fait en sorte que « knowledge, thought, and training are valued and desired *almost exclusively for their contribution to capital enhancement* » (*Ibid.*: 177; nous soulignons). L'un des effets principaux du néolibéralisme sur les universités consisterait ainsi en ce qu'elles soient de plus en plus soumises aux impératifs et aux rationalités du marché, ceci ayant des répercussions importantes dans la gestion universitaire et sur l'orientation des formations, comme nous le verrons au chapitre 4. Par ailleurs, nous verrons dans la section 3 de ce chapitre que ces idéaux autour de la compétition et du marché ainsi que la vision de l'éducation en tant qu'investissement dans le capital humain sont très présents dans les documents du gouvernement britannique sur les restructurations de l'éducation supérieure depuis les années 1980.

### 3.2 Le discours de l'économie du savoir et les principes de la nouvelle gestion publique

Deux manifestations du néolibéralisme au sein des universités, observables dans les discours et dans les pratiques, nous serviront d'indicateurs pour analyser les discours des administrations universitaires : (1) le discours de l'économie du savoir comme nouvel imaginaire économique développé suite à la crise du fordisme et permettant de légitimer les restructurations néolibérales des universités; et (2) l'introduction des principes de la nouvelle gestion publique.

---

<sup>16</sup> Concept développé par Gary Becker (1993), membre de la Société du Mont Pèlerin, et par Theodore Schultz (1963). Pour Mirowski, ce concept « undermines centuries of political thought that parlayed humanism into stories of natural rights » (2013: 59).

### 3.2.1 Le discours de l'économie du savoir

Bob Jessop (2005; 2017) propose de concevoir le discours de l'économie du savoir en tant qu'imaginaire économique émergeant suite à la crise du fordisme atlantique et promu par les institutions économiques mondiales pour influencer les gouvernements nationaux. Le discours de l'économie du savoir aurait pris de l'ampleur dans les années 1980 « as US capital and the US state sought an effective response to the challenge to American hegemony from the increasing competitiveness of their European and East Asian rivals » (Jessop 2005: 17-18). Il s'agirait d'une campagne délibérée et concertée pour établir les bases idéologiques d'une nouvelle stratégie d'accumulation et qui soutient que la productivité et la croissance de l'économie dépendent de plus en plus du savoir, de l'éducation, de l'information et de la technologie. Ainsi, depuis la fin des années 1990 « [i]nvesting in knowledge, and facilitating its transfer from universities into business [has become] one of the highest priorities for states wishing to win the 'race' of global competitiveness » (Davies 2014: 114). Le discours de l'économie du savoir se matérialise dans les transformations institutionnelles et organisationnelles des universités, qui ont pour objectif de relancer de nouvelles perspectives d'accumulation capitaliste et introduire et renforcer les rationalités néolibérales au sein de ses institutions.

Tel que mentionné ci-haut, ce discours est promu par les organisations économiques mondiales telles que l'OCDE, le FMI, l'OMC et la Banque Mondiale<sup>17</sup>, qui « se présentent comme les principaux lieux de codification de concepts (flexibilité, mobilité, travail en réseaux, etc.) issus des circuits du management en des projets

---

<sup>17</sup> Mais également par différents « acteurs issus pour une large part des circuits du management, qui théorisent la nature des changements globaux et génèrent des concepts contribuant à édifier un ordre et à définir le cadre de la réalité » (Descheneau-Guay 2007 : 40) ainsi que des associations d'intérêts privés et des partis politiques. Pour Jessop « the mass media are also crucial intermediaries in mobilizing elite and/or popular support behind competing imaginaries » (2004 : 163).

d'apparence a-idéologiques, puisque marqués du sceau de la scientificité et de l'expertise » (Descheneau-Guay 2007 : 41). Une organisation particulièrement importante dans le milieu universitaire est l'OCDE, dont l'un des objectifs principaux « consiste à développer et à promouvoir des normes internationales, lesquelles offrent ensuite un cadre à la conduite des États » (Descheneau-Guay 2007 : 24). En ce sens, l'OCDE peut être considérée comme un « international standard setter » (Woodward 2004: 115) et les documents qu'elle produit sont utilisés pour justifier et légitimer des réformes aux niveaux national et régional.

Dans un document fondateur de ce nouvel imaginaire économique, intitulé *L'économie fondée sur le savoir*, et produit en 1996 à l'intention des gouvernements nationaux, l'OCDE explicite l'importance du savoir dans la nouvelle économie :

Le terme d'économie du savoir est né de la prise de conscience du rôle du savoir et de la technologie dans la croissance économique. Le savoir, en tant que capital humain et inclus dans les technologies, a toujours été au centre du développement économique. Mais c'est seulement ces dernières années que son importance, qui va grandissant, a été reconnue. Les économies de l'OCDE sont plus tributaires que jamais de la production, de la diffusion et de l'utilisation du savoir. (OCDE 1996a : 9)

Selon ce rapport de l'OCDE, l'université « doit remplir son nouveau rôle qui doit être de coopérer avec l'industrie pour favoriser le transfert des connaissances et de la technologie » (1996a : 8) alors que les gouvernements doivent favoriser l'accès à l'éducation afin d'augmenter le capital humain de leur population (1996a :7). Le principal constat se dégageant de ce document de l'OCDE, mais également des nombreux autres rapports produits par l'OCDE et par les différentes institutions économiques internationales à ce sujet<sup>18</sup>, est l'émergence du savoir comme nouveau

---

<sup>18</sup> Voir notamment, les rapports de l'OCDE, *Mesurer le capital humain : Vers une comptabilité du savoir acquis* (1996b), *Employment and Growth in the Knowledge-Based Economy* (1996c) et *Le*

facteur de production. Comme le souligne Jessop, l'éducation supérieure et le savoir sont « increasingly construed as a directly economic factor to be governed in conjunction with similar factors to boost economic competitiveness » (2017: 856). En outre, l'OCDE suggère que :

Pour traduire le progrès technique en gains de productivité, il faut procéder à toute une série de changements organisationnels [...] pour en accroître la flexibilité, notamment en ce qui concerne les modalités du travail, la mise en place de réseaux, la polyvalence de la main-d'œuvre et la décentralisation. Les pouvoirs publics peuvent mettre en place les conditions et les infrastructures indispensables à ces changements par l'application de mesures dans les domaines de la finance, de la concurrence, de l'information. (1996 : 20)

L'une des trois sections de ce document est d'ailleurs consacrée aux indicateurs de performance, c'est-à-dire aux mesures d'évaluation à mettre en place pour s'assurer d'une bonne intégration des entreprises et des universités dans la nouvelle société de l'information. Plutôt que d'être le résultat de réflexions d'experts scientifiques, les rapports de l'OCDE doivent plutôt « être appréhendés comme le fruit du travail d'influence [...] de l'industrie et du commerce » (Descheneau-Guay 2007 : 41) qui souhaite relancer des perspectives d'accumulation du capital. En effet, les comités consultatifs représentant les intérêts du milieu des affaires et de la finance au sein de l'organisation, notamment le Business and Industry Advisory Committee, ont eu une grande influence sur le contenu des rapports et recommandations de l'OCDE quant aux impératifs de l'économie du savoir (*Ibid.*).

En bref, le discours de l'économie du savoir est devenu un « master economic narrative » (Jessop 2015 : 17) au sein de diverses politiques nationales et

---

*capital humain et le capital social sont déterminants pour le bien-être et la croissance économique* (2001), ainsi que celui de la Banque mondiale, *World Development Report: Knowledge for Development* (1998).



internationales et a acquis, dans les années 1990, un rôle-clé dans le renforcement des idées qui ont consolidé le régime d'accumulation post-fordiste. Comme nous le verrons dans la section 3 de ce chapitre, l'Angleterre a fortement intégré le discours de l'économie du savoir dans ces documents institutionnels sur le rôle et la place du savoir et de l'éducation pour améliorer la productivité et la compétitivité du pays.

### 3.2.2 La nouvelle gestion publique

Au sein des institutions universitaires, et dans les organismes publics en général<sup>19</sup>, le néolibéralisme se matérialise notamment par l'introduction des principes de la nouvelle gestion publique (NGP)<sup>20</sup> afin que ces institutions puissent développer une culture d'entreprise et ainsi être plus efficaces et redevables selon les principes du marché. Plus concrètement, l'introduction de cette nouvelle gouvernance managériale au sein des universités se traduit :

in changes in internal management organization and capabilities, the introduction of internal markets and quasi-markets, quality insurance mechanisms, differentiated career tracks and new intermediary bodies for managing and transferring knowledge internally and with external partnerships (Jessop 2017: 856).

Il s'agit d'un « shift from professional to executive power, a focus on 'performance' as measured by quantitative targets, and the widespread use of financial incentives » (Radice 2013: 408). Cette nouvelle gouvernance managériale se caractérise par des réformes impliquant la sous-traitance, la privatisation et les partenariats public-privé,

---

<sup>19</sup> Ce modèle de gouvernance fut d'ailleurs intégré au discours de Margaret Thatcher (Deneault 2013) et « servira de justification aux transformations du rôle de l'État, notamment en regard de la déréglementation et de la privatisation des services publics » (Gélinas Duquette 2017 : 13).

<sup>20</sup> Il fut justifié comme façon de rendre redevable les institutions publiques face aux contribuables, « to justify the expenditures of public funds and to demonstrate value for money » (Deem 1998 : 48).

la gestion par résultats ainsi que la responsabilisation et la mise en compétition du personnel. La NGP peut ainsi être comprise comme l'importation au sein d'institutions publiques du mode de régulation du secteur privé (Deneault 2013: 130), qui « ne sont plus appelées à défendre l'intégrité de l'institution publique, mais à défendre le positionnement stratégique des universités dans le marché concurrentiel » (Martin et Ouellet 2010 : 21). Selon Martin et Ouellet, « la NGP se caractérise par un renversement des finalités et des spécificités du secteur public, dans la mesure où elle nie toute différence entre une institution publique et une entreprise privée » (2011 :93). Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, les administrations universitaires en viennent donc à être composées d'experts administratifs qui gèrent les universités comme des entreprises privées selon des principes de concurrence et de rendement importés de l'entreprise privée.

Selon Descheneau-Guay, la NGP au sein des milieux universitaires amène également un « renforcement du pouvoir de l'administration, qui met en œuvre des méthodes disciplinaires empruntées à la gouvernance d'entreprise afin d'insérer l'université dans une économie du savoir compétitive » (2008 : 40). Ainsi, pour les chercheurs Olssen et Peters (2005), c'est notamment à travers l'introduction des principes de la NGP dans le secteur de l'éducation supérieure que le néolibéralisme a introduit un nouveau mode de régulation sociale. Comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, cette conception de la gouvernance amène d'autant plus une dépolitisation des processus de gestion et d'administration qui sont pourtant fondamentalement politiques (Deneault 2013; Burnham 2001; Brooks et al. 2014; Descheneau-Guay 2007). Nous verrons dans la prochaine partie que les principes de la NGP furent introduits par de nombreuses réformes depuis la fin des années 1970 au sein des universités anglaises.

### 3.3 Restructurations néolibérales des universités anglaises depuis 1979

Pour Anderson (2016), on observe en Angleterre « a tide of marketisation which has flowed in one direction since the 1980s ». Ces transformations proviennent en partie de l'influence « top-down » des politiques gouvernementales néolibérales initiées par Thatcher et par les institutions économiques mondiales, mais aussi « bottom-up » alors que les institutions universitaires anglaises tentent simultanément de répondre aux impératifs liés au nombre grandissant d'étudiant·e·s et aux coupures du financement public en éducation supérieure (Munro 2018; Brown 2011; Molesworth et al. 2011; Deem 2004).

Entre 1979 et 2017, fut produit un grand nombre de rapports par les ministères relatifs à l'éducation, à la science et à l'industrie portant sur les nouveaux rôles des universités, du savoir et de la technologie et venant apporter des transformations majeures au système d'éducation supérieure. Certains de ces documents seront analysés dans cette section de façon à dresser un portrait des restructurations néolibérales des universités en Angleterre depuis 1979. Nous verrons que l'introduction des principes de la NGP sont venus changer le modèle de gestion collégiale des universités anglaises des années 1960-1970 amenant une gouvernance managériale. Nous verrons également qu'à partir de la fin des années 1990, les différents gouvernements britanniques ont fait du discours de l'économie du savoir le pilier théorique par lequel ils légitimeront ces restructurations.

#### 3.3.1 Les années Thatcher (1979-1990) : introduire le marché et l'esprit entrepreneurial en éducation supérieure

La fin des années 1970 marque un point tournant dans l'histoire économique et sociale mondiale, alors que sont élu·e·s Ronald Reagan aux États-Unis et Margaret

Thatcher au Royaume-Uni (Harvey 2005 : 1). En effet, c'est à cette époque que, influencée par la pensée de Hayek<sup>21</sup>, la première ministre britannique, « plucked from the shadows of relative obscurity a particular doctrine that went under the name of neoliberalism and transformed it into the central guiding principle of economic thought and management » (*Ibid.*: 2). Abandonnant les politiques économiques inspirées du keynésianisme, l'entrée de Thatcher marqua le début d'une attaque néolibérale contre les mouvements collectifs, du démantèlement de l'état-providence, de la privatisation des entreprises publiques et de la création d'un climat plus favorable aux intérêts des entreprises privées (*Ibid.* : 23). Selon Harvey, « the aim here was also to change the political culture by extending the field of personal and corporate responsibility and encouraging greater efficiency, individual/corporate initiative, and innovation » (*Ibid.*: 60).

Dans le domaine de l'éducation, ceci se traduit d'abord en 1981 par des coupures de 15% dans les budgets en éducation et l'introduction de frais de scolarité pour les étudiants et étudiantes étrangères ouvrant un nouveau marché en éducation supérieure (Foskett 2011). Comme l'observe Foskett, « [f]rom a very low base in the 1970s and 1980s, the growth of international markets has been rapid : by 2007-2008 UK universities had 235 000 students enrolled from outside the European Union, and a further 115 000 EU students » (2011: 34). Aujourd'hui, environ 20% de population étudiante provient de l'extérieur du Royaume-Uni (Universities UK 2018). Ces nouvelles mesures font de la population étudiante internationale une source de

---

<sup>21</sup> En effet, Thatcher écrit: « the most powerful critique of socialist planning and the socialist state which I read at this time [à la fin des années 1940], and to which I have returned so often since [is] F.A. Hayek's *The Road to Serfdom* » (cité dans Bourne 2012). Ainsi, « Hayek's critique of socialism, in particular the way in which the ideology undermines individual liberty, was always a cornerstone of the intellectual underpinning of the Thatcher governments' outlook » (Bourne 2012).

revenus particulièrement intéressante pour les universités à la recherche de nouvelles sources de financement.

C'est également à cette époque, à travers l'introduction des principes de la nouvelle gestion publique imposés par le gouvernement Thatcher, que les administrations deviennent de plus en plus composées de gestionnaires provenant du milieu des affaires ou de l'industrie, plutôt que par des membres du corps professoral (McGettigan 2013: 149). Le Royaume-Uni fut d'ailleurs parmi les premiers pays de l'OCDE à adopter les politiques de la NGP en éducation (Deem 2001). Selon Deem, au cours des années 1960 et 1970, « UK universities were autonomous, collegially-managed institutions where decision-making was shared by equals, with management roles taken only temporarily by academics » (2004: 111). Depuis les années 1980, les universités sont plutôt « increasingly managed according to corporate models » (Olssen et Peters 2005 : 316; Munro 2018; Cruickshank 2016; McGettigan 2013; Radice 2013), intégrant les mécanismes d'évaluation de la performance du secteur privé. Ainsi, durant cette période, « the rise of neo-liberalism brought with it a raft of market-based reforms within the higher education sector and, in many universities, prompted a shift away from democratic forms of decision-making towards more managerial approaches » (Brooks et al. 2015: 169).

En outre, le nouveau gouvernement conservateur de Thatcher, qui soutient qu'il est impératif de couper dans les dépenses publiques et d'amener la discipline du marché dans le secteur public (Deem 2004), fit des forces du marché le principe déterminant le financement public de la recherche universitaire. En effet, en 1985, fut introduit le *Research Assessment Exercise*<sup>22</sup> qui consiste en une « [d]iscipline-based audit culture

---

<sup>22</sup> Maintenant renommé le *Research Excellence Framework*. Le coût pour l'exercice de 2014 est estimé à 246 millions de livres (Times Higher Education 2015, 13 juillet).

which occurs roughly every 5 years and which rates ‘outputs’ (books, peer reviewed journal articles and chapters in edited books), together with impact case studies » (Cruikshank 2016: 22). Cette culture d’audits, partie intégrante du modèle de la NGP, fait du financement public de la recherche un financement dépendant de l’atteinte de cibles de performance.

Cette période est également marquée par l’abolition de l’attribution de la permanence des postes universitaires, suite à l’adoption de la *Education Reform Act* de 1988, et par une plus grande précarisation du personnel de soutien par le « outsourcing », c’est-à-dire l’externalisation des contrats par la sous-traitance (Foskett 2011). Ainsi, bien que le gouvernement conservateur de Thatcher (et de celui qui lui succèdera, John Mayor) n’ait pas augmenté les frais de scolarité, il s’agit d’une période charnière, marquée une série de réformes qui avaient pour but d’introduire la culture d’entreprise et les principes du marché au sein des universités.

### 3.3.2 L’introduction des frais de scolarité sous le *New Labour* de Tony Blair : « Building the Knowledge-Driven Economy »

Comme le souligne Foskett, la néolibéralisation de l’éducation supérieure s’est poursuivie et même accélérée durant les années 1990, « despite changes in government » (2011 : 29). En effet, c’est le Labour Party de Tony Blair qui a introduit les premiers frais de scolarité (1000£ [1612\$] par année) suite à l’adoption du *Teaching et Higher Education Act* de 1998, remplaçant en outre le système de bourses par un système de prêts. Pour ce gouvernement, l’éducation supérieure et le savoir doivent être mis de l’avant afin de faire du pays un leader dans la nouvelle économie du savoir, le premier ministre Blair faisant de l’éducation « sa priorité »<sup>23</sup>.

---

<sup>23</sup> Lors d’une conférence du *Labour Party* en 1996, Tony Blair démontrait l’importance qu’il accordera au système d’éducation de par cette citation maintenant célèbre : « Ask me my three main priorities for government and I tell you : education, education, education » (British Political Speech 2018).

À cet égard, le gouvernement de la « troisième voie » (third way) de Blair (1998-2007) défend l'utilisation du libre-marché pour amener efficacité économique et justice sociale. Comme le soutiennent Peters et Besley (2006: 72) « [i]n education, Blair places a strong emphasis on the culture of enterprise and on building the skills of entrepreneurship, which differs little if at all from the policy initiated under the Thatcher government. He places equal emphasis on the promotion of research; on industry-education relationships, especially in higher education ».

Selon McGettigan, « the move to a generalized fee and loan regime is part of a more profound transformation of higher education and the public sector in general » (2013: 2). En introduisant une première hausse des frais, il s'agissait d'établir le principe de co-paiement « whereby the benefit accruing to the private individual from higher education should be reflected in more than taxation on higher earnings » (*Ibid.* 19). Il s'agissait ainsi de redéfinir l'éducation supérieure en tant qu'investissement dans le capital humain nécessaire à la prospérité du pays dans la nouvelle économie du savoir, mais également comme investissement personnel reflétant de meilleures perspectives d'employabilité. En effet, dans le rapport du Department of Trade and Industry (UKDTI) de 1998, intitulé *Our Competitive Future : Building the Knowledge-Driven Economy*<sup>24</sup>, il y est clairement question d'investir dans le capital humain de la population afin d'assurer une position compétitive pour le pays dans la nouvelle société du savoir : « education creates human capital, which directly affects knowledge accumulation and thus productivity growth » (UKDTI 1998). Pour le gouvernement britannique, « knowledge has become perhaps the most important factor determining the standard of living [...] Today's most technologically advanced

---

<sup>24</sup> Le rapport fut publié quelques temps après que l'économiste en chef de la Banque mondiale de l'époque, Joseph Stiglitz, ait présenté devant le UKDTI, sa conférence très influente « Public policy for a knowledge economy ». Ce rapport de 1998 du UKDTI « subsequently became a template for education policy in England » (Olssen et Peters 2005: 336; Peters 2001).

economies are truly-knowledge-based » (UKDTI 1998). Dans l'avant-propos du rapport, le premier ministre Tony Blair y exprime sa volonté d'introduire l'esprit entrepreneurial au sein des universités par l'entremise de l'État:

The government must promote competition, stimulating enterprise, flexibility and innovation by opening markets. But we must also invest in British capabilities when companies alone cannot: in education, in science and in the creation of a culture of enterprise. And we must promote creative partnerships which help companies [...] to benchmark their performance against the best in the world: and to forge alliances with other businesses and with employees [...] In our universities and throughout society we must do much more to foster a new entrepreneurial spirit (UKDTI 1998).

Ainsi, en plus d'introduire des frais de scolarité, il s'agissait de renforcer les rationalités néolibérales autour des principes de flexibilité, d'innovation et de compétitivité dans le milieu universitaire et ce autant auprès de la population étudiante et du corps enseignant qu'au sein des administrations qui doivent mettre en place des principes de gouvernance propres à la NGP. À travers les différents documents gouvernementaux, le discours de l'économie du savoir fut utilisé comme discours de légitimation des réformes en éducation, ceux-ci faisant référence aux documents produits par l'OCDE et aux impératifs de la nouvelle société du savoir.

### 3.3.3 Seconde hausse des frais de scolarité : le *Higher Education Act* (2004)

Le 1<sup>er</sup> juillet 2004, le *Higher Education Act* se voit attribué le sceau royal annonçant une augmentation des frais de scolarité pouvant aller jusqu'à 3000£ [4900\$] par année à partir de l'année scolaire 2006-2007. Cette seconde hausse marque un autre pas vers la transformation du modèle de financement en ce qu'elle est accompagnée réciproquement d'une réduction significative du financement public de l'État sous la forme de subventions de fonctionnement (Brown 2011; Brown et Carasso 2013; Munro 2018; McGettigan 2013). Selon Boffo et Moscati, ces transformations ont amené les universités à devenir à la recherche constante de financement: « that



involves, competing in different markets for state subsidies as well as for private resources provided by private or public clients in exchange for various kinds of services like research activities, supplying teaching/learning and so on » (2011: 141). De surcroît, selon McGettigan, ce régime de financement a amené de nouveaux coûts pour les universités, en ce qu'elles doivent déboursier des sommes importantes en recrutement et marketing afin d'attirer la clientèle étudiante alors que « more resources maybe diverted to data management and maintaining statistics » (McGettigan 2013: 60). Selon les informations obtenues par demande d'accès à l'information pour la période à l'étude, les dépenses dédiées au marketing et au recrutement sont passées, entre 2010 et 2017, de £1,7 millions à £6,1 millions à la University College London<sup>25</sup>, représentant une augmentation de 3% des dépenses totales de cette université.

Peu de temps après l'adoption de la loi de 2004, est introduit en 2005 le *National Student Survey* (NSS), un sondage qui est conçu pour évaluer l'appréciation étudiante de la qualité de leurs programmes universitaires. Comme le soutient Collini, « [t]he language of satisfaction [in the NSS] positions the students as a customer purchasing a product » (2012: 185). Selon Cruickshank, l'aspect fondamental à retenir est:

the potential for the NSS to start generating a market rationality whereby students began to reconstruct themselves as customers. What is important is the positioning of students into seeing themselves as individuals purchasing a product with which they should be satisfied, even if this was not meant to be in competitive market with the NSS being used as a proxy for the price mechanism. (2016: 10)

---

<sup>25</sup> Les autres universités à l'étude ont refusé notre demande sous le motif que la divulgation de ces renseignements pourrait nuire à la compétitivité de leur institution. Les états financiers annuels ne permettent pas de distinguer ces dépenses des autres dépenses liées aux activités opérationnelles. Or, les dépenses liées aux activités opérationnelles ont fortement augmenté au sein de toutes les institutions à l'étude.

Dans le document de 2009 du *Department of Business, Innovation and Skills* (UKBIS)<sup>26</sup>, intitulé *Higher Ambitions: The Future of Universities in a Knowledge Economy*, on peut y lire que :

Higher education is a successful sector of the economy, in which we enjoy competitive advantage over developed and developing countries. The most recent estimate is that UK universities' economic output is £59 billion a year, and amounts to 2.3 per cent of UK GDP. The sector is expanding its role as a provider of education to a growing world market consisting of hundreds of millions of new learners who wish to study in English. (BIS 2009 : 6)

Les fonctions de l'éducation, du savoir et des universités en tant que facteur de production contribuant à la compétitivité et à la prospérité du pays sont répétées tout au long du document. Presque trente ans après l'introduction des restructurations néolibérales amenées par Thatcher, l'éducation supérieure est un secteur productif qui permet de placer le pays dans une position compétitive dans l'économie du savoir.

### 3.3.4 Le *Browne Review* et la hausse des frais de scolarité de 2010

À l'automne 2010, suite à l'entrée au pouvoir de la coalition des partis Conservateur et Libéraux-démocrates et au lendemain de la crise économique de 2008<sup>27</sup>, l'Angleterre voit les transformations les plus drastiques et les plus précipitées se produire au sein de son système d'éducation supérieure, transformations qui se poursuivront dans les années à venir. Pour la nouvelle coalition, « austerity measures had to be introduced to restore economic health, given the large and increasing public

---

<sup>26</sup> Le ministère responsable de la recherche universitaire depuis 2009.

<sup>27</sup> Comme le soutenait l'un des pères fondateurs du projet néolibéral, Milton Friedman, « [s]eule une crise – qu'elle soit réelle ou perçue comme telle – pousse à un véritable bouleversement » (1982 : 33). Sur le rôle des crises pour amener et justifier des restructurations majeures voir notamment Klein (2008) et Mirowski (2013).

sector deficit » (McGettigan 2013:1)<sup>28</sup>. Le rapport indépendant, commandé par le gouvernement travailliste en 2009, *Securing a Sustainable Future for Higher Education* (Browne 2010), également appelé le *Browne review* puisque dirigé par Lord Brown of Madingley, ancien PDG de BP<sup>29</sup>, recommande notamment de réduire le financement public des universités pour les sujets « non-STEM [Science, Technology, Engineering and Mathematics] » et d'enlever les restrictions quant au maximum de frais de scolarité que peuvent demander les universités et quant aux quotas de recrutement. Le 20 octobre 2010, huit jours après sa publication, le gouvernement annonce qu'il y aura des coupures de 40% dans les budgets accordés pour les subventions de fonctionnement aux universités alors que les frais de scolarité pourront être augmentés jusqu'à 9000£ par année et que le *Educational Maintenance Allowance*, destiné aux étudiants les plus démunis, sera aboli (Callender et Scott 2013). Les visées de privatisation du gouvernement semblent claires alors que le ministre pour les universités et les sciences, Mr David Willets, déclare à la House of Commons que :

The bulk of universities' money will not come through the block grant, but will instead *follow the choices of students*. It will be up to each university or college to decide what it charges, including the amounts for different courses [...] We also *propose to open up higher education provision to new providers*, including further education colleges. These proposals offer a thriving future for universities, with extra freedoms and less bureaucracy, and *they ensure value for money and real choice for learners* (2010; nous soulignons).

---

<sup>28</sup> Le déficit peut être en partie attribuable au plan de sauvetage financier des banques anglaises suite à la crise financière de 2008 qui a coûté à l'état britannique un peu plus de £500 milliards [\$850 milliards] (Swaine 2008).

<sup>29</sup> Compagnie responsable du plus important déversement de pétrole dans l'eau de l'histoire, résultant en une véritable catastrophe écologique dans le golfe du Mexique en 2010, aussi appelé le « Deepwater Horizon oil spill ». British Petroleum est par ailleurs l'une des plus importantes entreprises non financières au monde ayant plus de 300 000 millions de dollars d'actifs.

Le projet de réforme est voté au parlement sans véritable débat alors qu'il constitue une transformation radicale du système d'éducation et malgré les contestations étudiantes. Pourtant, les visées néolibérales du gouvernement ne s'arrêteront pas là : il s'agit de véritablement mener à bout la privatisation qui avait été entamée par Thatcher et faire du secteur universitaire un véritable libre-marché.

### 3.3.5 Restructurations des universités depuis 2011

En continuité avec les réformes enclenchées en 2010, le système d'éducation anglais continuera sa transformation au cours de la période de 2011 à 2017, dans un contexte où « an understanding of students as consumers is constantly enforced » (Raaper 2018: 13; Brooks, Byford et Sela 2016). Au cours de cette période, le gouvernement produira trois documents majeurs annonçant les réformes qui seront mises-en-place dans la loi sur l'enseignement supérieur et la recherche de 2017. Diverses réformes, ne nécessitant pas l'adoption de loi primaire au parlement, furent également enclenchées, alors que les institutions universitaires procèdent elles-mêmes à certaines restructurations. Comme l'illustrent les citations en début de chapitre, à travers différentes allocutions, les ministres de l'éducation et de la recherche universitaire, David Willets et Joseph Johnson, légitimeront les réformes en insistant sur les rationalités néolibérales autour de la compétition et du marché et sur les impératifs de l'économie du savoir pour la prospérité nationale<sup>30</sup>.

---

<sup>30</sup> Par exemple, lors de l'allocution de Willets à la conférence annuelle de Universities UK en 2016 : « Our education system is fundamental to UK's future and success, creating the networks, ideas and innovations that will keep us globally competitive ». Voir également les nombreuses allocutions des deux ministres au cours de la période 2011 à 2017 sur le site du *Department for education*.

D'abord, le rapport du UKBIS de 2011, intitulé *Students at the Heart of the System*<sup>31</sup>, avait pour ambition de renforcer l'idée que les informations disponibles sur les produits offerts par les différentes universités permettent aux consommateurs et consommatrices du produit éducatif – c'est-à-dire les étudiant·e·s – de faire des choix éclairés qui amèneront une meilleure efficacité du système d'éducation, suivant les principes du marché:

There is a large amount of information available to prospective students about the value of undertaking HE (such as employment prospects, earnings of previous graduates, the different courses available, the quality of those courses (for example, student satisfaction surveys, success rates), as well as various league tables, reputation and marketing). The amount of information available, the tools to analyse the information and increased provision of independent websites with tools to facilitate sorting and comparing information, is making it easier for students to use and compare courses and HEI's. (UKBIS 2011: 105).

Ce rapport souhaite donc renforcer le principe selon lequel le financement doit suivre les étudiant·e·s qui font des choix eu égard des informations impersonnelles du marché fournies par les différentes mesures d'évaluation de la performance et par les classements nationaux et internationaux, conformément aux principes néolibéraux sur l'efficacité du marché et l'information.

Ensuite, plus ambitieux encore, le rapport de 2015, *Fulfilling Our Potential: Teaching Excellence, Social Mobility and Student Choice*, « sets out to reconstruct the market of higher education in England to better fit what the Conservative government takes to be elite interests » (Cruickshank 2016: 5) et « proposes to making it much less bureaucratically cumbersome for new providers to enter the

---

<sup>31</sup> Par ailleurs, le ministre de l'éducation de l'époque, David Willets, a tenu une douzaine de rencontres avec des représentants de firmes privées et de multinationales avant la publication du rapport en juin 2011, le secteur étant désireux « to gain access to publicly backed student loans and thereby enter a market which has been described by some analysts as 'treasure islands' » (McGettigan 2013 :8).

market » (*Ibid.* :15). Selon Cruickshank (2016 : 6-7), alors que le *Browne review* visait à positionner la population étudiante en tant que clientèle consommatrice du produit éducatif, ce rapport vise quant à lui à placer les intérêts commerciaux et privées au cœur du système d'éducation supérieure. En ce sens, il s'agit de reconstruire un marché de l'éducation supérieure à travers une dérégularisation pour attirer davantage de fournisseurs de services éducatifs du secteur privé : « Our aspiration is to remove all unnecessary barriers to entry into higher education, and move from parallel systems to a level playing field » (UKBIS 2015: 42).

Le troisième rapport du UKBIS paru en 2016 et intitulé *Success as a Knowledge Economy: Teaching Excellence, Social Mobility and Student Choice*, explicite la volonté du gouvernement d'établir « a Teaching Excellence Framework (TEF), to provide clear information to students about where the best provision can be found and to drive up the standard of teaching in all universities » (UKBIS 2016: 13). Au-delà de l'information fournie aux consommateurs, il s'agit d'introduire un mécanisme d'évaluation de l'enseignement qui permettra aux universités de moduler les frais de scolarité selon les résultats obtenus à l'exercice. Ce faisant, il s'agit de créer un véritable système de marché « to allow greater choice and help competition to flourish » (UKBIS 2016 :7).

On assiste donc au cours de cette période à de nombreuses dérégulations permettant au secteur privé d'entrer sur le marché de l'éducation supérieure, alors que de 2012 à 2014 « les sommes impliquées dans des partenariats qui visent la connectivité université-industrie sont passées de 300M£ à 3,9G£ » (Martin 2016 : 11). De plus en plus, les universités sont considérées comme des entreprises, alors que depuis 2015, les universités anglaises « are required to follow the Competition and Markets Authority (CMA) guidance on consumer law which formalizes student-university relations as regards to information provision, terms and conditions, and complaints handlings » (Raaper 2018: 3). La *Higher Education and Research Act* de 2017 vient

officialiser ce nouveau cadre réglementaire dans le secteur de l'éducation supérieure, où la compétition entre institutions et les choix de la clientèle étudiante sont placés au cœur du système. S'il est difficile de prévoir exactement les conséquences à long terme de l'adoption de ces réformes, il semble évident qu'il s'agit de transformations majeures au sein des universités, qui s'inscrit dans une vague de restructurations qui a débuté dans les années 1980 visant à privatiser le système d'éducation supérieure anglais. Certaines recherches sur les effets des hausses de scolarité depuis 2011 ont par ailleurs montré que les effets les plus marqués ont été sur les populations provenant de milieux défavorisés : « the overall number of students from disadvantaged backgrounds entering universities in England has dropped 15% since 2011 » (Sperlinger et al. 2018 : 36; Callender et Thompson 2018).

### 3.4 Conclusion

Nous avons comme ambition, dans ce mémoire, de déconstruire la rhétorique du discours afin de mettre en lumière les processus de dépolitisation par lesquels les contestations sont rejetées hors du politique grâce aux préceptes idéologiques du néolibéralisme. Il s'agissait donc dans cette partie de définir le néolibéralisme et d'étudier plus spécifiquement la néolibéralisation des universités de façon à pouvoir inscrire les mesures de contrôle et les discours les justifiant et les légitimant dans leur contexte particulier. Ainsi, au terme de ce chapitre, nous avons identifié deux manifestations observables du néolibéralisme dans le secteur universitaire, c'est-à-dire la nouvelle gouvernance managériale – qui vient notamment changer les compositions des administrations universitaires et introduire des mécanismes de marché dans les façons dont sont gérées les universités – et l'utilisation du discours de l'économie du savoir pour légitimer les transformations des universités et de nouvelles perspectives d'accumulation du capital.

En outre, il s'agissait d'ancrer les discours à l'étude dans leur contexte historique, économique et politique précis comme le demande l'approche d'économie politique culturelle (Jessop 2004; 2009) en étudiant l'évolution des transformations des universités en Angleterre. En effet, chaque notion et thématique mises de l'avant dans un discours possèdent un « a priori historique » (Jäger et Maier 2009 :47) que l'on doit prendre en compte dans l'analyse. Nous voulions montrer que les restructurations néolibérales des universités en Angleterre depuis les années 1980 avaient pour but de relancer des perspectives d'accumulation du capital dans le secteur universitaire et ont participé à introduire ou renforcer une rationalité néolibérale dans la façon dont sont gérées les universités. Nous voulions également montrer qu'il s'agissait de réformes amenées par des acteurs « en chair et en os » (Peck 2010), en ce que ce sont « les administrateurs du capital [qui ont entamé] un long combat destiné à transformer fondamentalement l'économie politique du capitalisme de l'après-guerre » (Streeck 2014 : 54-55). Cette mise en contexte nous aidera à montrer que les mesures de contrôle de la contestation étudiante sur les campus doivent être appréhendées au regard de la conjoncture globale liée au développement du néolibéralisme et de son influence sur les universités et comme faisant partie d'une attaque néolibérale contre les mouvements collectifs depuis les années 1970 (McNally 2013). Avant de procéder à l'analyse des discours, nous présenterons dans le prochain chapitre les contestations étudiantes sur les campus et les mesures de contrôle auxquelles elles sont confrontées.



## CHAPITRE IV

### « WHO'S UNIVERSITY? OUR UNIVERSITY ! » MOBILISATIONS ÉTUDIANTES SUR LES CAMPUS UNIVERSITAIRES ET CONTRÔLE SOCIAL DE LA CONTESTATION

*Is it inevitable that the university will be reduced to the function of providing, with increasingly authoritarian efficiency, pre-packed intellectual commodities which meet the requirements of management? Or can we by our efforts transform it into a centre of free discussion and action, tolerating and even encouraging 'subversive' thought and activity, for a dynamic renewal of the whole society within which it operates?*

- E.P. Thompson, *Warwick Ltd.* (1970: 166)

Dans ce chapitre, nous proposons une présentation plus en détail des campus universitaires à l'étude, ainsi que des mobilisations étudiantes et du contrôle de la contestation y prenant place, en vue d'interroger les discours des administrations universitaires dans le prochain chapitre. Nous nous intéresserons d'abord aux universités en tant qu'espace de conflits et d'antagonismes (Lefebvre 2000) et aux acteurs au sein du « champ universitaire » (Bourdieu 1984a; 1984b), et nous présenterons les institutions universitaires à l'étude en analysant notamment leur nature organisationnelle et institutionnelle. Dans un deuxième temps, nous présenterons le mouvement étudiant anglais ainsi que les mobilisations étudiantes sur

les campus depuis 2011. Enfin, nous présenterons nos résultats de recherche sur les mesures de contrôle mises en place sur les campus universitaires anglais.

#### 4.1 Les universités et les acteurs universitaires en Angleterre

##### 4.1.1 Les universités comme lieu de conflits et de luttes de pouvoir

Comme le soutient Henri Lefebvre (2000), et tel que présenté en chapitre 1, l'espace n'existe pas en soi, il est toujours produit. Cette conceptualisation nous invite à inclure les rapports de pouvoir et le conflit dans l'analyse de tout espace social. Comme nous l'avons proposé jusqu'ici, nous concevons les universités comme lieu de conflits au sein duquel il existe des luttes de pouvoir pour le contrôle autant de l'espace physique que des représentations dominantes de cet espace. Ainsi, les significations, les fonctions et les rôles qu'on attribue à l'espace universitaire et aux acteurs universitaires doivent être appréhendés à la lumière de la configuration des rapports de pouvoir qui leur est propre, l'espace étant la « résultante de stratégies, de représentations, d'appropriations et de pratiques contradictoires, voire antagonistes » (Lefebvre 2000 : 53) en même temps que le « support, l'instrument et l'objet de lutte et de conflits » (*Ibid.* :35). À cet égard, et comme le soutient Sibertin-Blanc (2010), l'université peut être considérée à la fois comme appareil idéologique d'État qui reproduit les rapports de domination et d'exclusion que comme enjeu et lieu de conflit direct ou indirect avec l'appareil et le pouvoir d'État.

De surcroît, et à l'instar de Cini (2018) qui s'est intéressé aux dynamiques contestataires au sein d'institution d'enseignement supérieur, nous nous inspirerons de la notion de « champ » de Pierre Bourdieu (1984a; 1984b) pour appréhender les

universités et les acteurs universitaires<sup>32</sup>. Bourdieu conçoit le champ universitaire comme étant un champ d'interaction, c'est-à-dire l'un « des espaces structurés de positions (ou de postes) dont les propriétés dépendent de leur position dans ces espaces et qui peuvent être analysées indépendamment des caractéristiques de leurs occupants » (Bourdieu 1984b : 113). Ainsi, « [l]es champs sont structurés selon l'état des rapports de pouvoir entre les acteurs engagés dans la lutte pour la définition et la distribution du capital associé à leur champ spécifique » (Wood 2015 : 34), chaque champ étant construit « autour d'enjeux et d'intérêts spécifiques qui sont perçus et portés principalement, voire exclusivement, par les acteurs qui participent au champ et qui motivent ces derniers à s'investir dans le champ » (Ancelovici 2009 :46). Au sein du champ universitaire, les différents acteurs – dirigeant·e·s, professeur·e·s, chercheur·e·s, étudiant·e·s, provenant de différents départements et facultés – lutteront en vue de conserver, revendiquer ou améliorer leur statut social au sein de ce champ.

Cette conception de Bourdieu a l'avantage de replacer les acteurs universitaires dans un champ d'interactions où ceux-ci, avec leurs intérêts, normes et idéaux parfois contradictoires, se confrontent pour le contrôle des ressources du champ et pour limiter les actions des autres acteurs à travers diverses stratégies (Cini 2018). Les positions des acteurs dans le champ universitaire sont ainsi importantes pour comprendre leurs stratégies et la production de leur discours, en ce que « [t]oute prise de position sur le monde social s'ordonne et s'organise à partir d'une position déterminée dans ce monde, c'est-à-dire du point de vue de la conservation et de l'augmentation du pouvoir associé à cette position » (Bourdieu 1984a : 25-26). Malgré tout, et à l'instar de Lahire (2012), notre recherche semble montrer que « field

---

<sup>32</sup> La sociologue Lesley J. Wood (2015) mobilise également la notion de « champ » de Bourdieu pour étudier les services de police et leur gestion des manifestations en Amérique du Nord.

theory is relevant for understanding dominant actors – the ones that stand at the center or top of the field – but not so much to account for subordinated and peripheral actors » (Ancelovici 2019: 6). Par ailleurs, si les administrateurs universitaires, en tant qu'acteurs collectifs dominants au sein du champ universitaire, ont un degré de cohérence assez élevé, on ne peut en dire autant de la population étudiante qui se retrouve dans une position périphérique et fragmentée.

En bref, ces conceptions nous amènent à considérer les administrations universitaires en tant qu'« acteurs collectifs socialement constitués, dotés d'identités et de stratégies par lesquelles elles sont à la fois contraintes culturellement et avec lesquelles elles entretiennent un rapport relativement réflexif » (Wood 2015 :33). Les rôles et les fonctions de l'université, et de ses administrateurs, ne sont pas fixes, mais sont plutôt l'objet et la résultante de lutte et de conflits. C'est dans cet esprit, et de manière cohérente avec notre cadre théorique inspiré de l'approche de l'économie politique culturelle (ÉPC), que nous nous pencherons, dans le prochain chapitre, sur les discours des administrations universitaires dans leur lutte pour la légitimation de leurs stratégies et dans leurs justifications des mesures employées pour mettre fin aux contestations étudiantes sur les campus.

#### 4.1.2 Nature institutionnelle et organisationnelle des universités à l'étude

D'entrée de jeu, rappelons que le choix des campus s'explique par la présence de mobilisations étudiantes ainsi que par les réponses des administrations universitaires qu'entraînent ces mobilisations. Tel que mentionné, il s'agit de trois universités à Londres – la University College London (UCL), la School of Oriental and African Studies (SOAS) et la London School of Economics and Political Science (LSE)<sup>33</sup> –,

---

<sup>33</sup> Ces trois universités londoniennes sont en fait des collèges constitutifs de la University of London, une université fédérale. Puisque leurs campus sont séparés, possédant leur propre équipe dirigeante et la capacité de délivrer leurs propres diplômes, nous les considérons comme trois universités distinctes.

d'une université à Brighton – la University of Sussex –, d'une à Warwick – la University of Warwick – et d'une à Birmingham – la University of Birmingham. Les universités retenues sont plutôt semblables que différentes : il s'agit d'universités d'enseignement et de recherche, toutes fondées avant 1966, et dont le statut en tant que corporations indépendantes est établi par des chartes. Comme telles, ces universités sont des organismes publics de bienfaisance, au sens de la *Charity Act* (2011), devant œuvrer pour le bien commun dans le domaine de l'éducation et devant se rapporter à l'organisme régulateur indépendant pour l'enseignement supérieur. Depuis 2016, il s'agit du Office for Students, qui doit s'assurer, entre autres, que « students receive value for money [and] are able to progress into employment » (Office for Students 2018)<sup>34</sup>. Bien qu'étant des universités dites publiques, en ce qu'elles reçoivent du financement de la part du gouvernement et qu'elles sont soumises aux régulations étatiques quant aux frais de scolarité qu'elles peuvent exiger, elles bénéficient d'une grande autonomie organisationnelle et financière, tout comme l'ensemble des universités anglaises<sup>35</sup>. Selon l'Association des universités européennes (2018), « English universities can decide, without the interference of the State, on all aspects of organizational autonomy, including selection, term of office and dismissal of the executive head, governance structures and inclusion of external members, as well as internal academic structures ». Selon cette Association (2018), les universités anglaises figurent d'ailleurs au premier rang au niveau européen en ce qui concerne leur autonomie organisationnelle, et au troisième rang en ce qui

---

<sup>34</sup> Le Office for Students a été créé en 2016, remplaçant le Higher Education Funding Council for England. À ce sujet, on peut lire dans les documents gouvernementaux que la création de cet organisme marque un point tournant en ce que « competition, choice and the student interest will be at the regulator's heart » (UKBIS 2016: 61).

<sup>35</sup> À ce jour, il existe cinq universités privées en Angleterre – la University of Buckingham, la BPP University, la Regent's University London, la University of Law et la Arden University –celles-ci ne recevant pas de financement public sous forme de subventions de fonctionnement.

concerne leur autonomie financière. En effet, les institutions d'enseignement supérieur en Angleterre « are not constitutionally part of the 'public sector' and enjoy a relatively high degree of strategic and operational autonomy in comparison to, for example, schools and hospitals » (Deem et al. 2007: 1). Au sujet de l'appartenance des universités anglaises au secteur public, Deem souligne que depuis les années 1980, « the emphasis on markets and marketization and private sector emulation for universities has been growing, which in turn has introduced a mixed private/public funding regime and gradually altered the notion that universities are or should be a public service » (2011: 163). Alors que dans les années 1960, « universities in the UK were almost entirely publicly funded, [in 2003] direct public subventions account for on average around two thirds of total income » (Greenway et Haynes 2003: 150). Selon les données de Universities UK (2017; 2018), ce financement s'élevait à 23% des revenus totaux des universités pour l'année 2015-2016 et à 20% pour l'année 2016-2017 : de ce 20%, 6% allait au financement de l'enseignement, et 14% au financement de la recherche, celui-ci étant dépendant de l'atteinte de cibles de performance. Ces réformes du financement des universités auraient ainsi amené les administrateurs universitaires, tel que le démontrent les études réalisées sur leur perception de leurs propres rôles et fonctions (Deem et al. 2007; Deem 2011), à considérer leurs institutions « as being more part of the private sector than the world of public service organizations » (Deem 2011: 173). Ceci suggère qu'au regard (1) des modalités du financement public, (2) du cadre législatif et réglementaire encadrant leurs activités et (3) de la faible intervention étatique dans la gestion institutionnelle des établissements – trois dimensions de la gouvernance identifiées par Bégin-Caouette et al. (2018) comme indicateurs de l'autonomie universitaire vis-à-vis l'État – le système universitaire anglais est plus ou moins assimilable au secteur public.

En ce qui a trait à leur nature organisationnelle, les six universités à l'étude détiennent une structure similaire : l'instance de gouvernance suprême est le « Council » (ci-

après conseil d'administration). Celui-ci est responsable d'adopter « the mission and strategic vision of institution, long-term business plans, key performance indicators, and annual budgets, and ensuring that these meet the interests of stakeholders » (Committee of University Chairs 2018: 30). Ces conseils d'administration se réunissent environ 5 fois par an et, selon les universités à l'étude, sont composés du Vice-Chancellor, du Provost, de membres du corps professoral (entre 3 et 5), de représentant·e·s de l'association étudiante (1 ou 2), de membres indépendant·e·s (entre 11 et 15) et parfois d'un représentant·e des employé·e·s de soutien. Ainsi, la plupart des membres des conseils d'administration sont des membres indépendant·e·s, provenant de l'extérieur de l'université, faisant écho aux principes de la Nouvelle gestion publique (NGP) tel que vu en chapitre 3.

Bien que ces instances soient intéressantes pour comprendre les mesures à long terme des universités telles que les budgets dédiés à la sécurité et au contrôle des mouvements sur les campus ou encore pour l'implantation de certaines réformes, la plupart des discours à l'étude émanent des « senior management teams ». En effet, en plus des conseils d'administration, ces équipes de haute direction participent aux activités quotidiennes de la gouvernance universitaire. Composées du Vice-Chancellor et de membres nommé·e·s par celui-ci, le plus souvent le registraire et des membres de la direction financière, ces équipes « are often not formally accountable to anyone » (Deem et al. 2007: 123), « are not part of the formal governance structure of institutions (*Ibid.*: 52) et « [are] fast becoming a community of practice quite detached from other parts of the university » (*Ibid.*: 94). Ce sont principalement ces personnes de la haute direction qui seront appelées à répondre aux situations d'urgence et de crises, à émettre des communiqués et à parler au nom de l'institution. Fait intéressant, Deem et al. ont observé que « [o]ften the geographical site location of senior manager-academics and their team of administrators is, *for reasons including security*, in a place which is difficult for other staff or students to access except by invitation » (2007: 94; *nous soulignons*).

Il existe une forte concentration de pouvoir au sein de ces équipes en ce que le Vice-Chancellor détient le rang le plus élevé dans la hiérarchie de l'organisation et siège sur toutes les hautes instances décisionnelles de l'université<sup>36</sup>. Concernant les VC, selon Rosemary Deem et son équipe qui se sont intéressées extensivement aux effets des réformes de la NGP sur les universités anglaises, leur rôle « was once perceived as a leading academic but from the mid-1980s onwards this role became more corporate and managerial » (Deem et al. 2007: 123). En effet, « [t]he centrality of finance to the work of VCs and the need to develop a business approach to higher education, whether through attracting more money, reducing staff and resources to match funding, target-setting or devising new devolved resource models was emphasized by all the VCs interviewed » (*Ibid.*: 52).

Selon les informations obtenues par demandes d'accès à l'information, les salaires annuels des Vice-Chancellors des universités à l'étude variaient entre 295,000£ (516,795\$) et 448,000£ (784,800\$) pour l'année 2015-2016<sup>37</sup>. Alors que depuis les années 1980, « [t]he salaries and status of academics have declined considerably in relation to other professions » (Deem et al. 2007: 40), les salaires des VC connaissent quant à eux une augmentation rapide. En effet, selon les chiffres de Gschwandtner et McManus (2018: 7-8), les salaires moyens réels des VC auraient augmenté de plus de 21% en dix ans (2006-2015), comparativement à 3% pour le corps enseignant. En fait, « there has been virtually no increase in the real earnings of university lecturers over the last 20 years » (Greenaway et Haynes 2003: 154), alors

---

<sup>36</sup> Les Vice-Chancellors sont d'ailleurs parfois appelés « Chief Executive Operator (CEO) », terme venant des pratiques gestionnaires des entreprises privées (Deem 2011).

<sup>37</sup> Les Vice-Chancellors reçoivent souvent, en plus de leur salaire annuel, une prime de départ lorsqu'ils quittent leur institution. Par exemple, le VC de la University of Sussex aurait reçu 230,000£ à son départ de l'université en 2017 (Busby 2017, 9 décembre).



que « the ratio between VC and staff pay is increasing, with VCs at some institutions earning 12 times more than academic staff and 35 times more than the average workers in the local area » (Gschwandtner et McManus 2018: 1). En ce qui concerne les employé·e·s de soutien, leur statut est de plus en plus précaire, alors que les administrations externalisent leurs contrats en sous-traitance, les privant souvent de congés de maladie, de fonds de pension et de sécurité d'emploi. En ce qui a trait à la population étudiante, tel que vu en chapitre 3, celle-ci doit désormais déboursier des sommes importantes en frais de scolarité pour l'entrée à l'université (9000£ [15,800\$] par an depuis 2012; 9250£ [16,200\$] depuis 2017), une augmentation substantielle considérant la gratuité de l'éducation supérieure jusqu'en 1998. D'ailleurs, selon une étude du Institute for Fiscal Studies (2014), la dette moyenne pour la cohorte étudiante de 2012 s'élève à 44,000£ (77,000\$) (alors qu'elle s'élèverait à 50,000£ [88,000\$] pour les étudiant·e·s des milieux plus défavorisés) comparativement à 15,000£ (26,000\$) pour la cohorte de 2007.

Bien qu'un capital économique et culturel découle nécessairement des postes d'enseignement et de recherche et du statut de diplômé·e universitaire, il apparaît que les positions d'administrateurs ont attiré une part importante du capital économique du champ universitaire, tout en concentrant les pouvoirs décisionnels. Ainsi, les Vice-Chancellors et les membres de la haute direction détiennent une position privilégiée au sein du champ universitaire et les stratégies mises de l'avant peuvent ainsi être appréhendées comme une lutte, plus ou moins consciente et réfléchie, pour conserver et augmenter le pouvoir et le capital associés à cette position du champ. À l'instar de Bourdieu, nous envisageons ces stratégies comme « [le] déploiement actif de 'lignes d'action' objectivement orientées, qui suivent des régularités et forment des configurations cohérentes et socialement intelligibles alors même qu'elles n'obéissent pas à une règle consciente ou qu'elles ne visent pas un objectif prémédité posé comme tel par un stratège » (Wacquant 2014 cité dans Wood 2015:33). Qui plus est, les transformations ayant cours au sein des institutions universitaires, telles

qu'étudiées en chapitre 3, redéfinissent les paramètres environnementaux avec lesquels doivent composer les administrations universitaires. Ces transformations amènent ainsi un recadrage des objectifs et des termes du conflit par les acteurs universitaires. Avant de relever les différentes mesures mises en place par les autorités politiques et universitaires pour contrôler les campus, il convient de présenter et situer les mouvements de contestation étudiante en Angleterre.

## 4.2 Mouvements étudiants en Angleterre

### 4.2.1 Mouvements sociaux et mouvements étudiants

Dans le cadre de notre mémoire, les mouvements sociaux sont définis comme une forme collective de contestation organisée en vue de l'atteinte d'objectifs communs à travers un large éventail de moyens d'action non institutionnels. Cette définition souhaite éviter les écueils de celle de l'approche du processus politique (McAdam, Tarrow et Tilly 2001) qui tend à limiter la définition du mouvement social à son interaction avec l'État (Fillieule 2009). Sans nier le rôle important de l'État – direct ou indirect – dans les dynamiques de contestation des mouvements sociaux, de nombreuses études ont démontré que les mouvements sociaux peuvent avoir plusieurs cibles, et non pas seulement l'État, et participent souvent à l'élaboration d'un projet politique ou social qui dépasse largement la simple arène des revendications (Ferre 2005; Van Dyke, Soule et Taylor 2004; Staggenborg et Taylor 2005). Les mouvements sociaux peuvent être porteurs d'une vision alternative de la société, d'une pensée utopique, et être considérés comme des espaces où peut être mis en pratique cet idéal collectif de société « ici et maintenant ». La définition ci-haut met également en lumière le fait que les mouvements sociaux « sont constitués non pas par une organisation unique, mais plutôt par un ensemble d'acteurs formels et informels, de coalitions et de réseaux, qui agissent plus ou moins en concert tout en préservant leur autonomie respective » (Ancelovici et Dupuis-Déri 2014 : 10). Enfin,

cette définition insiste sur l'utilisation par les mouvements sociaux de moyens non institutionnels pour arriver à leurs fins. En d'autres termes, les mouvements sociaux ont recours « à des modes d'action transgressifs qui se déploient en dehors des canaux institutionnels et qui cherchent, entre autres choses, à perturber la routine de l'ordre établi pour se faire voir et entendre » (Ancelovici et Dupuis-Déri 2014 :9). À cet égard, nous concevons les mouvements sociaux en tant que « carriers of political projects » (Starr et al. 2011 : 13) qui existent « in a historical struggle and dialogue about society » (*Ibid.*).

Lorsque nous parlons de mobilisations (« protests »), nous faisons référence à la partie de la dissidence politique qui devient publique et visible. En effet, « protests should be seen as the most public, visible, yet rare manifestation of a continuum of social phenomena of dissent, many of which exist on often invisible 'structure of abeyance' » (Starr et al. 2011: 14). En faisant une distinction entre différentes « zones de dissidence politique », Starr, Fernandez et Scholl soulignent que « [p]rotest may emerge as part of contentious campaigns and projects or spontaneously and independently. Protest events are nurtured by submerged resources, cultures of resistance and networks that imbue and sustain perceptions of entitlement, outrage, and possibility » (2014:14). Ainsi, par-delà les cycles de mobilisation, les mouvements sociaux peuvent rester actifs en alimentant la dissidence et la résistance politiques même en période de faibles mobilisations, et en élaborant des « cadres de l'action collective » (Snow et al. 1986), qui consistent en des « efforts stratégiques conscients déployés par des groupes de personnes pour façonner des compréhensions communes du monde et d'eux-mêmes qui légitiment et motivent l'action collective » (McAdam, McCarthy et Zald 1996 : 6).

À la lumière de ce qui précède, nous considérons comme faisant partie du mouvement étudiant anglais différentes organisations, groupes et réseaux plus ou moins formels, ayant des postures idéologiques et stratégiques parfois diversifiées et

qui adoptent un large éventail de moyens d'action dans le but d'atteindre leurs objectifs. Nous porterons à cet égard une attention particulière à la frange plus combative du mouvement, qui favorise la confrontation plutôt que la concertation. Comme nous le verrons, cette frange du mouvement étudiant non seulement élabore des revendications qu'elle adresse aux autorités politiques et universitaires, mais tente également de mettre de l'avant une vision de l'université, de l'éducation et de la société qui s'oppose à celle imposée par les administrations universitaires et l'hégémonie néolibérale.

#### 4.2.2 Le mouvement étudiant anglais

Dans son livre *Student Power! The Radical Days of the English Universities*, Esmée Sinéad Hanna (2013) retrace les origines du mouvement étudiant anglais, tel qu'on le connaît aujourd'hui, aux années 1960 avec la massification et la démocratisation de l'éducation supérieure et la politisation des organisations étudiantes qui utilisent désormais des moyens d'action plus transgressifs pour défendre des intérêts étudiants et d'autres causes à caractère politique et social. Depuis les années 1960, le mouvement étudiant anglais a adopté diverses tactiques et moyens d'action dans l'atteinte de ces objectifs : manifestations, occupations, sit-in, teach-in, perturbations de conférences controversées, grèves des loyers et action de visibilité entre autres actions (Hanna 2013; Webster 2015; Dean 2016; Solomon et Palmieri 2011; Pusey 2016). Les revendications du mouvement ont été tout aussi larges : contre les guerres du Vietnam et en Irak, contre l'énergie et les armes nucléaires, contre l'apartheid en Afrique du Sud, pour les droits des femmes ou pour une éducation démocratique et émancipatrice, entre autres. Ainsi, le mouvement étudiant anglais « is not a single issue movement, concerned only with advancing the claims and demands of university students, although much of its movement and protest activity is directed towards these goals » (Webster 2015: 27). À cet égard, pour Hanna, les mobilisations étudiantes « can be seen to be an expression of student conflict against campus based

issues and events, that have roots in wider social issues and conflicts, but are ultimately manifest on the campus » (2013: 22). Par exemple, durant la période à l'étude, des groupes étudiants s'opposent à la précarisation des employé·e·s de soutien de leurs universités comme étant non seulement la conséquence des restructurations des universités, mais également comme s'inscrivant dans le contexte plus large des mesures d'austérité imposées par l'État suite à la crise économique de 2008.

En termes d'organisations, il existe des associations étudiantes, reconnues légalement, tant au niveau local, les Student unions, qu'au niveau national, la National Union of Students (NUS). La NUS, créée en 1922, regroupaient en 2011 plus de 600 associations étudiantes locales, représentant plus de 7 millions d'étudiant·e·s (Day 2012; Kumar 2011). Malgré une période de politisation dans les années 1960-1970 (Hanna 2013), elle ne semble plus être un vecteur important de la mobilisation étudiante depuis les années 1990. Pour l'universitaire et militant étudiant anglais, Ashok Kumar, ceci s'explique par l'institutionnalisation de la NUS et des associations étudiantes locales, qui sont désormais plutôt tournées vers la défense d'intérêts étudiants dans une visée corporative. Ainsi, « the NUS has overseen a monumental decline in grassroots activism as its politics have moved towards the centre » (Kumar 2011: 135). Face à la faible combativité de la NUS, des groupes et réseaux informels se sont organisés sous les bannières Campaign for Free Education et Stop the Fees Campaign pour s'opposer à l'imposition en 1998 et à l'augmentation en 2003 des frais de scolarité, sans réussir à réellement bâtir un mouvement d'envergure nationale, alors que l'appel à une manifestation de la NUS en 2006 n'amena que des effectifs dérisoires (Swain 2011). Comme nous le verrons dans la troisième partie de ce chapitre, il semble effectivement y avoir une volonté de la part du gouvernement et des administrations de canaliser et de coopter le mouvement afin d'empêcher la prise de positions et d'actions politiques de la part des associations étudiantes et ainsi pour empêcher des mobilisations de masse.

Les groupes étudiants autonomes sur les campus, ainsi que les réseaux nationaux moins formels sont donc particulièrement importants pour comprendre le mouvement étudiant anglais. Selon Sarah Louise Webster (2015) qui s'est intéressée aux activités protestataires étudiantes sur deux campus anglais entre 1945 et 2011, ces groupes étudiants informels ont d'ailleurs été très actifs, tout au long de cette période, s'engageant dans plusieurs campagnes et défendant un large éventail d'objectifs autour des valeurs de justice sociale et d'égalité, principalement sur leurs campus. À cet égard, la sociologue Nella Van Dyke (1998), qui s'est intéressée à la continuité des mobilisations étudiantes sur les campus universitaires américains, propose de considérer certains campus universitaires comme des « hotbeds of activism », capable de soutenir un certain taux de mobilisation dans le temps grâce au développement de cultures de résistance. Par exemple, sur les campus universitaires à l'étude, certains journaux étudiants (notamment, Dissident Warwick, RedBrick et The Badger) et des associations sectorielles (notamment, Free Fossil Warwick, UCL Friends of Palestine, University of Birmingham LGBTQ Association, Defend Education Birmingham) qui profitent de financement de l'association étudiante formelle ont permis de soutenir cette culture de la résistance (Webster 2015).

Somme toute, force est de constater que le mouvement étudiant anglais reste largement sous-documenté (Hanna 2013; 2008), alors que les études empiriques existantes démontrent qu'il fut actif au-delà des années 1960-1970 (Webster 2015). Si les années 1990 et 2000 semblent marquées par de plus faibles mobilisations étudiantes à l'échelle nationale, le mouvement étudiant reste décidément actif, notamment de par les mobilisations contre la guerre en Irak en 2003, « Stop the War! », ou encore à travers des occupations en janvier 2009 en solidarité avec la Palestine et contre l'invasion de Gaza par Israël (Yafai 2011: 49).

### 4.2.3 La révolte étudiante de 2010

La création en février 2010 de la National Campaign Against Fees and Cuts (NCAFC), une organisation étudiante nationale à adhésion volontaire, indique un retour à un mouvement étudiant plus combatif voulant offrir « a more radical opposition to the Browne Review that was being that mounted by the NUS » (Ibrahim 2011: 417). Suite à l'annonce du gouvernement de tripler les frais de scolarité à l'automne 2010, des mobilisations étudiantes d'une intensité et d'une vitalité inédites éclatèrent partout au pays, celles-ci se démarquant par leur caractère national, alors que l'on compte jusqu'à la fin de 2010 plus de 46 occupations de campus, trois manifestations nationales de plus de 100 000 personnes<sup>38</sup>, et l'occupation improvisée des bureaux du Parti Conservateur de Millbank le 10 novembre suite à une manifestation à Londres (Ismail 2011 : 124).

Les analyses universitaires qui se sont intéressées au sens porté par les occupations de campus de 2010 révèlent qu'il s'agissait, en plus d'être une tactique pour s'opposer à la hausse des frais de scolarité, de « space and opportunity to explore alternative ideas about educational and society, build solidarity networks, practice egalitarian decision-making and plan future actions » (Rheingans et Hollands 2013: 546) et « where people desired to constitute non-capitalist, egalitarian and solidaristic forms of political, social and economic organization through a combination of resistance and creation » (Hopkins et al. 2012: 107). En effet, les activistes tentent de se réapproprier l'espace des campus universitaires « in order to challenge the hierarchical organisation and privatisation of universities » (Rheingans et Hollands 2013: 558). La contestation qui se manifeste à travers l'occupation de l'espace vient ainsi perturber les représentations dominantes de l'espace (Lefebvre 2000) et, par le fait

---

<sup>38</sup> Le 24 novembre, le 30 novembre et le 9 décembre 2010.

même, les relations sociales qu'elles (re)produisent, tout en remettant en question les positions des administrateurs qui détiennent les positions de pouvoir et qui mettent en place les restructurations des universités.

Malgré l'ampleur des mobilisations, « the passing of the bill on 10 december 2010 – and the downturn associated with the Christmas break – let to a loss of momentum during the early part of 2011 » (Dean 2016: 306). Or, il ne s'agit pas pour autant de la fin des mobilisations – le mouvement étudiant s'organise, principalement sur les campus, pour faire pression sur les administrations et pour s'opposer aux restructurations néolibérales des universités.

#### 4.2.4 Mobilisations étudiantes sur les campus depuis 2011

Au lendemain de la révolte étudiante de 2010, les revendications et actions collectives du mouvement étudiant se tournent en partie vers les institutions universitaires, qui sont responsables de mettre en œuvre, ou non, la hausse proposée. Des mobilisations ont donc pris forme « to oppose locally the implementation of this legislation as well as block any other measures supporting the universities' adoption of a neoliberal agenda » (Cini 2016: 58). Ainsi, en plus de contester la hausse des frais de scolarité, les groupes étudiants s'opposent à différentes mesures telles que « the outsourcing of non-academic staff, the casualization of teaching and research assistants, and the diversification of the sources of institutional financing » (Cini et Guzman-Concha 2017: 4). Les groupes étudiants utilisent notamment les sit-in, les occupations et les manifestations sur les campus comme moyens d'action, alors que plusieurs manifestations nationales de plusieurs milliers de personnes et des journées nationales d'actions sont coordonnées par la NCAFC. Au regard de la recherche documentaire effectuée, parmi les actions qui semblent les plus perturbatrices, on observe de nombreuses occupations sur les campus à l'étude, de durée variant entre quelques jours et plusieurs semaines et étant contingentes des dynamiques locales de chaque institution tout en s'inscrivant dans un mouvement national. Plusieurs campus ont



également vu des expérimentations d'éducation populaire qui souhaitent mélanger pédagogie et contestation : « ultimately the Really Open University's invitation to 'reimagine the university' was a provocation to abolish the university in its capitalist form, through a process of reimagining the university, exodus from the university machine and the creation of a university of the common » (Pusey 2017: 1; Pusey 2016). Encore une fois, l'utilisation de l'espace par les contestataires vient perturber les représentations dominantes de l'espace marquées par l'hégémonie néolibérale. Alors même que l'espace peut être le reflet des inégalités politiques et socioéconomiques, « [c]hallenges to the existing spatial order offer new imagined spatial orders » (Martin et Millet 2003 : 147). Par ailleurs, ce recours à ces modes d'action transgressifs par les groupes étudiantes montre que, comme le soutient Bourdieu , « dominated actors – that is, less endowed with the type of capital valued in the field – are inclined to adopt subversive strategies and heretical or heterodox position-takings » (Ancelovici 2019: 6).

Durant la période à l'étude, un grand travail est réalisé par le mouvement étudiant pour construire un discours qui s'oppose à celui défendu par les autorités politiques et universitaires. En effet, par différents « processus discursifs, stratégiques et conflictuels » (Benford et Snow 2012), les activistes ont produit des cadres de l'action collective qui proposent une interprétation des problèmes et des solutions qui s'oppose à celle mise de l'avant notamment par le gouvernement et les administrations universitaires. L'examen des revendications, des communiqués, des slogans et des textes de réflexion produits par le mouvement révèle que ces cadres s'articulent autour d'un discours qui va à l'encontre des visions néolibérales des universités, exigeant plutôt une éducation gratuite pour toutes et la défense de l'université en tant que communauté, tel qu'illustré par ces slogans: « Free Education - No Barriers, No Borders, No Business », « No Cuts, No Fees, No Corporate Universities », « No borders, no nation, free education », « This is our university! Cops of campus! », « Students and workers – unite and fight ». Ce cadrage est présent

également dans les revendications du mouvement : « we have never talked just about the scrapping of fees, but about re-imagining a whole new education system [...] We demand democratic structures which put workers, students and local communities in control of our universities, colleges and schools » (NCAFC 2014, 19 décembre). Les mouvements étudiants dénoncent les rapports de pouvoir et les inégalités au sein des institutions et revendiquent une démocratisation des universités :

Of course, our senior management is disproportionately made up of men but, more importantly, the lowest paid workers such as cleaners and caterers are disproportionately women and migrant workers. The lack of true democracy in our universities means that pay is not something that can be discussed and issued fairly amongst the workers. Democratic schools, colleges and universities would see improvements in pay and conditions for workers, and ultimately we believe our education system can do away with unelected, overpaid bosses altogether (NCAFC 2014, 19 décembre).

Les différentes tactiques utilisées font aussi partie intégrante de ce processus de cadrage comme l'ont démontré les études sur le sens porté par les occupations de campus mentionnées plus haut. Faisant écho à la citation de E.P. Thompson (1970) en exergue de chapitre<sup>39</sup>, à travers ces occupations et ces expérimentations d'éducation populaire, le mouvement étudiant défend – et, dans une certaine mesure, met en pratique – l'idée d'une université en tant que centre de réflexion critique et d'action qui puisse permettre, et peut-être même encourager, une pensée subversive pour une transformation profonde de la société.

Différentes campagnes mises de l'avant au cours de la période à l'étude montrent également l'imbrication des différents enjeux sur les campus universitaires: la

---

<sup>39</sup> E.P. Thompson écrivait d'ailleurs ces mots durant une période de fortes mobilisations à la University of Warwick en 1970, qui dénonçaient la collusion entre l'Université et les industries ainsi que la surveillance d'étudiant·e·s et de professeur·e·s ayant des idées considérées radicales.

campagne « Students, not suspects » s'opposant à un programme gouvernemental de surveillance, le programme Prevent, qui oblige les employé·e·s universitaires à rapporter à la police des comportements jugés comme pouvant mener au terrorisme<sup>40</sup>; la campagne « Cops off campus! » contre la répression policière sur les campus; les campagnes de désinvestissement des énergies fossiles et de l'industrie de l'armement; la campagne Boycott, Divestment and Sanctions (BDS) contre Israël; et des campagnes contre la culture du viol et les inégalités de genre sur les campus. Tout en s'opposant aux réformes mises de l'avant par le gouvernement et par les administrations universitaires, le mouvement étudiant dénonce la complicité des universités dans le renforcement des rapports de sociaux de sexe, de race et de classe, autant au sein des institutions, qu'au niveau national et international à travers les rôles qu'elles jouent dans différentes structures de domination et d'exploitation. Par ailleurs, cette imbrication de différents enjeux qui dépassent la configuration du pouvoir et la distribution du capital au sein du champ universitaire montre « la multiplicité des champs institutionnels dans laquelle s'insère l'action collective » (Ancelovici et Rousseau 2009 : 10). Pour Nick Crossley, « [s]trains and grievances may be generated through an interaction of fields [...] Struggles often spread to different fields, wherein different constraints and logics come into play » (2002: 180). Ceci semble indiquer que les stratégies des acteurs subalternes ou périphériques soient moins contraintes par les forces de régulation internes du champ que les acteurs dominants. D'ailleurs, pour Lilian Mathieu, « l'univers contestataire présente un caractère trop perméable aux influences exogènes pour se laisser appréhender à partir du concept du champ » (Carrier-Plante 2018 :19).

---

<sup>40</sup> La Prevent strategy « set out how the higher education sector, in partnership with the police and the Government, can manage this risk [of radicalization and terrorism] » (BIS 2011: 35)

En bref, ce survol des mobilisations étudiantes depuis 2011 et des cadres de l'action collective développés par le mouvement étudiant est intéressant en ce que ces cadres entrent visiblement en contradiction avec les discours des administrations et les conceptions de l'université qu'ils soutiennent. Cette mise en contexte nous aidera donc à dénaturer les représentations réifiées des universités soutenues dans les discours des administrations universitaires et de les ancrer dans le contexte de conflits quant aux définitions et représentations des rôles et des fonctions des universités.

#### 4.3 Mesures de contrôle de la contestation étudiante sur les campus

L'un des objectifs de ce mémoire consiste à documenter empiriquement les formes que prend le contrôle social de la contestation étudiante sur les campus universitaires. Nous avons donc récolté des données, par la recherche documentaire et grâce à nos entrevues, sur les mesures mises en place pour prévenir, empêcher, contrôler et punir l'action collective étudiante sur les campus entre 2011 et 2016. Nous avons également relevé certaines lois et réglementations qui viennent restreindre et canaliser l'action collective contestataire des mouvements étudiants et qui autorisent une surveillance accrue et la collecte d'information sur les campus, et ce depuis les années 1990. Ainsi, bien que le cœur de cette recherche porte sur les discours institutionnels des administrations universitaires, nous avons relevé un large éventail de mesures qui semblent participer au contrôle de l'espace universitaire, et ce, par différents acteurs. Nous ne prétendons pas ici faire une revue exhaustive des mesures mise en place – ce qui serait d'ailleurs une tâche impossible – mais nous espérons offrir un aperçu du contrôle de la contestation sur les campus pour interroger les discours des administrations universitaires dans le prochain chapitre.

Les universitaires ont développé un grand nombre de typologies pour rendre compte des diverses formes que prend le contrôle social de la contestation. Sans relever les limites et avantages de ces différentes typologies, nous présenterons nos résultats

selon une typologie inspirée de Wesley Strong (2013) qui s'est intéressé à la répression sur les campus américains. Nous distinguons ainsi (1) les mesures de canalisation et de cooptation, (2) la surveillance, la collecte de données et la sécurisation, (3) les mesures administratives et légales et (4) la violence policière et l'intimidation. En plus de la littérature sur la répression des mouvements sociaux et des outils théoriques de Bourdieu (1984a; 1984b) et de Lefebvre (2000) évoqués plus haut, nous mobiliserons également des éléments de celles sur la surveillance, sur la gouvernance managériale et sur la gouvernementalité pour interpréter et discuter de ces mesures.

#### 4.3.1 Canalisation et cooptation

Peu étudiées dans les recherches sur la répression des mouvements sociaux, les mesures de canalisation et de cooptation des organisations militantes semblent toutefois être importantes pour comprendre les dynamiques contestataires des mouvements sociaux (Earl 2004; 2011). Ces mesures viennent réguler l'action collective en l'encadrant par des lois, en intégrant les militant·e·s au sein de processus de décision formels ou en responsabilisant les organisations militantes (de Lint et Hall 2009). L'intégration au sein de structures institutionnelles amènerait l'adoption d'un répertoire d'action plus conventionnel, la perte de l'identité initiale du mouvement ainsi que l'affaiblissement de la portée transformatrice et contestataire des mouvements sociaux (Kriesi 1996; Fox Piven et Cloward 1977; Meyer et Tarrow 1998). Cette forme de contrôle est particulièrement intéressante dans le cadre de notre étude en ce qu'elle semble intimement liée au processus de dépolitisation des conflits sociaux et à la gouvernance managériale (de Lint et Hall 2009; Deneault 2013) ainsi qu'aux stratégies institutionnelles mises de l'avant par les acteurs dominants d'un champ pour conserver le capital associés à leur position en établissant les règles et les logiques internes du champ.

Nos entrevues, ainsi que la littérature grise du mouvement étudiant et la littérature secondaire sur les mobilisations étudiantes de 2010, révèlent que les associations étudiantes formelles du mouvement étudiant ont été fortement cooptées et canalisées au sein des structures institutionnelles et légales depuis les années 1990. Selon la NCAFC, « NUS and local unions are heavily bureaucratised. Legal frameworks, the influence of senior staff, relationships with university and college managers and government, and similar factors conspire to block radical activity and to place strong right-wing pressures on officers who get elected » (2014, 16 décembre). L'une des rares associations étudiantes locales adoptant une politique contestataire fut d'ailleurs abolie, en 2013, par l'administration de la University of London, l'université de type fédérale regroupant notamment UCL, LSE et SOAS, récupérant leurs locaux pour les transformer en « a refurbished student centre offering a swimming pool, fitness centres and bars » (Adams 2013, 2 mai)<sup>41</sup>. Pour les activists étudiant·e·s, il s'agit visiblement d'une tactique pour mettre fin aux mobilisations et « acted as cover for the university doing what some people in the university probably wanted to do all along, which is to steal our building, turn it into what they hope will be a profitable student services centre, and abolish the democratic element of the student union » (cite dans Adams 2013, 2 mai). Tel que le soutient Lefebvre, l'une des actions du capital sur l'espace est « d'arracher l'activité sociale à toute détermination extérieure à la logique d'accumulation capitaliste » (Gaudreau 2013 : 171). Ainsi, la conversion d'un bâtiment à vocation sociale et politique en centre de services indique une tactique de neutralisation de l'espace qui tend, d'une part, à le rendre plus apte à satisfaire les consommateur·ice·s du produit éducatif et attirer une plus grande clientèle et, d'autre part, à le rendre profitable en tant qu'investissement dans la

---

<sup>41</sup> Par ailleurs, selon Michael Chessum, un militant étudiant anglais, le bâtiment de l'association étudiante « [is] one of the most iconic buildings of student unionism in London. It's where all the students demos start. It's been a fixture of where students hang out in Bloomsbury for 50 years » (cite dans Adams 2013, 2 mai).

propriété. En outre, cette conversion vient dépolitiser le bâtiment qui était pourtant un endroit de référence pour le mouvement étudiant et un symbole d'attachement commun (Martin et Miller 2003;). En effet, pour Lefebvre, l'espace vécu et perçu par les contestataires, réfère à l'influence que le lieu peut avoir sur un groupe lorsque qu'il est investi (Dussault 2016 : 39).

Force est de constater que la plupart des associations étudiantes anglaises sont désormais plutôt des centres de services que des organisations de mouvement social. En effet, selon Swain, « [a] modern day student union at a large higher education institution will look more like a medium sized business than a representative body » (2011). Deux décisions juridiques indiquaient déjà, en 1972 et 1985, les limitations que se verraient imposées les associations dans leur capacité à agir en tant que vecteur de mobilisation politique, alors que la Cour avait statué que l'association étudiante de la University of Sussex ne pouvait pas financer une campagne contre la proposition de la secrétaire d'État de l'époque, Margaret Thatcher, de mettre fin aux programmes de berlingots de lait dans les écoles, et que l'association étudiante de la Polytechnic of North London ne pouvait faire un don pour supporter « the striking miners » (Day 2012; Swain 2011). Malgré tout, selon Swain, à cette époque, le statut légal plutôt ambigu des associations étudiantes leur laissait une certaine marge de manœuvre et c'est plutôt à partir des années 1990 que leurs activités deviennent véritablement encadrées par la loi, les amenant à réduire leurs activités contestataires et devenir plus corporatives. Ainsi soumises aux nouveaux paramètres du champ universitaire, les associations étudiantes semblent avoir redéfini les termes des conflits et recadrer leurs objectifs, adoptant désormais le vocabulaire et les logiques des discours managériaux au sein de leur propre gestion interne.

Dans la lignée de « l'offensive coordonnée contre le pouvoir des syndicats » qui a débuté dans les années 1970 (McNally 2014 : 85; Harvey 2005), ce passage d'une allocution du premier ministre conservateur John Major en 1992 révèle la volonté du

gouvernement de s'attaquer au mouvement étudiant: « And we've already blown the whistle on one of the last bastions of the closed shop – student unions. The days in which they march and demonstrate at the taxpayer's expenses are numbered » (UKPOL 2015)<sup>42</sup>. En octobre 1992, le ministre de l'éducation, John Patten, annonce ainsi son intention de présenter un projet de loi qui encadrerait les activités des associations étudiantes (Day 2012 : 32). Selon Mike Day qui s'est intéressé à l'histoire de la NUS, « [t]he original proposals included: funding a limited range of SU activity; making it illegal to affiliate to NUS-UK; and introducing an 'opt-in' system of membership. These proposals were, after a lobbying campaign led by NUS-UK, changed in what eventually became the 1994 Education Act » (Day 2012: 39). Malgré tout, le Education Act de 1994 vient officiellement encadrer « the conduct of students' unions » et restreindre les activités qu'elles peuvent entreprendre en limitant leur capacité de faire campagne sur des enjeux politiques, tels que les grèves de travailleurs et de travailleuses et la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Ainsi, si le champ universitaire détient ses propres forces de régulation internes, les champs juridique et politique ont une grande influence sur celui-ci. Comme le soutient Ancelovici, « although internal conflict can contribute to the transformation of the structure of the field, the major source of change tends to be exogenous » (2019: 10).

Kumar soutient qu'à partir des années 1990, la NUS « has positioned itself as a national level lobbying group, with local unions as service providers, members as consumers, and democracy as expandable» (2011: 136), adoptant une stratégie de concertation plutôt que de confrontation. Selon lui,

---

<sup>42</sup> Il ne s'agissait pas de la première tentative du Parti conservateur de limiter les actions du mouvement étudiant. En effet, le gouvernement conservateur en place en 1971 « had attempted to introduce a registrar to control the activities of Student Unions, an idea that was dropped in the face of mass student protest » (Day 2012: 39).



[w]hile the political core of the NUS was being eroded, a wave of governance restructurings changed the landscape of the student movement. The new corporate model, with its inclusion of external trustees – often business and university heads – in the most powerful union bodies, has instituted a culture that is fundamentally opposed to grassroots organization (Kumar 2011: 135-136).

En outre, depuis 2006, les associations étudiantes doivent s'enregistrer auprès de la Charity Commission « as organizations for the 'advancement of education' » (Day 2012 : 41) et, depuis 2010, elles doivent y rapporter leurs activités. Selon un guide de la Charity Commission (2010) à l'intention des associations étudiantes,

union funds cannot be used to promote or support campaigns on matters which may be of general interest or concern but which do not affect members of the union as students. Examples would be industrial disputes, general campaigning of environmental matters, eg environmental policies and road building, or the treatment of political prisoners in a foreign country. A students' union cannot, for instance, pay for coaches to transport students to demonstrations on such issues.

Parallèlement, pour certain·e·s, ces réglementations ont également fait en sorte que « the submission of evidence and the preparation of reports has been a substitute for mass activity on the campus » (Day 2012: 41). Selon un militant interviewé :

the way that the Charity legislation was enacted in certain universities did work to at least restrict politics formally and the trustees board election. You get the normal liberal, like at university where you get relatively affluent intake, you get these kind of goons that just want to put something on their CV. They are just there to pad up their CV and say big student election bullshit like 'I'm gonna make the university accountable, I am gonna represent you'. It is just rubbish. (Personne participante 1)

Dans les documents de réformes des universités depuis 2009 (BIS 2009; 2011; 2015; 2016), les associations étudiantes y sont décrites comme « partenaires » et « parties prenantes » importantes en éducation supérieure, travaillant de concert avec les instances gouvernementales pour promouvoir et représenter les « intérêts étudiants ».

Le Department of Business, Innovation and Skills (UKBIS) encourage les « universities and colleges to work with their students' union to ensure a good range of services » (UKBIS 2011: 35). Le BIS souligne d'ailleurs que « [t]he action which many individual student unions and the NUS itself have taken in recent years to modernize and reinvigorate their own governance – to increase accountability and become more representative bodies for students – marks a particularly significant step forward » (UKBIS 2009: 73). Ce langage contraste fortement avec celui utilisé par le premier ministre conservateur en 1992, ce qui semble effectivement indiquer la cooptation de la NUS et des associations étudiantes. Plutôt que d'être un symbole « d'innovation » et de « modernisation », ce partenariat avec les instances gouvernementales et universitaires doit plutôt être vu comme un dispositif de gestion apolitique et d'instrumentalisation des membres participants (Deneault 2013 : 89). Par ailleurs, de par cette redéfinition des associations étudiantes et de leurs objectifs, les acteurs dominants du champ « try to exclude their opponents by imposing a particular definition of field membership and limit the advent of competition or subversive struggles by increasing the cost of entry into the field » (Ancelovici 2019: 6).

Autre indicateur de la cooptation de la NUS, le Student Engagement Toolkit produit en collaboration par la NUS et le Higher Education Academy en 2010, « frames partnership as the goal of student engagement [and] asserts that one facet of student engagement is student participation in quality assurance and enhancement processes [...] For Quality Assurance Agency, 'partnership' entails the coming together of different parties to work on a shared goal » (NUS et HEA 2011). Pour Alain Deneault, cette gestion managériale qui place un intérêt commun entre des groupes sociaux inégaux et qui définit les parties en tant que partenaires « exultent ainsi de signer la mort des rapports antagonistes de classe » (2013 : 179).

Ces processus de canalisation semblent également faire écho à ce qui a été observé par de Lint et Hall sur le mouvement syndical au Canada : « a routinized bargaining relationship develops between unions and employers which ultimately erodes protest meanings and de-politicizes grievance expression » (de Lint et Hall 2009: 30). Selon ces auteurs, l'hégémonie néolibérale se manifeste par l'institutionnalisation et la responsabilisation des mouvements « where organized labour and its relation to capital become corporatized, legalistic, bureaucratic, and hierarchical within a liberal legal framework which binds the unions to certain confining procedures, rules and structures » (de Lint et Hall 2009: 30). En bref, les associations étudiantes locales formelles et la NUS semblent avoir été largement cooptées par les instances gouvernementales depuis les années 1990, alors que leur institutionnalisation auprès de la Charity Act (2011) et au sein des structures universitaires viennent limiter la portée politique des activités qu'elles peuvent entreprendre et soutenir.

#### 4.3.2 Surveillance, collecte de données et sécurisation des espaces universitaires

Gary T. Marx (1974; 1979; 1988a; 1988b) a démontré l'importance de la surveillance comme forme de répression politique. Dans la littérature en sociologie des mouvements sociaux, l'analyse de Starr et al. (2007) a également montré que la surveillance a des impacts significatifs sur les mouvements sociaux et vient limiter l'action collective, ces auteur·e·s soutenant que « surveillance cannot be disassociated from policing and prosecution » (2007 : 9). Dans le cadre de notre étude, la surveillance des campus revêt plusieurs formes : la surveillance par caméras, les lecteurs de cartes magnétiques installés à travers le campus et le contrôle des mouvements, la collecte d'information ainsi que le recrutement d'informateur·trice·s.

Selon les informations obtenues par demande d'accès à l'information, on retrouve entre 172 et 1100 caméras de surveillance sur les campus à l'étude. Ce quadrillage de l'espace universitaire contribue à produire un espace sécurisé duquel il devient plus difficile pour les activistes à s'identifier, tout en matérialisant les rapports de pouvoir

dans l'espace physique. Selon les personnes interviewées, les images produites par les caméras sont utilisées pour identifier les activistes étudiants et éventuellement comme preuve devant la Cour. À la University of Birmingham, les images furent par exemple utilisées pour créer a « file of know protesters » qui servira à identifier les contestataires lors d'événements sur les campus. Les trois personnes interviewées nous ont similairement indiqué que les services de sécurité collectent des informations et montent des dossiers sur les personnes participant aux contestations sur les campus. Ces services de sécurité semblent d'autant plus transmettre ces informations à la police, alors que fut arrêté un militant à sa sortie d'une rencontre dans un local universitaire en 2013 (Mendelsohn 2013, 14 novembre). Les autorités de la UCL avaient aussi fourni à la police les adresses d'étudiant·e·s accusé·e·s d'avoir écrit à la craie des slogans sur les bâtiments de l'université – ces personnes ayant été arrêtées à leur domicile durant la nuit (UCLU 2013, 29 octobre)<sup>43</sup>.

En ce qui concerne la surveillance électronique, la Regulation of Investigatory Powers Act (RIPA) de 2000, permet l'interception des communications électroniques par les administrations universitaires. Selon un activiste interviewé,

this piece of legislation, called RIPA, it is a bit of legislation which allows them, theoretically at least, to read your emails on the university emails. And I can remember when it was brought in. But that gives institutions quite a lot of power to potentially spy on students basically. There is a real culture of fear I think. That UCL management were using it I think. Like not just with students but with staff as well. (Personne participante 1)

Que les administrateurs utilisent ou non cette législation pour effectivement surveiller et espionner les courriels des étudiant·e·s et des membres du personnel, il semble

---

<sup>43</sup>Ceci fait d'ailleurs écho à l'analyse de Walby et Monaghan qui ont montré « the pivotal role played by private security agents in supplying information to local police » (2011 :24).

donc que cette mesure participe également à créer un « chilling effect » (Fernandez 2008), un effet de dissuasion à la participation, faisant écho à la littérature sur les effets de la surveillance sur les mouvements sociaux (Starr et al. 2011; Marx 1979). Ainsi, selon les personnes interviewées, il existe un climat de surveillance constante sur les campus qui contribue à créer un sentiment de crainte et de peur. Ainsi, de par ces mesures de surveillance, l'espace est conçu comme un espace productif duquel les contestations sont exclues.

En ce qui concerne l'infiltration du mouvement, la recherche documentaire révèle que la police a déjà offert à un étudiant de la University of Warwick, après avoir été arrêté lors d'un sit-in en 2014, d'être un agent informateur en passant des informations sur le groupe Warwick for Free Education, sur les tactiques et cibles du groupe (Woodman 2015, 11 novembre). Notre recherche révèle également une autre tentative similaire de la part de la police de Cambridgeshire d'infiltrer le groupe Defend Education Cambridge en 2013 (Evans et Khalili 2013, 14 novembre).

Autre mesure de surveillance sur les campus, le programme gouvernemental Prevent qui oblige depuis 2011 les employé·e·s universitaires à surveiller les étudiant·e·s et à rapporter des comportements jugés suspects qui pourraient mener au radicalisme et au terrorisme. Ce programme a été fortement dénoncé par les groupes étudiants qui s'inquiètent non seulement des risques de profilage racial et de promotion de l'islamophobie, mais également de l'utilisation de cette législation pour justifier la surveillance de groupes contestataires. En effet, le mouvement étudiant a dénoncé plusieurs instances où il semble avoir été utilisé pour surveiller les activités de groupes contestataires et où il a profilé des étudiant·e·s musulman·e·s. Par exemple, la police de West Mercia a envoyé une lettre aux parents d'un activiste étudiant du groupe Defend Education Birmingham, un groupe qui demande la gratuité scolaire et un salaire décent pour les employé·e·s universitaires, leur demandant de se présenter au poste de police en ce que « concerns have been raised whist [their son]'s been at

university and the danger he might be in of potentially being sucked into domestic extremism » (Allen 2014, 29 juillet)<sup>44</sup>.

En ce qui concerne les dépenses en sécurité, selon les informations obtenues par demande d'accès à l'information, les universités ont dépensé entre £6 millions (\$10,5 millions) et £920,000 (\$1,6 millions) par année en sécurité entre 2011 et 2016, sans compter les frais légaux reliés aux demandes d'injonction et aux avis juridiques. À la University of Warwick, on observe une augmentation de 23% des budgets consacrés à la sécurité entre 2009 et 2015, alors que les dépenses liées aux contrats externes de services de sécurité privée ont triplé à la LSE et à la UCL entre 2010 et 2015. Les universités à l'étude ont également dépensé des sommes considérables en frais juridiques : la University of Sussex aurait dépensé 81,812£ (143,000\$) en avis juridiques relativement à une occupation en 2013 et 22,625£ (39,600\$) pour l'obtention d'une injonction en 2013; SOAS aurait dépensé 10,015£ (17,500\$) pour une injonction en 2011; la UCL aurait dépensé 24,245£ (42,500\$) pour des frais légaux relativement à une occupation en 2011; la University of Warwick aurait quant à elle dépensé 12,558£ (22,000\$) pour une injonction en 2013. Starr et al. (2011) suggèrent à cet effet de parler d'économie politique du contrôle social, en ce que l'industrie de la sécurité semble de plus en plus profitable (voir également Wood 2015). Similairement, la Commission populaire sur la répression politique (CPRP), qui s'est intéressée à la répression privée au sein des institutions d'enseignement supérieur au Québec, suggère que cette augmentation des coûts en sécurité « témoigne d'un nouveau mode de gestion attribuant une importance croissante à la surveillance et au contrôle des mobilisations locales. L'augmentation des effectifs destinés au resserrement du contrôle ainsi que l'optimisation des outils

---

<sup>44</sup> Cet étudiant avait été arrêté en janvier 2014 lors d'une manifestation sur le campus.

technologiques de surveillance sont le propre d'une institution autoritaire » (CPRP 2013 :76).

La surveillance n'est pas seulement un outil purement répressif, mais participe également à la production de « corps dociles » (Foucault 1975 : 159). Selon les informations obtenues, il existerait entre 230 et 12,361 lecteurs de cartes magnétiques sur les campus à l'étude, contrôlant l'accès aux différents bâtiments des universités. À la lumière de Foucault et Lefebvre, ces mesures semblent être une façon de canaliser les contestations « into predictable, and thereby controllable, flows of people, ideas and events » (Starr et al. 2011 :29). Le contrôle de l'espace se manifeste ainsi par la canalisation des flux et par la production de l'espace en tant qu'espace-marchandise qui doit être protégé contre les menaces. Les écrits sur le contrôle sur les campus universitaires américains soutiennent que les lecteurs de cartes magnétiques, en plus d'empêcher le libre accès, « helps to demarcate education as a separate, privileged space – comparable in some ways with the idea that it is an exclusive event separated from 'real life' » (Van Heertum 2013: 75). Pour Van Heertum, qui s'est intéressé aux universités américaines, la surveillance et la sécurisation des campus « not only lend themselves into internalization of power by students and faculty, but fundamentally alter the nature of the university and knowledge production, supporting and reinforcing the central tenets of neoliberalism » (2013: 68). Ainsi, l'espace physique est produit de façon à reproduire, matériellement et symboliquement, les relations sociales liées au capitalisme et à d'autres formes de domination et d'exploitation.

#### 4.3.3 Mesures légales et administratives

Selon la recherche documentaire effectuée, les administrations universitaires ont eu largement recours aux mesures légales et administratives pour répondre aux mobilisations sur les campus. Les six universités à l'étude ont demandé à plusieurs reprises des injonctions pour empêcher « students from entering and remaining on the

campus and buildings of the University for the purpose of protest action without the university's consent » (Jamieson et Malik 2013, 4 avril). Ces injonctions empêchaient la tenue de divers événements de protestation du mouvement étudiant sur les campus, parfois pour une durée indéfinie. Certaines injonctions visaient spécifiquement certaines personnes, considérées comme les leaders des mouvements, tout en s'appliquant à toute autre personne entrant sur le campus, ce qui semblait, en plus de permettre les interventions policières pour mettre fin aux occupations, d'avoir comme but d'intimider les personnes visées et d'empêcher des mobilisations futures.

En outre, toutes les administrations ont imposé des mesures disciplinaires, principalement des suspensions, contre les contestataires, alors que trois d'entre elles ont entamé des poursuites judiciaires contre des étudiant·e·s. Par exemple, à la University of Sussex, cinq étudiant·e·s, considéré·e·s comme les leaders du mouvement, ont été suspendu·e·s suite à une occupation de 5 semaines en 2013 qui s'opposait à une décision du conseil d'administration d'externaliser 235 postes d'employé·e·s de soutien (Marotta 2014, 17 janvier). Une décision juridique a d'ailleurs forcé l'université à dédommager un étudiant à la hauteur de 20,000£ (35,000\$), alors que la preuve a démontré que « there was no truth in its claims of 'criminal behaviour' at campus protest » (Wakefield, 2015, 15 octobre). Cette université aurait imposé, entre 2011 et 2014, des sanctions disciplinaires à plus de 10 personnes étudiantes pour avoir participé à des événements protestataires (Marotta 2014, 17 janvier). Ceci semble indiquer que les dynamiques du contrôle soient contingentes des contestations à l'intérieur du champ universitaire, par lesquelles les positions et les décisions des administrations universitaires sont remises en cause.

À la UCL, en 2011, l'administration a entrepris des poursuites légales contre 12 étudiant·e·s et un membre du personnel pour avoir participé à une occupation, des poursuites « that could potentially bankrupt the demonstrators » (Dazed 2011, 25



mars). En 2013, la même administration a poursuivi une étudiante pour avoir « causing damage in excess of £600 (1050\$) by writing ‘sick pay, holidays, pensions now’ in shalk on a University foundation stone » (Rhose 2014, 26 février). Cette étudiante de la UCL a dû payer une somme totale de 1010£ (1800\$) en amende avec les frais juridiques (*Ibid.*).

À la University of Birmingham une personne a été poursuivie pour avoir prétendument agressé un agent de sécurité, alors que le procès a montré « the inconsistencies between [the] police statement, court testimony and CCTV pictures », la Cour ayant donc rejeté la poursuite (Loyd 2014, 10 avril). Cette université a également suspendu 6 étudiant·e·s pour leur implication dans les activités du groupe Defend Education Birmingham en 2014, les menaçant également d’expulsion définitive (Collington 2014, 22 juillet). Selon une étudiante visée, « it created a climate of fear around protests. Students are afraid to even take part in demonstrations, knowing that others have been put under disciplinary action just for attending them » (citée dans Woodman 2015, 11 novembre). Ainsi, en plus de mettre fin aux occupations, ces mesures semblent avoir de lourdes conséquences sociales et économiques pour les personnes directement visées, tout en participant à créer un climat de peur et d’insécurité sur les campus universitaires.

#### 4.3.4 Violence policière et intimidation

Notre recherche documentaire a révélé plusieurs instances où les administrations universitaires ont fait appel aux autorités policières sur les campus pour faire face aux mobilisations étudiantes. À la University of Warwick, en décembre 2014, les forces policières ont été appelées pour mettre fin à un sit-in d’environ 15 étudiant·e·s, utilisant *taser* et gaz lacrymogène pour les disperser et procédant à l’arrestation de trois personnes. Alors que la brutalité policière a été dénoncée par de nombreux organismes de défense des droits de la personne, le dirigeant des services de sécurité de l’université, Mark Kennel, a déclaré qu’il était « extremely impressed and pleased

with the way the officers had handled themselves and controlled the situation » (cité dans Woodman 2015, 11 novembre). À la University of Sussex, les forces policières ont été appelées pour mettre fin à l'occupation d'une salle de conférence en 2013 suite à l'obtention d'une injonction, menant à l'arrestation de quatre personnes dans un affrontement particulièrement violent (BBC 2013, 2 avril). À la University of Birmingham, trois étudiant·e·s ont été accusé·e·s de « violent disorder », alors que 10 autres ont été relâché·e·s avec des conditions de remise en liberté après avoir refusé de s'identifier lors d'un événement protestataire sur leur campus en 2014 (England 2014, 31 janvier). Cette université a également appelé la police et leur a demandé d'arrêter un étudiant qui tractait la première page du journal étudiant RedBrick, qui dénonçait les coupures budgétaires dans certains départements et supportait les grèves des employé·e·s universitaires, après que l'administration ait retiré toutes les copies du campus (Defend Education Birmingham 2012, 25 juin). Une occupation des bureaux de la direction de la University of London s'est également soldée par l'arrestation de 41 personnes en 2013 suite à un appel de l'administration (Garner 2013, 7 décembre). Face à cette répression policière sur les campus, le mouvement a d'ailleurs, tel que mentionné ci-haut, organisé la campagne « Cops off Campus ! ».

Nos entrevues indiquent également que les services de sécurité sur les campus procèdent parfois à de l'intimidation et à de la violence physique. Un militant de la UCL a observé une distinction entre les attitudes des cadres supérieurs du service de sécurité et des agent·e·s : « so the security managers who were directly employed by UCL and he was like a real bastard, I remember he was just like a very slamy, unpleasant man [...] But the thing about security people is that they are [...] quite often quite low paid and insecure hours, insecure contracts so sometimes they were sympathetic » (Personne participante 1). Selon les témoignages recueillis, il semble que les agent·e·s provenant d'agences de sécurité privée externes, souvent appelées à intervenir lors d'occupations étudiantes, étaient plus susceptibles d'engager des actions violentes et de faire de l'intimidation auprès des activistes. Par exemple, les

militant·e·s d'une occupation à la SOAS en 2011 aurait été violemment évincé·e·s à 6h du matin, alors qu'ils et elles dormaient toujours. Selon un occupant : « they start smashing in the ceiling. They entered through the roof. There were around 15 bailiffs, all in black, one or two wearing balaclavas, with sledgehammers » (cité dans Tickle 2012, 9 janvier). Des agent·e·s de sécurité auraient également frappé et bousculé des activistes lors d'occupations sur les campus (BBC 2013, 7 décembre) et intimidé des militant·e·s qui tractaient sur le campus (Defend Education Birmingham 2012, 25 juin). Ainsi, ce « virage punitif des établissements d'enseignement supérieur » (CPRP 2013 : 68) semble également participer à renforcer un climat d'insécurité sur les campus.

#### 4.4 Conclusion

En conclusion, ce portait des universités à l'étude, ainsi que des mobilisations étudiantes et des mesures de contrôle y prenant place, nous a permis de situer notre objet d'étude et d'entamer notre réflexion sur le contrôle social de la contestation sur les campus universitaires anglais. À l'instar de Mike King, nous considérons les différentes mesures de contrôle comme faisant partie d'une même stratégie de neutralisation de la contestation politique, la coercition et le consentement étant « theoretically distinguishable but practically interwoven » (2017 : 44). Nous suggérons donc que, pour comprendre le contrôle de la contestation, il faut précisément se pencher sur les discours institutionnels qui viennent légitimer et justifier ces mesures de contrôle tout en exhortant les contestataires d'utiliser les canaux institutionnels pour mettre de l'avant leurs revendications.

## CHAPITRE V

### ANALYSE CRITIQUE DES DISCOURS UNIVERSITAIRES ET DÉPOLITISATION DE LA CONTESTATION

Grâce aux outils de l'analyse critique de discours, nous souhaitons révéler les relations de pouvoir qui se dissimulent dans les discours des administrations au sein du champ universitaire. Plus précisément, nous avons cherché à identifier les rhétoriques et les stratégies discursives utilisées par les administrations universitaires pour justifier et légitimer leurs propres décisions et, ce faisant, délégitimer et dépolitiser les contestations étudiantes sur les campus. Nous verrons, à la lumière des chapitres précédents, que ces discours peuvent être compris comme faisant partie d'une stratégie, plus ou moins réfléchie et réflexive, pour conserver le pouvoir et le capital associé à leur position au sein du champ universitaire. À cet égard, notre approche n'est pas seulement intéressée par les discours en soi, mais aussi et surtout par les relations entre les discours et les autres éléments de la vie sociale (Fairclough 2006 : 10) ainsi que par leur matérialisation dans les pratiques sociales des acteurs (Jessop 2010; Sum 2009) et dans les représentations dominantes de l'espace (Lefebvre 2000).

Le chapitre se divise en trois parties, selon les thématiques préalablement établies dans le cadre théorique et utilisées pour le traitement des données: (1) l'imaginaire de l'économie du savoir et la nouvelle gestion publique; (2) les représentations dominantes de l'espace; et (3) la dépolitisation. Bien que pour les fins de l'analyse nous les traitions comme des thématiques distinctes, il s'agit néanmoins de processus

intimement liés entre eux et qui se renforcent mutuellement. La première partie s'efforcera de faire une analyse plus globale des discours à l'étude comme matérialisation d'un imaginaire économique, tandis que les deux parties subséquentes proposeront une analyse plus fine des stratégies liées à l'espace et à la dépolitisation.

## 5.1 L'imaginaire de l'économie du savoir et la nouvelle gestion publique

### 5.1.1 Prémisses narratives des discours universitaires

La première étape de l'analyse a consisté à retracer les prémisses narratives du discours universitaire dans son ensemble – c'est-à-dire établir la structure rhétorique et mettre en évidence les stratégies discursives à l'œuvre. Il s'agissait d'étudier le récit dans sa globalité de façon à en faire ressortir les principales fonctions et les façons dont les récits narratifs donnent sens aux événements en cours. Nous avons ainsi analysé, outre les éléments de discours portant sur les contestations et les contestataires, certains documents institutionnels portant sur les rôles et fonctions des universités et sur le contexte économique dans lequel elles se retrouvent et avec lequel elles doivent composer.

Un constat principal se dégageant de l'analyse est que lorsqu'il s'agit de réagir directement aux contestations étudiantes, les discours universitaires escamotent les revendications, les traitant plutôt en termes d'enjeux de sécurité à gérer ou en termes de criminalité (voir sections 5.2.2, 5.3.1 et 5.3.2). Les contestations sont ainsi complètement vidées de leur contenu politique. Par exemple, pour justifier la suspension d'activistes étudiant·e·s suite à une occupation en 2013, un membre de la haute direction de la University of Sussex expliquait au média : « We believe we had no other choice but to act to make it clear that activities that seriously disrupt our campus community will carry consequences » (Young-Powell 2013, 5 décembre). De même, dans une déclaration faite à une journaliste du *Independent*, une porte-parole

de la University of Birmingham justifiait l'appel aux forces policière ainsi : « the university will not tolerate behaviour that causes harm to individuals, damage to property or significant disruption to our university community. The university had no choice but to ask the police for assistance in restoring order and protecting students, staff and university property » (England 2014, 31 janvier). Cette façon d'exclure les enjeux soulevés par les contestations et, parallèlement, d'exclure les contestataires des délibérations et des processus politiques met en évidence les processus de dépolitisation à l'œuvre dans les discours officiels des administrations universitaires (Fairclough 2009; 2003).

En ce qui a trait aux discours sur les rôles et fonctions des universités et sur le contexte économique, nous avons déjà établi dans le chapitre 3 que le discours de l'économie du savoir fut sélectionné comme discours dominant et comme pilier théorique, dans les documents gouvernementaux, pour justifier et légitimer les restructurations des universités en Angleterre depuis les années 1990. L'examen des documents provenant des administrations universitaires révèlent également la sélection du discours de l'économie du savoir. En effet, dans les documents institutionnels des universités présentant les états financiers et les plans stratégiques, l'environnement de compétition dans lequel se retrouvent les universités vient justifier de nouvelles mesures de privatisation de façon à augmenter leur performance dans le cadre d'une stratégie de croissance économique (documents 5, 10, 16, 23, 25, 29, 39). Selon ce discours, les universités doivent garder leur statut de « world-leading university » et répondre au « world-class standard » en s'assurant d'un bon positionnement dans les classements nationaux et internationaux. Les universités à l'étude ont ainsi élaboré « an ambitious programme of investment and development » (document 25), de façon à « keep its competitive edge in the global knowledge economy » (document 39), notamment de par de nombreux investissements dans la propriété foncière. Par exemple, le Vice-Chancellor (VC) de la UCL justifiait l'achat d'un terrain, qui aurait mené à l'éviction de nombreuses familles d'un quartier

populaire, par le besoin de croissance de façon à conserver leur statut de leader mondial : « UCL is a world-leading institution, but our plans for growth are currently limited by our central London location, so we need suitable space to support the development of world-class teaching and research » (Buksh 2012, 18 décembre). Similairement, le VC de la University of Birmingham se félicitait de l'approche compétitive et innovatrice de l'Université :

Our successes this year reflect our pioneering approach and burgeoning reputation as one of the world's great universities: a place that enjoys being the first to try bold initiatives; a place that invests prudently in its students, staff and estate; a place that breaks down barriers and brings to fruition highly successful regional, national and international collaborations.(document 5)

Les termes « flexibility », « competition », « studentmarket » et « global market » sont omniprésents dans les documents présentant les états financiers et les plans stratégiques :

[the University of Birmingham is] ready for a future where change brings opportunity; where ambition and initiative reap rewards; and where the challenges of an increasingly demanding student market and the battle for research funding are the spur that accelerates our drive to be amongst the world's few truly leading universities. (document 5)

The University has recently launched its updated strategy, setting itself ambitious plans for the future. Warwick's vision is to be a world-class university, one with a dynamic, enterprising approach to solving global challenges (document 39)

Ces termes ont d'ailleurs été développés par les institutions économiques internationales, telles que la Banque mondiale, l'OCDE et le FMI, et diffusés grâce à leur guide des meilleures pratiques à l'intention des universités et des gouvernements nationaux, ce qui indique la recontextualisation des discours managériaux dans les discours universitaires.

Les concepts de « value for money » et de « student experience » sont également utilisés à de nombreuses reprises pour justifier les décisions des administrations universitaires et orienter les plans stratégiques. Il est répété que les universités, pour rester compétitives et attirer les meilleur·e·s étudiant·e·s, doivent investir dans la « student experience », c'est-à-dire l'appréciation de la clientèle étudiante des services universitaires telle que mesurée par le National Student Survey. En réduisant l'appréciation étudiante en une mesure quantifiable en termes d'appréciation individuelle de l'expérience universitaire et en termes de « value for money », on vient limiter discursivement les possibilités d'action collective de la population étudiante. En l'occurrence, cette redéfinition de la population étudiante en tant que clientèle consommatrice du produit éducatif contribue à dépolitiser les rapports de pouvoir au sein des universités, amenant une vision contractuelle et marchande du rapport entre les étudiant·e·s et l'Université (voir la section 5.2.3).

En ce qui a trait au contexte économique dans lequel les universités sont plongées, celui-ci est implicitement construit comme indépendant de la politique, comme fait naturel duquel les universités ne peuvent se soustraire : « In an environment of increasing competition » (documents 5, 10, 25); « In recognition of the challenging environment faced by all higher education institutions » (document 16); « We are also experiencing a change in the regulatory environment » (document 23). Ces constructions discursives reposent sur une représentation réifiée du changement : il s'agit d'une chose plutôt que d'un processus soutenu par des acteurs, individuels et collectifs. Ces passages révèlent l'utilisation d'une stratégie de nominalisation par laquelle les transformations en cours n'apparaissent plus comme des changements liés à des décisions politiques, mais comme des faits, indépendants des actions des individus. La stratégie linguistique de nominalisation « replaces verb processes with a noun construction, which can obscure agency and responsibility for an action, what exactly happened and when it took place » (Machin et Mayr 2012: 137). De plus, cette représentation réifiée des réformes économiques s'accompagne dans les



discours d'une adaptation forcée aux changements qu'elles imposent. Selon le VC de la University of Birmingham, « Higher Education is entering a period of change [...] Change is inevitable » (document 5). Dans une déclaration sur la sous-traitance des contrats d'employé·e·s de soutien, le registraire de la University of Sussex affirmait « Universities face a choice: to compete on the global stage or to settle for second-rate status » (document 8).

De même, lorsque les administrations parlent des restructurations en cours dans leurs universités et qui sont contestées par les groupes étudiants, elles les présentent comme inéluctables et hors de portée d'action politique. Par exemple, la sous-traitance de 235 emplois dans le domaine de l'entretien et de l'alimentation à la University of Sussex est décrite par un membre de la haute direction comme un « long-term strategic development by the university to ensure that we can enhance and develop the high-quality services we provide to our students and staff » (Ratcliffe 2013, 8 février). Dans une déclaration faite à la BBC, ce dernier rajoute : « the transfer of some services to an external provider is an *ongoing process* » (BBC 2013, 19 février; *nous soulignons*). Ceci permet de dépolitiser les enjeux, d'une part, en *dissimulant* la nature contestée des réformes et, d'autre part, en *présupposant* que ces réformes profiteront à l'ensemble de la communauté universitaire (par exemple, en arguant que ces mesures augmenteront l'efficacité et la réputation de l'institution). La présupposition, en tant que stratégie discursive, « present[s] things as taken for granted and stable when in fact they may be contestable and ideological » (Machin et Mayr 2012: 137). Cette stratégie est abondamment utilisée dans les textes à l'étude et contribue à rendre incontestables les réformes en cours puisqu'il est présupposé qu'elles profiteront à l'ensemble de la communauté. Ainsi, l'éducation supérieure en vient à être soustraite au politique, et donc à la délibération collective, pour être placée dans une sphère régie par les mécanismes du marché. En ce sens, les discours des administrations universitaires, comme nombre de discours marqués par la montée du néolibéralisme « [posent] l'impératif de l'adaptation et de la résilience à

l'économie globalisée » (Gélinas Duquette 2017 : 83; Fairclough 2003; Machin et Mayr 2012).

Il est vrai que tout comme les gestionnaires de l'État, les administrations universitaires sont soumises à des contraintes structurelles, l'économie capitaliste globalisée détenant ses propres rationalités auxquelles elles doivent se soumettre. Or, ces constructions discursives viennent *dissimuler* le rôle joué par les administrations universitaires et autres acteurs politiques dans les restructurations en cours. En effet, ces stratégies viennent masquer qu'il s'agit de décisions fondamentalement politiques, prises par des acteurs en chair et en os (Peck 2010 : 33), alors que les membres de la haute direction des universités pourraient adopter le discours faisant la promotion de l'université publique comme le font les groupes étudiants et certains syndicats universitaires. C'est en considérant leur position au sein du champ universitaire et le capital y étant associé ainsi que leur perception socialement construite de la réalité que nous pouvons expliquer, en partie, pourquoi elles ne le font pas. En effet, les restructurations ont permis d'augmenter le capital associé à leur position du champ, alors que leurs salaires ont grandement augmenté et que les administrateurs détiennent de plus en plus de pouvoir au sein des institutions universitaires (Deem et al. 2007; Deem 2011). Pour Descheneau-Guay, cette « overclass managériale [...] s'applique à organiser et à rendre cohérente la reproduction matérielle et symbolique du capitalisme notamment par la valorisation de normes et de valeurs importées du management » (2007 :8).

### 5.1.2 Hégémonie et légitimité

Dans une perspective gramscienne, l'hégémonie constitue « a particular way of conceptualizing power which amongst other things emphasizes how power depends upon achieving consent or at least acquiescence rather than just having the resources to use force, and the importance of ideology in sustaining relations of power » (Fairclough 2003: 45). À la lumière de notre analyse, les discours universitaires

permettent, en mobilisant l’imaginaire de l’économie du savoir et les rationalités managériales, de légitimer et de dissimuler les inégalités croissantes et les nouveaux processus d’accumulation du capital qu’amènent les transformations des universités en *présupposant* que les réformes proposées profiteront à l’ensemble des membres des communautés universitaires et en les présentant comme émanant de la demande étudiante pour une éducation de qualité. Par exemple, répondant aux critiques adressées quant aux salaires particulièrement élevés des membres de la haute direction à la University of Birmingham, le Vice-Chancellor (VC) répond :

There is a global market for talented university leaders [...] Like other global universities our senior salaries reflect the quality of colleagues we recruit and retain and the fierce and global competition for the best staff. Ultimately, it is our student that benefit from our ability to attract and retain the best staff. (document 4b)

De même, dans une lettre du Vice-Provost adressée à l’association étudiante de la UCL suite à un vote de non-confiance envers le VC, il insiste sur son rôle important quant à la réputation de l’Université :

As London’s Global University UCL has a high profile, and as one of the most (if not the most) respected leaders of a higher education institution in the UK, [the VC] also has a high public profile, which has been of great benefit to UCL. UCL has been transformed through his eight years of quite outstanding leadership, into one of the highest and most popular and respected in the UK and, indeed, internationally. (document 24).

Les hauts salaires des administrateurs sont ainsi légitimés en ce qu’ils profiteraient à l’ensemble de la communauté universitaire. Ce faisant, les intérêts de la direction sont assimilés aux intérêts de l’ensemble de la communauté. Pourtant, une étude analysant les salaires des VC en fonction de la performance de leurs universités, « finds no significant link that a change in pay leads to a change in performance, or vice-versa [...] a better performance of the VCs is not what causes a higher pay. It is much rather a benchmarking behavior » (Gschwandtner et McManus 2018 : 1). En utilisant

l'argument de l'environnement compétitif au sein duquel les administrateurs performant pour maintenir le statut de leader mondial de leurs institutions, les administrations construisent la légitimité de leur position.

La recontextualisation du discours de l'économie du savoir à différentes échelles – institutionnelles, nationales et internationales – vient par ailleurs renforcer l'efficacité, la résonance et, ainsi, la légitimité des discours, devenant « sens commun » (Gramsci 1971). Pour Gramsci, la classe dominante établit sa vision du monde comme étant universelle; sa force réside ainsi dans le fait de rendre acceptable une conception particulière du monde d'où émerge un sens commun. D'ailleurs, pour plusieurs, l'attaque contre l'autonomie des associations étudiantes, telle qu'étudiée en chapitre IV, « has harmed the left's ability to pierce common sense on campus » (Woodman 2017 : 39) alors que les assemblées générales ne sont généralement plus des lieux de débats et de discussions politiques. Selon un étudiant interviewé :

in the political sense, I think the Left suffers not from political repression *per se* but from political marginalization, the kind of marginalization of ideas of Left wing politics. And that stands from what happened to the Labour party with Blair and over the 1990s. Meaning that even within the political mainstream, even within the mainstream left organization, there is a really restrictive range of politics that you can really talk about and get the attention for [...] I think, like the repression is more subtle, and I think the British state is much more subtle than elsewhere, operates in much more symbolic level. (Personne participante 3)

La capacité des agents en position de domination à imposer leurs productions symboliques joue un rôle essentiel dans la reproduction des rapports sociaux en imposant des significations comme légitimes et en dissimulant les rapports de force qui les sous-tendent. Pour Bourdieu, « tout exercice de la force s'accompagne d'un discours visant à légitimer la force de celui qui l'exerce; on peut même dire que le propre de tout rapport de force, c'est de n'avoir toute sa force que dans la mesure où il se dissimule comme tel » (1973). Les discours managériaux permettent, d'une part,

de dissimuler les rapports de pouvoir et les inégalités au sein du champ universitaire en présentant la gestion universitaire comme rationnelle et apolitique et, d'autre part, d'introduire de nouvelles forces de régulation du champ, notamment en normalisant certaines rationalités néolibérales qui proviennent du champ économique. Notre analyse vient montrer que, tout comme l'État, les administrateurs des universités en Angleterre sont des points de relais importants pour la diffusion des discours managériaux et néolibéraux. En ce sens, les universités « ne font pas que subir les prescriptions des sites institutionnels évoqués, mais contribuent à produire le réel que ceux-ci invoquent comme inexorable » (Descheneau-Guay 2008 : 60).

## 5.2 Contrôle et représentations dominantes de l'espace

Les imaginaires économiques se matérialisent notamment dans les représentations dominantes de l'espace (Lefebvre 2000; Gaudreau 2013; Jessop 2010). Nous avons relevé trois stratégies discursives par lesquelles les administrations universitaires produisent des représentations dominantes de l'espace pour contrôler les contestations étudiantes qui structureront cette partie: (1) les procès d'abstraction et de déshistoricisation; (2) la sécurisation, l'endiguement de la menace et le zonage de la dissidence politique; et (3) la privatisation de l'espace et la contractualisation du rapport entre les étudiant·e·s et l'Université. Somme toute, nous avons relevé un nombre plus restreint d'énoncés qui permettent d'analyser les représentations dominantes de l'espace dans les discours universitaires. Nous verrons, dans la conclusion de ce mémoire, quelques pistes méthodologiques qui auraient pu permettre de meilleurs résultats.

### 5.2.1 Procès d'abstraction et de déshistoricisation

Pour Henri Lefebvre, l'une des actions du capital sur l'espace est « d'arracher l'activité sociale à toute détermination extérieure à la logique d'accumulation

capitaliste » (Gaudreau 2013 : 171). Ceci amène notamment à mesurer la contestation sociale qu'en termes de coûts économiques. Par exemple, à la University of Warwick, dans une rencontre entre les contestataires et des membres de l'administration, ces derniers ont fait savoir que la demande d'injonction serait « a good investment considering the cost of the previous occupation » (document 36). Le recours à l'argument des coûts occasionnés par les contestations a effectivement été utilisé dans toutes les demandes d'injonction à l'étude. Par exemple, dans la demande d'injonction de la UoL suite à une occupation en 2013 :

This disruption also has financial and time implications for the Claimant as it will affect potential revenue streams and the time of senior management teams is being taken up considering what action to take to safeguard the Claimant. The Claimant will also have to employ additional security staff at an extra cost to the University. (document 27)

Ceci semble corroborer l'argument de Wendy Brown selon lequel les rationalités néolibérales de profitabilité amèneraient à une conception de la démocratie et de la contestation sociale en termes purement économiques qui fait en sorte que « protest should be measured against its dollar cost » (Brown 2009: 51). La récurrence de ce discours contribue à dépeindre les contestations étudiantes comme non souhaitables pour la communauté universitaire en ce que ses principales conséquences seraient une perte de revenus pour les institutions. Ce faisant, ces discours viennent dérober les possibilités de l'activité humaine au sein de cet espace social et tout ramener à un calcul de profitabilité dans un procès d'abstraction.

Dans une perspective lefebvrienne, «[l]a production de l'espace proprement capitaliste prend la forme d'un procès d'abstraction qui subordonne et transforme en permanence la composante sociale et historique de l'espace » (Gaudreau 2013 :162). L'analyse des discours universitaires montre que le discours de l'économie du savoir sert le déploiement d'un processus de (re)spatialisation par lequel les universités s'établissent comme sites spécifiques d'une économie mondialisée, plutôt que d'être

composées d'être humains socialement et historiquement situés. L'espace physique est construit comme un « espace-marchandise » dans le but d'accumulation du capital, convertissant ainsi la dimension historique et sociale des campus universitaires : « Our estate remains one of our most important, defining attributes and we have maintained our commitment to protect and enhance it » (document 5); « the University provides conference space to generate revenue which is ploughed back into teaching and research, disruption to these activities damages the University both reputationally and financially » (document 30). Ainsi, la représentation réifiée du changement tel qu'étudiée en première partie est également accompagnée d'une représentation réifiée des campus universitaires : ils deviennent des « attributs », des « assets » dans une visée d'accumulation du capital, abstraits des activités humaines qui les composent. L'instauration de nouveaux campus à l'international participe également de ce processus d'abstraction et de déshistoricisation de l'espace en tenant pas en compte des héritages politiques et historiques des universités en les traitant qu'en simples investissements. Ces représentations dominantes de l'espace par les administrations universitaires entrent ainsi en contradiction avec l'utilisation de l'espace par les contestataires qui tentent justement de (re-)politiser et de se réapproprier l'espace comme nous l'avons vu au chapitre 4.

### 5.2.2 Sécurisation, endiguement de la menace et zonage de la contestation

L'analyse des discours à l'étude révèle une rhétorique selon laquelle les universités font face à des menaces à leur sécurité, ce qui les amène à vouloir endiguer les sources potentielles de danger et à restreindre l'espace ouvert à la contestation, de façon à ce qu'elle ne se propage pas sur les campus. Un membre de l'administration de la University of Warwick s'inquiétait des risques d'incertitude qu'amènent les mobilisations sur le campus : « Large group gatherings pose a challenge since things can change very quickly and situations can become complex to manage [...] it makes it very difficult to anticipate what may unfold » (document 30). De même, dans une

demande d'injonction déposée par la UoL, on s'inquiète des risques d'escalade des manifestations :

A Facebook event called 'Occupy Senate House – Solidarity demo' encourages others to join the protest and there is a serious risk of escalation. There is also a concern that 'professional' protesters who are not students and who are unconnected to University of London will seek to participate [...] Claimants is concerned that the situation could get worse particularly if further numbers join the protest. Demonstrations can quickly get out of control. (document 27)

Ces constructions langagières ne sont pas sans rappeler l'analogie de Foucault entre la discipline et le contrôle de la peste, alors que « [d]errière les dispositifs disciplinaires, se lit la hantise des 'contagions' » (1975 : 231). Par exemple, dans une demande d'injonction déposée par la University of Warwick afin de mettre fin à une occupation en 2014, on évoque les risques de propagation de la contestation au reste du campus : « This is a significant concern to the University and represents a real risk that they could occupy any area across the whole of the Campus » (document 32). Pour les administrations universitaires, ils'agit de contenir les contestations « so that the disturbance does not spread like a disease; separate and isolate those individuals who are infected (i.e. activists); divide and control the space and time around the meetings » (Fernandez 2005: 247). Cette stratégie discursive permet ainsi de représenter l'espace comme source d'insécurité et ainsi de légitimer des mesures exceptionnelles contre des groupes aux ressources pourtant somme toute limitées.

Une autre stratégie utilisée par les administrations pour contenir la menace est d'imposer aux contestataires un espace désigné pour les événements protestataires. Par exemple, à la University of Warwick, des membres de l'administration ont proposé que:

[a]n area for protest which is 'understood' and can be monitored effectively would be helpful. The area outside Senate House has traditionally been used since it is close to the 'perceived' power of the Council Chamber.



Unfortunately it impacts on the general public and is difficult to monitor (document 30).

Ainsi, « spatial policing strategies have sought to territorialize dissent by establishing acceptable places and spaces in which it is allowed » (Worth 2010: 109) : la politique se voit restreinte à des espaces délimités où elle ne représente plus de menace à l'ordre établi. Comme le soutient Don Mitchell (2013), le contrôle des contestations sociales est ainsi fondamentalement spatial en ce qui est contrôlé n'est non pas tant le message en soi, ce qui est dit, mais plutôt le lieu où il peut être prononcé : « they govern the regulation of space, not the regulation of political speech or action *per se* [...] the regulation-cum-suppression of dissident speech relies less and less on what is said than where it is said » (2013 : 67). L'analyse des discours universitaires atteste ainsi l'importance du contrôle de l'espace, par des moyens discursifs et extra-linguistiques, dans les stratégies répressives des autorités.

### 5.2.3 Privatisation de l'espace et contractualisation

L'examen des textes à l'étude révèle une représentation des espaces universitaires en termes de propriété privée régie par un contrat entre les étudiant·e·s et l'Université. En effet, les demandes d'injonctions considèrent les occupant·e·s comme des « trespassers », des intrus sur les campus :

As the Campus is private land, only persons with the license or consent of the Claimant may enter or remain on the campus [...] The Defendants have no right to conduct a 'sit-in' occupation or to take possession of any areas of the Campus. The students' occupational protest has been a trespass and a nuisance which extends beyond the terms on which the public in general and students are entitled to access upon the Claimant's property. (document 27)

I must emphasise that the Vera Anstey Room has been occupied, and continues to be occupied, without LSE's permission. This constitutes a trespass on LSE's property and is in breach of your student obligations.(document 19)

D'une part, en nommant les contestataires comme des « trespassers » sur les campus, on vient situer la contestation hors du politique, dans le domaine de la criminalité et, ce faisant, on refuse d'octroyer une légitimité politique aux contestataires (voir section 5.3.1). D'autre part, la contractualisation du rapport entre les étudiant·e·s et l'Université, par lequel les étudiant·e·s doivent respecter les règles de l'institution, implique que « le maintien de l'ordre est conçu comme une activité volontaire » (Shearing et Stenning 2003 : 410). Selon un membre de la University of Sussex, « [a]ll students [...] have given an undertaking to respect its rules and statutes and the University is under a duty to ensure those rules are properly enforced » (Young-Powell 2013, 5 décembre). Ainsi, le contrôle par contractualisation « repose à la fois sur la coercition physique qu'on peut être amené à y exercer et sur [la capacité] à induire une coopération » (Shearing et Stenning 2003 : 411). Cette contractualisation de l'accès à l'utilisation de l'espace universitaire implique ainsi que « le contrôle est dissimulé, préventif, subtil demandeur de coopération, apparemment non coercitif et consensuel. Il vise toutes les catégories sociales et ne demande pas de connaissances particulières de l'individu » (Shearing et Stenning 2003 : 413). Ces discours contribuent ainsi à la privatisation de l'espace en proposant un droit d'usage basé sur un rapport marchand régi par des obligations et vient montrer que les universités ne sont pas des lieux publics, mais plutôt des « privately-owned but [partially] publically-accessible spaces » (Mitchell 2013 : 53).

### 5.3 Dépolitisation

Nous explorerons dans cette partie trois stratégies de dépolitisation utilisées dans les discours des administrations universitaires: (1) la criminalisation et la logique de la binarité; (2) la perspective technico-administrative et la sécurisation; et (3) le mythe de la démocratie pacifiée. Nous verrons qu'en utilisant une stratégie de dépolitisation des contestataires, les autorités viennent leur refuser le statut de sujet politique.

### 5.3.1 Criminalisation et logique de la binarité

L'une des principales stratégies discursives utilisées par les administrations universitaires pour justifier leurs actions et dépolitiser celles des groupes étudiants est de criminaliser la contestation et les contestataires dans une logique de binarité. L'analyse des discours a permis de dégager un nombre d'expressions et de termes associés à la criminalité et même à l'activité terroriste pour faire référence aux contestataires ou aux contestations : « incursion », « terrifying », « perpetrator », « criminal damage », « intimidating and threatening », « outright violence and intimidatory behaviour », « invading », « a crowd of moving and quite aggressive mob of students », « destruction », « intrusion », « yobs », « domestic extremism », « professional agitators ». Comme le soutient Dussault-Brodeur, «[c]ette marque est inaugurale, et non simplement descriptive, puisqu'elle établit le sujet assujéti et sédimente son positionnement en lui assignant une place dans l'espace social qui justifie une réponse des défenseurs de l'ordre pour contenir la menace » (2015 : 75). Cette insistance sur le caractère criminel des actes et des personnes impliquées dans la contestation contribue à leur refuser le statut de sujet politique, alors même que les groupes étudiants posent des revendications qui sont précisément politiques.

Les événements contestataires sont ainsi présentés par les administrations comme étant des attaques criminelles contre la communauté universitaire. Par exemple, suite à l'occupation des bureaux de l'administration de la University of London en 2013, le VC racontait au média:

There is a gang – only a minority – who actually wants to be aggressive and intimidatory. It's been really dangerous. They barricaded the corridor and closed down the fire escape. They were masked people climbing up to the balcony, trying to get through the windows. It was a situation where we instantly seemed under siege. There is a sea-change in the level of aggression (Garner 2012, 16 décembre).

Dénonçant les pratiques des contestataires, un membre de l'administration de la University of Warwick en vient même à les associer au terrorisme :

I regret particularly the presence of paramilitary uniforms on campus as worn by protestors, and particularly the obvious intentional and distasteful similarity these have with those worn by ISIS and other terrorist organizations with no compunction or regard for humanity. (document 30)

Comme le soutient Shantz, « [t]he association of terrorists with protesters works to discredit political activists in the eyes of community members who are less familiar with protests and demonstrations or who feel reluctant to engage in street demonstrations» (2012: 235). Par ailleurs, selon Francis Dupuis-Déri, « jouer ainsi d'amalgames n'aide en rien à comprendre la situation et vient certainement justifier une répression très dure contre les blacks blocs » (2019 : 255). L'utilisation du vocabulaire associé à la criminalité et au terrorisme a pour effet d'évacuer le caractère politique des actions en enlevant les motivations derrière les gestes posés et en créant une dichotomie entre la communauté universitaire légitime et les contestataires, et constitue ainsi une stratégie discursive importante pour dépolitiser leurs actions.

La criminalisation de la contestation est rendue possible notamment en effectuant un « découpage binaire » (Dussault-Brodeur 2015) entre les contestataires et les bon·ne·s étudiant·e·s qui souhaitent étudier et travailler sur le campus. Par exemple, dans une déclaration faite à un journaliste du *Independent* pour justifier les suspensions d'activistes ayant participé à une occupation, un membre de la haute direction de la University of Sussex racontait :

We fully support students' rights to protest lawfully. But in the circumstances of this persistent disruption, we feel we need to go further to ensure there is no repeat of the appalling behavior that has characterized these events. We have excluded these students to protect the interests of all the students, staff and visitors who are entitled to use the campus without fear and intimidation and serious disruption. (Mendelsohn 2013, 5 décembre)

De même, dans une déclaration faite à la BBC, le VC de la University of Birmingham insiste sur les impacts négatifs de ce que pourraient avoir les contestations sur la population étudiante :

Students and staff have a right to protest peacefully, however those protesting today are not elected representatives of the student body and we are concerned that continued action of this nature may have a negative impact on the quality of the learning experience for the rest of the student community. (BBC 2011, 17 janvier)

Ce découpage binaire se manifeste également dans la construction des contestataires comme étant extérieur·e·s à la communauté universitaire. Pour un membre de l'administration de la University of Warwick, les activistes prenant part aux manifestations et aux occupations sont des « professional agitators who only want to abuse the system for their own gratification [...] My concern is that societies from the Students Union are being infiltrated by external groups, professional protestors and agitators who thrive on confrontation [They] pose a threat to University community members who may wish to protest peacefully » (document 30)<sup>45</sup>. De même, dans une lettre adressée aux personnes occupant un bâtiment de la SOAS, un membre de la direction insiste sur la possible participation d'étudiant·e·s provenant de d'autres universités : « It seems unfair that a group of students, not all of whom are from SOAS, should choose to disadvantage the School's research students in this way » (document 14).

---

<sup>45</sup> Un membre de l'administration de la University of Warwick avait même suggéré que « the organising student body could issue badges for recognized protesters who must demonstrate that they are part of the Uni community » (document 30).

Des conduites sont également présentées comme étant criminelles, dont le port de vêtements noirs et de masques<sup>46</sup>. Dans les discours de la University of Warwick, le port du masque est devenu l'élément principal distinguant les « bon·ne·s » des « mauvais·e·s » manifestant·e·s. Par exemple, selon un membre de l'administration de la Warwick University, « two members of staff from Warwick Conferences were extremely traumatized by a group of approximately 20 masked individuals in a dark environment. That is criminal behavior and has no place at Warwick » (document 30). Cette construction discursive permet ainsi « to presuppose that wearing a mask is an indicator of a person's intent to commit a violent action » (Mackinnon 2014: 84). Le port de masque devient symbole de violence et d'illégalité, ce qui permet de justifier une intervention pour mettre fin aux contestations, les personnes portant un masque étant une menace à la sécurité et à l'ordre sur les campus. Or, porter un masque peut en lui-même être une tactique pour faire face à la répression des mouvements, précisément considérant la forte surveillance vidéo présente sur les campus : « hiding one's real identity is the forced choice to resist repression and continue political activism » (Honari 2018 : 963).

Ce recours à l'argument du port du masque permet également d'utiliser la « figure de l'anarchiste » (Fernandez 2008), commun à de nombreux discours justifiant la répression policière des mouvements sociaux notamment au Canada (Dupuis-Déri 2013b; Walby et Monaghan 2012), aux États-Unis (King 2013) et en Europe (Starr et al. 2011; Fernandez 2008), « which caricaturized anarchists as violent thugs » (Mackinnon 2014: 89). En évoquant la violence et une représentation sensationnaliste

---

<sup>46</sup> La criminalisation du port du masque n'est pas nouvelle au Royaume-Uni : en 1723, pour faire face aux tensions sociales et politiques ayant émergé dans une période de crise économique, le Parlement britannique adoptait le *Black Act, An Act for the Most Effectual Punishing of Wicked and Evil Disposed Persons Going Armed in Disguise and Doing Injuries and Violence to the Persons and Properties of His Majesty's Subject*. Cette loi fut abrogée en 1823.

d'autres événements contestataires, les discours viennent complètement escamoter les contextes particuliers des contestations étudiantes. En effet, alors que les thématiques de la violence est omniprésente dans les textes qui traitent directement des contestataires, les conflits sont aussi complètement décontextualisés, c'est-à-dire qu'ils sont présentés sans les motivations et revendications des groupes étudiants. Ainsi, la recontextualisation du discours sur l'anarchiste violent·e permet d'amalgamer différentes contestations et de justifier les interventions contre les manifestations sur les campus en faisant référence à d'autres événements contestataires dans une logique circulaire.

### 5.3.2 Perspective technico-administrative et sécurisation

Une autre stratégie discursive par laquelle les autorités tentent de dépolitiser les conflits sociaux est de les faire apparaître comme un simple problème à gérer dans une perspective technico-administrative où les contestations sont vidées de leur contenu politique et (re)conceptualisées en tant que problème de sécurité (de Lint et Hall 2009; May 2001; Baker et May 2013). Le recours à l'argument des risques à la santé et à la sécurité publique est omniprésent dans les textes à l'étude. Dans la demande d'injonction déposée par l'administration de la University of Sussex, on justifie la nécessité de mettre fin à une occupation en ce que : « There is a serious risk to health and safety as a result of the unauthorized occupation of the Campus by the protestors » (document 7). De même, dans une lettre adressée aux activistes suspendu·e·s suite à une occupation, le VC de la University of Sussex, ce dernier suggérait que « [the suspended students] had represented a threat to the safety and well being of students, staff or visitors and a potential hazard to sustaining the university policies on health and safety » (Mendelsohn 2013, 10 décembre). Dans la demande d'injonction déposée par la UoL suite à l'occupation des bureaux de l'administration, le VC raconte que « students have accessed external balconies on various levels of Senate House which are unsafe for use and this gives rise to

significant health and safety concerns, I have also been advised that they have padlocked doors which act as fire escapes » (document 27). Ces répétitions incessantes de l'argument des risques à la santé et la sécurité ont pour effet d'imposer la sécurité comme principe fondamental alors que « engaging in protest itself becomes a threat to security. Security is presented as an avoidable necessity; it is rational and reasonable, and those opposing it are irrational and unreasonable » (Worth 2010: 148). Dans une déclaration publique de l'administration de la LSE au sujet d'une occupation:

an increased risk to health and safety of LSE staff and students, such as by the blocking of fire exists in the Vera Anstet Room; an increased risk to the security of LSE property, such as by facilitating the unauthorized presence on campus of large numbers of external people over whom we have no authority or duty of care, and by granting of access to some non-LSE people by the abuse of LSE ID cards [...] Your actions and behavior have therefore created a level of concern and risk which we cannot ignore. (document 20)

Les études critiques du discours de sécurisation ont montré que « 'security' helps consolidate the power of the existing forms of social domination and justifies the short-circuiting of even the most democratic forms » (Neocleous 2008:186 cité dans Worth 2010: 129). Ainsi, les autorités « are able to construct the most radical elements within social movements as 'dangerous' in order to justify the overreaching security measures around demonstrations » (Worth 2010 : 147). Comme nous l'avons vu au chapitre 4, si des événements contestataires ponctuels justifient des hausses dans les budgets en sécurité, ces nouvelles dépenses sécuritaires demeurent même après la fin des contestations.

En traitant les contestations comme des problèmes à gérer dans une perspective technico-administrative, les contestations sociales deviennent de simples nuisances au bon fonctionnement de l'institution : « unnecessary and costly damage to property means less money to support students; reputational damage to University resulting in



reduced intake leading to reduced income and therefore reduced ability to provide the best our students deserve » (document 30). Les contestations en sont donc réduites à ne constituer qu'un impact négatif pour les universités plutôt que des revendications politiques provenant d'acteurs légitimes. La récurrence de ce discours contribue à dépeindre les contestations étudiantes comme non souhaitables pour la communauté universitaire en ce que ses principales conséquences seraient une perte de revenus pour les institutions, ce qui contribue à dépolitiser leurs actions.

### 5.3.3 Mythe de la démocratie pacifiée

L'examen des textes révèle également l'utilisation du « mythe de la démocratie pacifiée » (Dussault-Brodeur 2015; Braud 1993) pour canaliser les contestations vers les canaux institutionnels, dissimuler la différenciation politique – et ainsi les antagonismes sociaux – et favoriser une collaboration entre des acteurs sociaux qui possèdent pourtant des ressources inégales au sein du champ universitaire. Selon ce mythe, dans les démocraties occidentales, les contestations sociales n'auraient plus besoin de la force ou de la violence en ce que les groupes sociaux disposent désormais d'outils démocratiques leur permettant de faire entendre leurs revendications au sein des instances officielles.

Afin de dépolitiser les mouvements étudiants, les discours institutionnels soutenaient ainsi que les manifestations et les occupations sur les campus ne sont pas des espaces pour dialoguer et trouver des solutions, contrairement aux instances officielles, c'est-à-dire la représentation étudiante sur les conseils d'administration. Dans une déclaration à un journaliste, un membre de la haute direction de la University of Sussex racontait : « the protest being staged by about 40 students in one room on campus is not part of the many constructive discussions already under way » (Richardson 2013, 8 février). De même, lors d'une rencontre entre les activistes de Warwick for Free Education et les membres de l'administration, l'un de ces derniers expliquait :

I think there's something like, at the University Council, something like two student representatives, so I think that this University is a democratic institution, and that those routes are sufficient [...] I just want to reiterate, there is a democratic body that represents students, the Student Union. That's democracy. (document 36)

Pour pouvoir « négocier » les membres de la direction de la University of Sussex exigeaient précisément l'arrêt de l'occupation :

The University has over the last few weeks engaged in dialogue with those occupying Bramber House in an attempt to reason with the students and understand their concerns. On 12 March 2013, the Vice Chancellor of the University formally responded to the protesters offering a meeting on the condition that the protesters leave Bramber House. The protesters refused the meeting and refused to vacate. (document 7)

Durant les conflits étudiants sur les campus, les discours institutionnels ont ainsi cherché à opposer une bonne participation politique – exclusivement à l'intérieur des instances formelles en place – à la mauvaise participation, c'est-à-dire aux actions de contestation des groupes étudiants. Dans une déclaration publique, un membre de la haute direction de la University of Sussex disait « the issues which [students] are protesting about are already the subject of discussion through the proper processes » (Mead 2013, 1 mars). De même, dans une lettre aux personnes participant à un occupation en 2015 à la LSE, un membre de l'administration insiste sur l'existence de structure formelle pour faire entendre leurs revendications :

it is important to insist that the School's management cannot, and should not, circumvent, duplicate or undermine existing agreed processes for negotiating or agreeing changes in School policy [...] LSE has an active and successful Students' Union which achieved record participation rates in recent elections. While the School can, and does, listen to individual and collective student comments and concerns, the primary vehicle for collective engagement with the study body is the Students' Union. The School cannot give disproportionate weight to small groups. (document 17)

Ainsi, en ressort une représentation de la démocratie universitaire qui exclut systématiquement « tout ce qui pourrait faire concurrence au système pacifié, en tant que menace sécuritaire » (Dussault-Brodeur 2015 : 70). Or, comme nous l'avons vu, ces instances institutionnelles sont plutôt marquées par l'hégémonie du néolibéralisme et par la suppression de leur caractère démocratique et collégial. Grâce à ces stratégies discursives, les universités apparaissent comme des espaces pacifiés dans lesquels les conflits et la violence sont exclus parce que les groupes sociaux n'ont plus besoin de la force pour s'exprimer alors qu'ils disposent d'un poste de représentation sur le conseil d'administration.

Par ailleurs, le recours au mythe de la démocratie pacifiée escamote précisément le fait que la configuration des institutions universitaires est elle-même le résultat de conflits et de lutte de pouvoir. Particulièrement illustratif est l'argument de l'administration de la University of Warwick contre les contestataires, les exultant à utiliser les canaux prévus pour exprimer leurs revendications, c'est-à-dire à travers l'association étudiante formelle qui détient certaines voix sur les instances décisionnelles de l'Université. Cet argument escamote toutefois le fait que l'association étudiante a pourtant obtenu un siège sur le conseil d'administration, et un bâtiment, suite à des contestations étudiantes dans les années 1970 (Thompson 1970; Amsler 2011). L'arrangement institutionnel actuel est donc le résultat de luttes politiques antérieures, l'association étudiante étant un gain politique obtenu par des contestations, elles-mêmes considérées violentes et illégitimes à leur époque (Thompson 1970; Day 2012).

Selon Fairclough (2009 : 173), la dépolitisation se réalise notamment à travers la pratique discursive qui agit en supprimant toute forme de différenciation politique au sein d'une même communauté politique. Ainsi, alors que les contestataires sont placés hors du politique dans un logique de binarité en les criminalisant, la communauté universitaire est quant à elle réifiée et homogénéisée. Par exemple, pour

justifier la suspension d'étudiant·e·s participant à une occupation, un membre de la haute direction de la University of Sussex disait : « We have excluded these students to protect the interests of all the students, staff and visitors » (Mendelsohn 2013, 5 décembre). En supprimant la différenciation politique, les discours permettent une représentation consensuelle d'identités et d'intérêts potentiellement antagonistes et permet ainsi de dépolitiser les conflits sociaux sur les campus. De même, les administrations tentent de « balayer toute forme d'antagonisme par l'insistance sur la collaboration » (Gélinas Duquette 2017 : 74). Par exemple, le chef de la sécurité à la University of Warwick suite à un événement protestataire souhaite voir les groupes étudiants et le service de sécurité travailler ensemble dans la poursuite d'un objectif commun de pacification des contestations étudiantes :

That can only happen if there is a positive relationship and understanding between student protestors and the wider population [...] I would like an agreement between Security Services and the students that includes codes of conduct on both sides, whereby peaceful protest is the ultimate aim and can be managed appropriately. Freedom of speech and expression is a human right; however, positive relationships and common understanding of principles will enable peaceful protests to achieve the aims and objectives of both parties. (document 30)

Les associations étudiantes sont décrites comme partenaires importantes seulement dans la mesure où elles sont d'accord avec les administrations et collaborent avec elles. En effet, lorsque l'association étudiante de la UCL a adopté une résolution de non-confiance envers le VC en 2011 quant à son rôle dans les restructurations, l'association s'est vue menacée de perdre son financement dans une lettre du Vice-Provost de la UoL :

A vote of No Confidence in the VC from the Union is tantamount to a vote of no confidence in UCL's senior management team. If this is sustained, it is bound to have a significant impact on what has been to date a very productive

relationship between the Union and the University. While we are committed to the idea that a high performing Union is part of the student experience that we want to offer UCL students, the vote is bound to have a significant impact on the relationship, our approach to future investment, and our view of the roles and responsibilities of the Union. (document24)

De même, on remarque que la « communauté » sert davantage à désigner les groupes et acteurs qui acceptent les transformations en cours et la présence des intérêts privées sur les campus que l'ensemble des acteurs universitaires. Ainsi, non seulement cette façon de représenter la démocratie universitaire vient nier l'existence de conflits, elle vient également naturaliser l'objectif des transformations en cours : la performance et l'efficacité financière des universités et l'insertion dans une économie du savoir compétitive comme étant dans l'intérêt de l'ensemble de la communauté universitaire. En d'autres termes, il est important de voir dans ce discours de partenariat, non pas une réelle volonté de collaboration entre les acteurs universitaires, mais plutôt un dispositif de gestion apolitique et d'instrumentalisation des membres participants.

#### 5.4 Conclusion

Nous avons identifié dans ce chapitre certaines stratégies discursives utilisées par les administrations universitaires pour légitimer leurs propres décisions et positions au sein du champ universitaire et délégitimer les contestations étudiantes. Nous avons également vu comment les discours portant sur les rôles et fonctions des universités et de leurs administrations sont profondément colonisés par le champ économique, ce qui permet de dissimuler les inégalités au sein du champ de pouvoir en présentant les restructurations comme inexorables et hors du champ d'action politique. Similairement, notre analyse a pu montrer la recontextualisation du discours de l'économie du savoir dans les discours des administrations universitaires. Nous souhaitons ainsi mettre en lumière que le contrôle s'effectue autant par des facteurs discursifs que par des facteurs extra-linguistiques qui permettent la production de

l'hégémonie néolibérale qui vient dépolitiser les conflits sociaux sur les campus en traitant les contestations comme menace à l'ordre et la sécurité sur les campus, comme nuisances au bon fonctionnement de l'institution.

Il apparaît, au terme de notre analyse, que les discours universitaires nous en disent beaucoup sur les relations de pouvoir au sein du champ universitaire et sur le politique. Si nous espérons avoir pu mettre en lumière les différentes stratégies discursives de dépolitisation dans les discours à l'étude, il n'en reste pas moins que notre analyse comporte de nombreuses limites que nous aborderons dans la conclusion de ce mémoire.

## CONCLUSION

Notre recherche souhaitait s'intéresser au rôle joué par les administrations universitaires dans le contrôle social auquel sont soumises les contestations étudiantes sur les campus, en particulier celles qui s'opposent au néolibéralisme. En nous intéressant aux discours des administrations universitaires, nous avons tenté de montrer qu'elles sont non seulement un acteur important dans la promotion et l'implantation des restructurations néolibérales des universités en cours, mais également dans le contrôle auquel sont soumis les mouvements étudiants.

L'étude articulée autour d'un terrain de recherche nous a d'abord permis de documenter certaines contestations étudiantes entre 2011 et 2016 en Angleterre ainsi que les différentes mesures de contrôle auxquelles elles se sont confrontées (chapitre 4). En ce que le mouvement étudiant anglais est largement sous-étudié (Webster 2015; Hanna 2013), ce mémoire souhaitait ainsi contribuer à enrichir la littérature à cet égard. Cette partie du mémoire étant plus descriptive que théorique, il n'est resté pas moins que d'autres études plus poussées soient nécessaires pour approfondir notre compréhension des dynamiques contestataires étudiantes en Angleterre. Alors que nous avons vu que les associations étudiantes formelles ont été largement institutionnalisées et cooptées, notre étude ouvre une réflexion sur le rôle de la mémoire collective pour le mouvement étudiant anglais : des recherches empiriques permettraient également de mieux cerner les débats ayant eu lieu et de mieux comprendre les stratégies et tactiques du mouvement, alors que selon un activiste étudiant « the lack of memory with student politics is one of its great pitfalls. Every year lessons must be learnt and relearnt » (Chessum 2014, 2 septembre).

Nous avons comme ambition dans ce mémoire de déconstruire la rhétorique des administrations afin de mettre en lumière les stratégies discursives par lesquelles elles viennent, d'une part, légitimer les mesures de contrôle et les restructurations néolibérales des universités et, d'autre part, délégitimer les contestataires et les contestations qui s'opposent au néolibéralisme. L'apport principal de ce mémoire est d'avoir montré l'utilisation d'une stratégie de « dépolitisation » dans les discours des administrations universitaires de façon à délégitimer les contestations étudiantes en leur refusant le statut de sujet politique et à naturaliser les transformations des universitaires qui apparaissent comme inéluctables et hors de portée de l'action politique. La dépolitisation qui s'effectue dans les discours amène une lecture des événements en isolation avec les relations de pouvoir qui les sous-tendent. En tant que méthodologie spécifiquement conçue pour révéler les relations de pouvoir, l'analyse critique des discours (Fairclough 2003; 2009; Machin et Mayr 2012) fut ainsi utilisée pour montrer comment et à travers quels mécanismes discursifs la dépolitisation des contestations est accomplie dans les discours universitaires. En mobilisant les outils de l'économie politique culturelle, notre analyse a dépassé la simple analyse de textes pour explorer les pratiques sociales et les imaginaires économiques impliqués dans la production des discours. Ceci nous a amené à analyser les restructurations néolibérales des universités en Angleterre en chapitre 3 et à replacer, en chapitre 4, les acteurs au sein du « champ universitaire » (Bourdieu 1984a; 1984b) comme détenant des intérêts et des positions spécifiques au sein de celui-ci. Nous avons montré que la recontextualisation du discours de l'économie du savoir, diffusé notamment par les organisations économiques internationales, permet aux administrations universitaires de légitimer leur position, et le capital y étant associé, notamment en *présupposant* que les transformations en cours dans les universités profiteront à l'ensemble de la communauté universitaire et en *dissimulant* leurs propres intérêts et ainsi que leur nature politique. Rappelons que l'approche méthodologique retenue vise précisément à rendre visibles les rapports de pouvoir et



les inégalités et est ainsi investie d'une forte dimension normative : il s'agit d'un biais de notre recherche que nous assumons pleinement.

Plus simplement, il s'agissait de montrer la répression pour ce qu'elle est : « un phénomène qui favorise les élites politiques et économiques aux dépens des intérêts des groupes plus défavorisés » (CPRP 2016 : 128), alors même qu'elle est d'autant plus forte qu'elle parvient à se dissimuler comme telle. En mettant en évidence les intérêts présents au sein du champ universitaire et les positions des administrations universitaires, nous voulions montrer que les restructurations néolibérales des universités participent à renforcer les rationalités managériales dans la gestion universitaire qui viennent simultanément modifier la définition et la distribution des différentes formes de capital au sein du champ universitaire. Alors même que les tenants de la gestion managériale prétendent qu'il s'agit d'un mode de gestion rationnel et apolitique, l'étude des dynamiques contestataires et des différentes stratégies utilisées par les administrations universitaires permet, justement, de (re)politiser la gestion universitaire et les conflits sociaux sur les campus. Notre étude vient à cet égard apporter une contribution à la littérature critique sur la nouvelle gestion publique (Deneault 2013; Berthiaume 2017; Deem 2001; Deem et al. 2007).

Cela étant dit, notre analyse comporte de nombreuses limites, alors que plusieurs aspects mériteraient d'être approfondis. Particulièrement, les résultats de l'analyse discursive quant aux représentations dominantes de l'espace se sont montrés plus limités. Ceci peut s'expliquer dans la difficulté de déceler ces représentations de l'espace dans les discours à l'étude. À cet égard, la méthodologie employée par Joëlle Dussault (2016) dans le cadre de son mémoire de maîtrise sur l'utilisation de l'espace urbain dans les actions collectives nous apparaît des plus prometteuses pour une compréhension approfondie de la dimension spatiale des dynamiques contestataires. Grâce à une visite commentée des lieux à l'étude avec les personnes participantes, l'analyse de Dussault a permis d'approfondir le sens et la symbolique que portaient

les lieux pour les activistes du quartier Pointe-Saint-Charles à Montréal. De même, il aurait été intéressant d'interroger les activistes étudiant·e·s – et même la population étudiante de façon générale – sur différents lieux des campus pour mieux comprendre comment la production de l'espace participe à la reproduction de l'hégémonie néolibérale. Certaines recherches ont d'ailleurs déjà révélé comment l'architecture des universités, tout comme l'allocation de l'espace et la composition de la population étudiante occupant ces espaces, envoie des messages d'inclusion ou d'exclusion et participe donc à la reproduction des rapports sociaux de sexe, de race et de classe (Banning 1992; Renn 2004; Banning et Kuk 2005; Cabrera et al. 2016). D'autres recherches mériteraient d'être menées pour améliorer notre compréhension de la spatialité des contestations étudiantes.

Par ailleurs, les données recueillies ne nous ont pas permis d'offrir une analyse intersectionnelle de l'institution universitaire eu égard des rapports sociaux de classe, de sexe et de race. À l'instar des analyses portant sur les États-Unis, de futures recherches se devraient d'étudier, par exemple, « the ways in which neoliberal multiculturalism effectively masked the racialized politics of exclusion from higher education » (Chatterjee et Maira 2014: 4). De même, une étude plus poussée des liens entre l'éducation supérieure, le nationalisme et l'impérialisme en Angleterre permettrait de préciser, notamment, « the academy's role in supporting state policies [...] and in producing as well as contesting knowledges about the state and the nation » (*Ibid.* : 7). À l'heure du Brexit, une telle réflexion semble nécessaire alors que des manifestations de l'extrême-droite « are attracting the largest number of supporters since the 1930s » (Dearden 2019, 18 juillet).

Finalement, s'il semble que l'institutionnalisation de la National Union of Students (NUS) et des associations étudiantes locales ont amené au cours des années 1990 et 2000 une plus faible combativité du mouvement étudiant, la création de la National Campaign Against Fees and Cuts en 2010 et de groupes étudiants « grassroots » qui

adoptent une position de confrontation avec les autorités et défendent une vision radicale de l'éducation semblent pour le moins indiquer le retour à un mouvement étudiant combatif. En effet, les dynamiques contestataires sur les campus depuis 2010, grâce notamment au travail de cadrage des mouvements étudiants et aux nombreuses actions de mobilisation, semblent à cet égard avoir participé à repolitisier les conflits sociaux sur les campus et à développer un discours contre-hégémonique qui puisse s'opposer au néolibéralisme, et ce malgré les efforts mis de l'avant par les administrations universitaires. Plus encore, ce cadrage a permis de construire une identité collective entre les étudiant·e·s, les employé·e·s de soutien ainsi que les membres du corps enseignant et de recherche en opposition avec les membres de la haute direction des universités et les élites qui mettent en place les mesures de restructurations néolibérales des universités. Ainsi, pour plusieurs, on observe un mouvement vers des actions plus confrontationnelles au sein des universités anglaises et ce, autant du côté de la population étudiante que du côté des employé·e·s universitaires. En 2018 eut d'ailleurs lieu la plus longue grève de l'histoire du secteur de l'éducation supérieure, alors qu'environ 42,000 employé·e·s de 64 institutions universitaires débrayèrent pendant plusieurs semaines et que les étudiant·e·s de 26 institutions universitaires lancèrent des occupations en solidarité. Ainsi, les campus universitaires, comme tout espace social, sont toujours à (re)définir et l'objet de lutte. Comme le claimaient les activists étudiant·e·s : « They say cut back, we say fight back ! ».

ANNEXE A

CORPUS DE DOCUMENTS SÉLECTIONNÉS

**University of Birmingham**

<b>No.</b>	<b>Titre du document</b>	<b>Type de communication</b>	<b>Source (où ai-je trouvé le document?)</b>	<b>Locuteur-riche (s'il y a lieu)</b>	<b>Date de diffusion (s'il y a lieu)</b>
1	Injonction	Document légal	Groupe étudiant		25 novembre 2011
2	Injonction	Document légal	Groupe étudiant		22 janvier 2015
3	Sans titre	Lettre disciplinaire	Groupe étudiant	Paul Marshall, Director of Registry	2012

4	Vice-Chancellor's Office Pay Statement	Déclaration	Groupe étudiant	Vice-chancellor, David Eastwood	5 décembre 2016
5	Financial Statements	États financiers	Disponibles en ligne		2008-2016

### University of Sussex

No.	Titre de communication	Type de communication	Source (où ai-je trouvé le document?)	Locuteur (s'il y a lieu)	Date de diffusion (s'il y a lieu)
6	No sell-off at Sussex	Déclaration de l'administration	Disponible en ligne	Registrar, John Duffy	11 mars 2013
7	Injonction		Groupe étudiant		25 mars 2013
8	Sussex student demonstration went too far	Déclaration dans les medias	Disponible en ligne	Registrar, John Duffy	8 avril 2013
9	What is Sussex gaining	Déclaration dans les medias	Disponible en ligne	Registrar, John Duffy	18 avril 2013

10	Financial Statements	États financiers	Disponibles en ligne		2008-2016
----	----------------------	------------------	----------------------	--	-----------

### School of Oriental and African Studies (SOAS)

No.	Titre du document	Type de communication / texte	Source (où ai-je trouvé le document?)	Locuteur (s'il y a lieu)	Date de diffusion (s'il y a lieu)
11	Letter to the individuals occupying 53 Gordon Square	Lettre aux occupant-es	Groupe étudiant	Donald Beaton, Registrar & Secretary	23 novembre 2011
12	Minutes of Executive Board relating to Occupation of 53 Gordon Square	Extrait de procès-verbaux	Accès à l'information		(2011)
13	27.11.2.9 53 Gordon Square Occupation 23/11/11	Rapport d'événement	Accès à l'information		(2011)
14	Letter to the individuals occupying 53 Gordon Square	Lettre aux occupant-es	Groupe étudiant	Donald Beaton, Registrar et Secretary	8 décembre 2011

15	Injonction		Groupe étudiant		15 décembre 2011
16	Annual Review and financial statements	États financiers	Disponible en ligne		2008-2016

### University of Birmingham

No.	Titre du document	Type de communication / texte	Source (où ai-je trouvé le document?)	Locuteur (s'il y a lieu)	Date de diffusion (s'il y a lieu)
17	Sans titre	Lettre aux occupant-es	Groupe étudiant	Stuart Corbridge	31 mars 2015
18	Notice to end your occupation		Groupe étudiant	Andrew Webb, Secretary's office	29 avril 2015
19	Sans titre	Lettre aux occupant-es	Groupe étudiant	Stuart Corbridge, Deputy Director and Provost	27 mars 2015

20	Statement	Déclaration sur l'occupation	Disponible en ligne		29 avril 2015
21	LSE statement on the end of the occupation of the Vera Anstey Room	Déclaration sur la fin de l'occupation	Disponible en ligne		1 mai 2015
22	Agreement following the occupation of the Vera Anstey Room	Accord réalisé suite à l'occupation	Disponible en ligne		30 avril 2015
23	Financial Statements	États financiers	Disponibles en ligne		2008-2016

### University College London

No.	Titre du document	Type de communication / texte	Source (où ai-je trouvé le document?)	Locuteur (s'il y a lieu)	Date de diffusion (s'il y a lieu)
24	Letter to the UCLU Trustee Board	Lettre à l'association étudiante concernant un vote de non confiance envers le Vice-	Groupe étudiant		9 décembre 2011



		Chancellor			
25	Financial Statements	États financiers	Disponibles en ligne		2008-2016

### University of London

No.	Titre du document	Type de communication / texte	Source (où ai-je trouvé le document?)	Locuteur (s'il y a lieu)	Date de diffusion (s'il y a lieu)
26	Letter to students	Lettre aux militant-e-s	Groupe étudiant	Chris Cobb, Chief Operating Officer	Septembre 2013
27	Injunction		Groupe étudiant		Décembre 2013

28	Strategy 2012-2019	Plan stratégique	Disponible en ligne		2012
29	Financial Statements	États financiers	Disponible en ligne		2008-2016

### University of Warwick

No.	Titre du document (s'il y a lieu)	Type de communication	Source (où ai-je trouvé le document?)	Locuteur (s'il y a lieu)	Date de diffusion (s'il y a lieu)
30	Warwick Summit on Protest		Groupe étudiant	Managers, administration staff	2 février 2015
31	BP Archive – Free Fossil group (BP communications)	Correspondence par email portant sur le Fossil Free Action group	Accès à l'information	Head of security, Mark Kennell	Juillet - novembre 2015
32	Injonction		Groupe étudiant		9 décembre 2014

33	Sans titre	Lettre aux occupant-es	Groupe étudiant	Michael Glover, Academic Registrar	5 décembre 2014
34	Statement from the Vice-Chancellor on the December 3 protest	Déclaration du Vice-Chancellor, Nigel Thrift	Disponible en ligne		4 décembre 2014
35	Statement from the Vice-Chancellor	Déclaration du Vice-Chancellor, Nigel Thrift	Disponible en ligne		8 décembre 2014
36	Sans titre	Retranscription d'une rencontre entre Warwick for free education et l'administration	Groupe étudiant		Décembre 2014
37	Farewell Statement from our Vice-Chancellor	Lettre du Vice-Chancellor à la communauté universitaire	Disponible en ligne	Nigel Thrift, Vice-Chancellor	28 janvier 2016
38	Statement from Stuart Croft on the conclusion of the student occupation	Déclaration	Disponible en ligne	Vice-Chancellor, Stuart Croft	2016

39	Financial Statements	États financiers	Disponibles en ligne		2008-2016
----	----------------------	------------------	----------------------	--	-----------

## APPENDICE A

### CERTIFICATION D'APPROBATION ÉTHIQUE ET RENOUVELLEMENT

**UQAM** | Comités d'éthique de la recherche  
avec des êtres humains

No. de certificat: 977  
Certificat émis le: 19-02-2019

#### CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE RENOUVELLEMENT

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE plurifacultaire) a examiné le projet de recherche suivant et le juge conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par la *Politique No 54 sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (Janvier 2016) de l'UQAM.

Titre du projet:	Contrôle social de la contestation à l'ère néolibérale: regards sur les campus universitaires au Québec et en Angleterre
Nom de l'étudiant:	Julie BEAUCHAMP
Programme d'études:	Maîtrise en science politique
Direction de recherche:	Francis DUPUIS-DERI

#### Modalités d'application

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

**Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission.** Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.



Raoul Graf  
Président du CERPE plurifacultaire  
Professeur, Département de marketing

## CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE 2: communication, science politique et droit, arts) a examiné le projet de recherche suivant et le juge conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par la *Politique No 54 sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (Janvier 2016) de l'UQAM.

Titre du projet:	Contrôle social de la contestation à l'ère néolibérale: regards sur les campus universitaires au Québec et en Angleterre
Nom de l'étudiant:	Julie BEAUCHAMP
Programme d'études:	Maîtrise en science politique
Direction de recherche:	Francis DUPUIS-DERI

### Modalités d'application

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

**Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission.** Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.

### Conditions particulières

Vous devrez nous soumettre un rapport d'étape une fois que votre projet aura été évalué par votre programme.

Mouloud Boukala  
Président du CERPE 2 : Facultés de communication, de science politique et droit et des arts  
Professeur, École des médias

APPENDICE B

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT (CONSENT FORM)

## CONSENT FORM

### Research Project Title

The Social Control of Dissent in the Neoliberal Age : University Campuses in Québec and in England

### Student-Researcher

Julie Beauchamp, M.A. Political Science, UQAM, 438-823-3428, juliebeauchampadhoc@gmail.com

### Research Direction

Francis Dupuis-Déri, Political Science Department, UQAM, 514-987-3000,# 5678, dupuis-deri.francis@uqam.ca

### Preamble

We ask you to participate in a research project that involves conducting a one-hour long interview. Before agreeing to participate in this research project, please take the time to understand and carefully consider the following information.

This consent form explains the purposes of this study, procedures, benefits, risks and drawbacks, as well as who to contact if necessary.

This consent form may contain words that you do not understand. We invite you to ask any questions that you consider useful.

### Description and aims of the research

You are prompted to take part in this research project that aims to study the dynamics between the social control of dissent and student mobilizations on university campuses. One goal of this research is to document various measures undertaken by university administrations to manage political dissent on campus. It will also be an opportunity to reconsider the notion of repression, notably through the results obtained by the interviews.

### Nature and length of participation

You will be asked to participate in an individual interview during which you will be asked to describe, among other things, the measures undertaken by university administrations and other relevant actors to manage student mobilizations on your campus. The interview will be digitally recorded (audio) with your permission and should take around 1 hour of your time. The place and time of the interview are to be agreed with the researcher. The transcript that will follow will not allow for your identification.

### Advantages

Your participation will contribute to the advancement of knowledge through better understanding of the dynamics between the social control of dissent and student mobilization on campuses. Your participation in the study can also be an opportunity for you to reflect on your own experience. Through the results of the research, your movement could also benefit from theoretical and conceptual tools to face the challenges posed by repression on campus.

### Risks

There is no risk of significant discomfort associated with your participation in this meeting. However, you must realize that some issues could revive unpleasant emotions associated with an experience that you resented through your experience of student activism on campus. You remain free not to answer a question without having to justify yourself. An appropriate resource can be proposed if necessary. It is the responsibility of the researcher to suspend or terminate the interview if she considers that the well-being of the participant is threatened.

### Confidentiality

The information that you give in the study will be handled confidentially and only the researcher will have access to your data. Research material (digital recordings and transcriptions) will be kept locked in a filing cabinet for the duration of the study. The digital records will be destroyed after the transcriptions will be made. The transcripts will be rendered anonymous which means that your name will not be linked to the data and will not allow for your identification. Transcripts will be destroyed 5 years after the last publication.

### Voluntary participation and withdrawal

Your participation in the study is completely voluntary. You have the right to withdraw from the study at any time without penalty and without justifying your decision. If you want to withdraw from the study, tell the researcher, Julie Beauchamp, verbally; all the data will be destroyed.



### Payment compensation

There is no payment compensation for your participation in this study.

### Questions ?

For any question on this study or on your participation in this research, please contact the people in charge :

- Julie Beauchamp, tel. 438-823-3428, email : [juliebeauchampadhoc@gmail.com](mailto:juliebeauchampadhoc@gmail.com);
- Francis Dupuis-Déri, tel. 514-987-3000, # 5678, email : [dupuis-deri.francis@uqam.ca](mailto:dupuis-deri.francis@uqam.ca)

Questions on your rights ? The Ethical Committee for research with human beings (CERPE – UQAM) approved this project. For information concerning the responsibility of the research team in terms of ethics with human beings or to fill a complaint, please contact the coordination of the CERPE:

- François Laplante-Lévesque, tel. (514) 987-3000 # 1484, email : [laplante-levesque.francois@uqam.ca](mailto:laplante-levesque.francois@uqam.ca)

### Thank you

Your collaboration is essential to the realisation of our project; the research team wishes to thank you for your involvement in this study.

### Consent

I have read this form and understood the nature and extent of my participation and the risks and disadvantages to which I expose myself as presented in this form. I had the opportunity to ask any questions about different aspects of this study and received satisfactory answers. I, the undersigned, voluntarily agree to participate in this study.

I may withdraw my participation at any time without prejudice of any kind. I certify that I was given the time to make my decision.

I will receive a signed copy of this information and consent form.

---

Name

---

Signature

---

Date

### Researcher commitment

I, undersigned, certify that

- (a) I have explained to the participant the terms of this consent form; (b) I have answered the questions asked;
- (c) I have clearly indicated that the participant has the right to withdraw from this study at any time without penalty;
- (d) I will give the participant a signed and dated copy of this form.

---

Name

---

Signature

---

Date

## BIBLIOGRAPHIE

- AMABLE, Bruno (2010) « Morals and Politics in the Ideology of Neoliberalism », *Socio-Economic Review*, Vol.9, pp.1-28.
- AMSLER, Sarah (2011) « Beyond All Reason : Spaces of Hope in the Struggle for English Universities », *Representations*, 116(1), pp.62-87.
- ANCELOVICI, Marcos (2009) « Esquisse d'une théorie de la contestation: Bourdieu et le modèle du processus politique », *Sociologie et sociétés*, 41(2), pp.39-61.
- ANCELOVICI, Marcos (2019) « Bourdieu in movement: toward a field theory of contentious politics », *Social Movement Studies*. DOI: [10.1080/14742837.2019.1637727](https://doi.org/10.1080/14742837.2019.1637727).
- ANCELOVICI, Marcos et Francis DUPUIS-DÉRI (2014), « Introduction. Retour sur le "Printemps Érable" », dans Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri (dir.) *Un Printemps rouge et noir : Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*. Montréal, Écosociété, pp.7-33.
- ANCELOVICI, Marcos et Stéphanie ROUSSEAU (2009) « Présentation : les mouvements sociaux et la complexité institutionnelle », *Sociologie et sociétés*, 41(2), pp.5-14.
- ANDERSON, Robert (2016) « University fees in historical perspective », *History & Policy*. Récupéré de : <http://www.historyandpolicy.org/policy-papers/papers/university-fees-in-historical-perspective> [Consulté le 6 juillet 2018].
- ANDERSON, Tom (2015) « When Co-Option Fails » dans Rebecca Fisher (dir.) *Managing Democracy, Managing Dissent: Capitalism, Democracy and the Organisation of Consent*. London, Corporate Watch, pp.232-258.

- ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS EUROPÉENNES (2018) *United Kingdom : EUA University Autonomy in Europe*. Récupéré de : <https://www.university-autonomy.eu/countries/united-kingdom/> [Consulté le 2 mars 2019].
- AUYERO, Javier (2006) « Spaces and Places as Sites and Objects of Politics », dans Robert E. Goodin et Charles Tilly (dir.) *The Oxford Handbook of Contextual Political Analysis*. Oxford, Oxford University Press, pp.564-576.
- BAILEY, Michael et Des FREEDMAN (dir.) (2011) *The Assault on Universities: a Manifesto for Resistance*. London, Pluto Press.
- BAKER, G. et Tim MAY (2002) « Auditing as the eternal present: the depoliticising implication of organizational transformation in British Higher Education », *European Political Science*, 1(3), pp.12-22.
- BARNETT, C. (2004) « The consolidations of 'neoliberalism' », *Geoforum*, 36 (1), pp.7-12.
- BÉGIN-CAOUILLE, Olivier, Claude TROTTIER, Julia EASTMAN, Glen A. JONES, Christian NOUMI et Sharon X. LI (2018) « Analyse de la gouvernance systémique des universités au Québec et comparaisons avec quatre autres provinces canadiennes », *Revue canadienne d'enseignement supérieur*, 48(3), pp.1-22.
- BENFORD, Robert D. ET David A. SNOW (2012) « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, 99(3), pp.217-255.
- BERTHIAUME, Annabelle (2017) *La gouvernance néolibérale et les organismes communautaires québécois : Étude de la Fondation Lucie et André Chagnon*. Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal.
- BLEE, Kathleen M. et Verta TAYLOR (2002) « Semi-structured Interviewing in Social Movement Research », dans Bert KLANDERMANS et Suzanne STAGGENBORG (dir.) *Methods of social movement research*. Minneapolis, University of Minnesota Press, pp.92-117.
- BOFFO, Stefano et Roberto MOSCATI (2011) « How Growing Pressure to be Competitive at National and International Level Affects University Governance. Some Preliminary Remarks from a Comparative Analysis of Fifteen European Universities », dans P.N. Teixeira et D.D. Dill (dir.) *Public*

*Vices, Private Virtues? Assessing the Effects of Marketization in Higher Education.* Rotterdam, Sense Publishers, pp.141-155.

BONIN, Hugo (2016) « 'It's a Student Strike But a People's Struggle' : Class in the 2012 Québec's 'Maple Spring' », *The Journal of Labor & Society*, Vol. 19, pp.341-357.

BONNY, Yves (2002) « Introduction » dans Michel Freitag (dir.) *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité.* Québec, Les Presses de l'Université Laval.

BOREN, Mark Edelman (2001) *Student Resistance: A History of the Unruly Subject.* Londres, Routledge.

BOURDIEU, Pierre (1973) « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps modernes*, no.318, pp.1292-1308.

BOURDIEU, Pierre (1984a) *Homo academicus.* Paris, Éditions de minuit.

BOURDIEU, Pierre (1984b) « Quelques propriétés des champs », dans Pierre BOURDIEU (dir.) *Questions de sociologie.* Paris, Éditions de Minuit, pp.113-120.

BOURNE, Ryan (2012) *Hayek and Thatcher. Center for Policy Studies.* Récupéré de: <https://www.cps.org.uk/blog/q/date/2012/09/11/hayek-and-thatcher/>.

BOYKOFF, Jules (2007) « Limiting Dissent: The Mechanisms of State Repression in the USA », *Social Movement Studies*, 6(3), pp.281-310.

BOYKOFF, Jules (2006) « Framing dissent: Mass-media coverage of the global justice movement », *New Political Science*, 28(2), pp.201-228.

BRENNER, Neil et Nik THEODORE (2005) « Neoliberalism and the urban condition », *City*, 9(1), pp.101-107.

BRITISH POLITICAL SPEECH (2018) *Leader's Speech, Blackpool 1996.* Récupéré de : <http://www.britishpoliticalspeech.org/speech-archive.htm?speech=202>.

- BROOKS, Rachel, Kate BUFORD et Katherine SELA (2015) « The Changing Role of Students' Unions Within Contemporary Higher Education », *Journal of Education Policy*, 30(2), pp.165-181.
- BROOKS, Rachel (2015) « Students' unions, consumerism and the neo-liberal university », *British Journal of Sociology of Education*, 37 (8) pp.1211-1228.
- BROOKS, Rachel (2017) « The construction of higher education students in English policy documents », *British Journal of Sociology*, DOI: 10.1080/01425692.2017.1406339.
- BROWN, Roger (2004) *Quality Assurance in Higher Education: The UK experience since 1992*. London, Routledge.
- BROWN, Roger (2011) « The march of the market », dans Mike Molesworth, Richard Scullion et Elizabeth Nixon (dir.) *The Marketisation of Higher Education and the Student as Consumer*. New York, Routledge, pp.11-24.
- BROWN, Roger et CARASSO (2013) *Everything for Sale? The Marketisation of UK Higher Education*. London, Routledge.
- BROWN, Wendy (2006) *Regulating Aversion: Tolerance in the Age of Identity and Empire*. Princeton, Princeton University Press.
- BROWN, Wendy (2009) *Edgework. Critical Essays on Knowledge and Politics*. Princeton, Princeton University Press.
- BROWN, Wendy (2015) *Undoing the Demos: Neoliberalism's Stealth Revolution*. New York, Zone Books.
- BROWNE, John (2010) *Securing a Sustainable Future of Higher Education. An Independent Review of Higher Education Funding & Student Finance*. Récupéré de : <https://www.independent.gov.uk/browne-report>.
- BURCHELL, G. (1996) « Liberal government and techniques of the self », dans A. Barry, T. Osborne et N. Rose (dir.) *Foucault and political reason*. Chicago, University of Chicago Press, pp.19-36.

CALLENDER, Claire et P. SCOTT (dir.) (2013) *Browne and Beyond : Modernizing English Higher Education*. London, Bedford Papers.

CALLENDER, Claire et John THOMPSON (2018) *The Lost Part-Timers : The decline of part-time undergraduate higher education in England*. London, The Sutton Trust.

CARRIER-PLANTE, Charles (2018) Lutter dans l'arène judiciaire. Réponses organisationnelles à la judiciarisation des mobilisations anti-autoritaires et étudiantes à Montréal (2011-2015). Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal.

CHATTERJEE, Piya et Sunaina MAIRA (dir.) (2014) *The Imperial University. Academic Repression and Scholarly Dissent*. Minneapolis, University of Minnesota Press.

CHATTERJEE, Piya et Sunaina MAIRA (2014) « Introduction. The Imperial University : Race, War, and the National State », dans CHATTERJEE, P. et S. MAIRA (dir.) *The Imperial University. Academic Repression and Scholarly Dissent*. Minneapolis, University of Minnesota Press, pp.1-50.

CHICOINE, Luc (2018) « 'Proxy repression'? The causes behind the change of protest control repertoire by the Université du Québec à Montréal during the 2015 student strike » dans Maria T. GRASSO et Judith BESSANT (dir.) *Governing Youth Politics in the Age of Surveillance*, London, Routledge, pp.78-92.

CINI, Lorenzo (2017) « Student Struggles and Power Relations in Contemporary Universities: The Cases of Italy and England », dans Rachel Brooks (dir.) *Student Politics and Protest. International Perspectives*. London, Routledge, pp.31-46.

CINI, Lorenzo (2018) *The Contentious Politics of Higher Education : Struggles and Power Relations in English and Italian Universities*. New York, Routledge.

CINI, Lorenzo et César Guzman-Concha (2017) « Student movements in the age of austerity. The cases of Chile and England », *Social Movement Studies*, 16(5), pp.623-628.

COLLINI, Stefan (2012) *What Are Universities For ?*. London, Penguin Book.

- CÔTÉ, Jean-François (1998) « La société de communication à la lumière de la sociologie de la culture », *Sociologie et sociétés*, 30(1), pp.1-16.
- CHRISTENSEN, Clayton et Henry EYRING (2011) *The Innovative University : Changing the DNA of Higher Education from the Inside Out*. San Francisco, Jossey-Bass.
- COMMITTEE OF UNIVERSITY CHAIRS (2018) *The Higher Education Code of Governance*. Récupéré de : <https://www.universitychairs.ac.uk/publications/review-of-the-higher-education-code-of-governance/>.
- CROSSLEY, Nick (2008) « Social Networks and Student Activism: On the Politicising Effect of Campus Connections », *The Sociological Review*, 56(1), pp.18-38.
- CROSSLEY, Nick (2002) *Making Sense of Social Movements*. Buckingham, Open University Press.
- CROSSLEY, Nick et Joseph IBRAHIM (2012) « Critical mass, social networks and collective action: Exploring student political worlds », *Sociology*, Vol. 46, pp.596-612.
- CRUICKSHANK (2016) « Putting Business at the Heart of Higher Education : On Neoliberal Interventionism and Audit Culture in UK Universities », *Open Library of Humanities*, 2(1), pp.1-33.
- CUNNINGHAM, David (2003) «The Patterning of Repression: FBI Counterintelligence and the New Left», *Social Forces*, 82(1), pp.209-240.
- CUNNINGHAM, David (2004) *There's Something Happening Here: The New Left, the Klan, and FBI Counterintelligence*. Berkeley, University of California Press.
- DANNESTAM, Tove (2008) « Rethinking Local Politics: Towards a Cultural Political Economy of the Entrepreneurial Cities », *Space and Polity*, 12(3), pp.353-372.

- DARDOT, Pierre et Christian LAVAL (2010) *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*. Paris, Éditions La Découverte.
- DAVENPORT, Christian (2007) « State Repression and Political Order », *Annual Review of Political Science*, 10(1), pp.1-23.
- DAVENPORT, Christian, Hank JOHNSTON et Carol MULLER (dir.) (2006) *Repression and mobilization*. Minneapolis, MN, University of Minnesota Press.
- DAVIES, William (2014) *The Limits of Neoliberalism. Authority, Sovereignty and the Logic of Competition*. London, SAGE publications.
- DAVIS, Andrew D. et David FEATHERSTONE (2013) « Networking Resistance: The Contested Spatialities of Transnational Social Movement Organizing » dans Nicholls, Miller et Beaumont (dir.) *Spaces of Contention: Spatialities and Social Movements*. Farnham, Ashgate Publishing, pp.239-260.
- DAY, Mike (2012) « Dubious Cases of No Interest to Students: The Development of National Union of Students in the UK », *European Journal of Higher Education*, 2(1), pp. 32-46.
- DEAN, Jonathan (2016) « Angelic Spirits of '68': Memories of 60s' Radicalism in Responses to the 2010-11 UK Student Protests », *Contemporary British History*, 30(3), pp.305-325.
- DEAN, Mitchell (2014) « Rethinking neoliberalism », *Journal of Sociology*, 50(2), pp.150-163.
- DEEM, Rosemary (1998) « 'New managerialism' and higher education: The management of performances and cultures in universities in the United Kingdom », *International Studies in Sociology of Education*, 8(1), pp.47-70.
- DEEM, Rosemary (2001) « Globalisation, New Managerialism, Academic Capitalism and Entrepreneurialism in Universities: Is the local dimension still important? », *Comparative Education*, 37(1), pp.7-20.
- DEEM, Rosemary (2011) « Leadership, Leadership Development and Markets in UK Publicly Funded Higher Education Organisations – Global, National or



European? » dans N. Teixeira et D. Dill (dir.) *Public Vices, Private Virtues? Assessing the Effects of Marketization in Higher Education*. Rotterdam, Sense Publishers, pp.159-176.

DEEM, Rosemary, Sam HILLYARD et Mike REED (2007) *Knowledge, Higher Education, and the New Managerialism*. Oxford, Oxford University Press.

de LINT, Willem et Alan HALL (2009) *Intelligent Control : Developments in Public Order Policing in Canada*. Toronto, University of Toronto Press.

della PORTA, Donatella (1998) « Police Knowledge and Protest Policing », dans Donatella della Porta et Herbert Reiter (dir.) *Policing Protest: The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*. Minneapolis, University of Minnesota Press, pp.228-252.

della PORTA, Donatella (2015) *Social Movements in Times of Austerity: Bringing Capitalism Back into Protest Analysis*. Cambridge, Polity Press.

della PORTA, Donatella et Olivier FILLIEULE (2004) « Policing social protest », dans Snow, D. A., Soule, S. A. et Kriesi, H. (dir.), *The Blackwell companion to social movements*. Oxford, Blackwell, pp. 217-241.

della PORTA, Donatella et Olivier FILLIEULE (2006) « Introduction. Variations de contexte et contrôle des mouvements collectifs », dans Donatella della Porta et Olivier Fillieule (dir.) *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*. Paris, Les Presses de Science Po, pp.17-40.

della PORTA, Donatella et Herbert REITER (1998a) « The Policing of Protest in Western Democracies », dans Donatella della Porta et Herbert Reiter (dir.), *Policing Protest. The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies* pp.1-34.

della PORTA, Donatella et Herbert REITER (dir.) (1998b) *Policing Protest. The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*. Minneapolis, Minneapolis University Press.

della PORTA, Abby PETERSON et Herbert REITER (dir.) (2006) *The Policing of Transnational Protest*. Farnham, Ashgate.

- DENEAULT, Alain (2013) *Gouvernance : Le management totalitaire*. Montréal, Lux éditeur.
- UNITED KINGDOM. DEPARTMENT OF TRADE AND INDUSTRY (UKDTI) (1998) *Our Competitive Future : Building the Knowledge-Driven Economy*. Récupéré de : <https://www.parliament.uk/business/committees/committees-archive/trade-and-industry/tisc-pn30-0405/>.
- DESCHENEAU-GUAY, Amélie (2007) *La « société du savoir ». Résonance et performativité d'un discours de légitimation du capitalisme*. Mémoire de maîtrise, Université Laval.
- DESCHENEAU-GUAY, Amélie (2008) « Démystifier la gouvernance universitaire dans une 'économie du savoir' : les discours de légitimation de la restructuration managériale de l'Université », Rapport de recherche, Université du Québec à Montréal.
- DUPUIS-DÉRI, Francis (2013a) « Introduction. Répression policière et mouvements sociaux », dans Francis Dupuis-Déri (dir.) *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux*. Montréal, Écosociété, pp.9-39.
- DUPUIS-DÉRI, Francis (2013b) « Broyer du noir. La répression policière de la 'déviante politique' au Québec », dans Francis Dupuis-Déri (dir.) *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux*. Montréal, Écosociété, pp.122-158.
- DUPUIS-DÉRI, Francis (2013c) « Printemps érable ou printemps de la matraque? Profilage politique et répression sélective pendant la grève étudiante de 2012 », dans Francis Dupuis-Déri (dir.) *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux*. Montréal, Écosociété, pp.198-241.
- DUPUIS-DÉRI, Francis et David L'ÉCUYER (2014) « Printemps de la matraque. Répression et autorépression », dans Marcos ANCELOVICI et Francis DUPUIS-DÉRI (dir.) *Un Printemps rouge et noir : Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*. Montréal, Écosociété, pp.327-354.
- DUSSAULT-BRODEUR, Mirianne (2015) *Le caractère politique de la violence contestataire. Analyse de la grève étudiante de 2012 au Québec*. Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal.

- EARL, Jennifer (2011) « Political Repression: Iron Fists, Velvet Gloves, and Diffuse Control », *Annual Review of Sociology*, Vo. 37, pp.261-284.
- EARL, Jennifer (2004) « Controlling protest : new directions for research on the social control of protest », *Research in Social Movements*, pp. 55-86.
- EARL, Jennifer (2003) « Tanks, tear gas, and taxes : toward a theory of movement repression », *Sociological Theory*, pp. 44-67.
- EARL, Jennifer et S.A. SOULE (2006) « Seeing blue: a police-centered explanation of protest policing », *Mobilization*, 11(2), pp.145-164.
- FAIRCLOUGH, Norman (2003) *Analysing Discourse: Textual Analysis for Social Research*. London, Routledge.
- FAIRCLOUGH, Norman (2006) *Language and globalization*. London, Routledge.
- FAIRCLOUGH, Norman (2009) « A dialectical approach to critical discourse analysis in social research », dans R. WODAK et M. MEYER (dir.) *Methods of Critical Discourse Analysis*. London, Sage Publication, pp.162-186.
- FERNANDEZ, Luis (2005) « Policing Space: Social Control and the anti-corporate globalization movement », *The Canadian Journal of Police and Security Studies*, Vol.3, pp.241-29.
- FERNANDEZ, Luis (2008) *Policing Dissent: Social Control and the anti-corporate globalization movement*. New Brunswick, Rutgers University Press.
- FERREE, Myra Marx (2005) « Soft Repression: Ridicule, Stigma, and Silencing in Gender-Based Movements », dans Christian Davenport, Hank Johnston, Carol Muller (dir.), *Repression and mobilization*. Minneapolis, MN, University of Minnesota Press, pp.138-155.
- FLESHER FOMINAYA, Cristina (2014) *Social Movements and Globalization. How Protests, Occupations and Uprisings Are Changing the World*. New York, Palgrave Macmillan.
- FLESHER FOMINAYA, Cristina et Lesley WOOD (2011) «Repression and social movements», *Interface*, 3(1), pp.1-11.

- FLEW, Terry (2014) « Six theories of neoliberalism », *Thesis Eleven*, 122(1), pp.49-71.
- FOSKETT, Nick (2011) « Markets, government, funding and the markerisation of UK higher education », dans Mike MOLESWORTH, Richard SCULLION et Elizabeth NIXON (dir.) *The Marketisation of Higher Education and the Student as Consumer*. New York, Routledge, pp.25-38.
- FOUCAULT, Michel (1975) *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris, Gallimard.
- FOUCAULT, Michel (1991) « Governmentality » dans G. BRUCHELL, C. GORDON et P. MILLER (dir.) *The Foucault effect: studies in governmentality*. Chicago, University of Chicago Press.
- FOX PIVEN, Frances et Richard A. CLOWARD (1977) *Poor People Movement's. How They Succeed, How They Fail*. New York, Vintage Books.
- FRIEDMAN, David (1992) *Vers une société sans État*. Paris, Les Belles Lettres.
- FRIEDMAN, Milton (2010) *Capitalisme et liberté*. Paris, LEDUCS.S Éditions.
- GARLAND, Christian (2012) « Illuminated in Its Lurid Light: Criminalization, Political Repression, and Dissent in the UK » dans Jeff Shantz (dir.), *Protest and Punishment. The Repression of Resistance in the Era of Neoliberal Globalization*. Durham, Carolina Academic Press, pp. 29-48.
- GARLAND, David (2001) *The Culture of Control: Crime and Social Order in Contemporary Society*. Chicago, University of Chicago Press.
- GAUDREAU, Louis (2013) « Espace, temps et théorie du capital chez Henri Lefebvre et Marx », *Cahiers de recherche sociologique*, n.55, pp.155-176.
- GÉLINAS DUQUETTE, Joëlle (2017) *Ce que dit la « Ville intelligente » sur la démocratie : Analyse discursive de la « Ville intelligente et numérique » de Montréal*. Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal.
- GILLHAM, Patrick F. et John NOAKES (2007) « Police and Protesters Innovation Since Seattle », *Mobilization*, 12(2), pp.335-340.

- GOLDSTEIN, RJ (1978) *Political Repression in Modern America: from 1870 to the Present*. Cambridge MA, Schenkman.
- GODREJ, Farah (2014) « Neoliberalism, Militarization, and the Price of Dissent. Policing Protest at the University of California », dans Piya Chatterjee et Sunaina Maira (dir.), *The Imperial University: Academic Repression and Scholarly Dissent*. Minneapolis, University of Minnesota Press, pp.125-143.
- GSCHWANDTNER Adelina et Richard MCMANUS (2018) « University Vice-Chancellor pay, performance and (asymmetric) benchmarking », University of Kent, School of Economics Discussion Papers.
- GRAMSCI, Antonio (1971) *Selections from the Prison Notebooks*. London, Lawrence & Wishart.
- GREENAWAY, David et Michelle HAYNES (2003) « Funding Higher Education in the UK: The Role of Fees and Loans », *The Economic Journal*, Vol.113, pp. F150-F166.
- HAGGERTY, Kevin D. et Richard V. ERICSON (2000) « The Surveillant Assemblage », *British Journal of Sociology*, 51(4), pp.605-622.
- HANCOX, Dan (dir.) (2011) *Fight Back! A Reader on the Winter of Protest*. London, openDemocracy.
- HANNA, Esmée Sinéad (2013) *Student Power! The Radical Days of the English Universities*. Cambridge, Cambridge Scholars Publishing.
- HARVEY, David (2005) *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford, Oxford University Press.
- HARVEY, David (2006) *Spaces of Capital : Towards a Critical Geography*. New York, Routledge.
- HARVEY, David (2007) « Neoliberalism as Creative Destruction », *The Annals of the American Academy*, Vol.601, pp.22-44.

- HENSBY, Alexander (2014) « Networks, counter-networks and political socialisation – paths and barriers to high-cost/risk activism in the 2010/11 student protests against fees and cuts », *Contemporary Social Science*, 9(1), pp.92-105.
- HOEFFERLE, Caroline (2012) *British Student Activism in the Long Sixties*. London, Routledge.
- HOPKINS, Peter, TOOD, Liz et NEWCASTLE OCCUPATION (2011) « Occupying Newcastle University : Student Resistance to Government Spending Cuts in England », *The Geographical Journal*, 178(2), pp.104-109.
- IBRAHIM, Joseph (2011) « The New Toll on Higher Education and the UK Student Revolts of 2010-2011 », *Social Movement Studies*, 10(4), pp.415-421.
- INSTITUTE FOR ECONOMIC AFFAIRS (2018) *About us – Institute of Economic Affairs*. Récupéré de: <https://iea.org.uk/about-us>.
- INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES (2014) *Payback time? Student debt and loan repayments: what will the 2012 reforms mean for graduates?*. Récupéré de : <https://www.ifs.org.uk/publications/7165>.
- ISMAIL, Feyzi (2011) « The Politics of Occupation », dans Michael BAILEY et Des FREEDMAN (dir.) *The Assault on Universities. A Manifesto for Resistance*. London, Pluto Press, pp.123-131.
- JÄGER, S. et F. MAIER (2009) « Theoretical and methodological aspects of Foucauldien critical discourse analysis and dispositive analysis », dans R. WODAK et M. MEYER (dir.) *Methods of critical Discourse Analysis*. London, Sage Publications, pp.34-61.
- JESSOP, Bob (2004) « Critical semiotic analysis and cultural political economy », *Critical Discourse Studies*, 1(2), pp.159-174.
- JESSOP, Bob (2005) « Cultural Political Economy, the Knowledge-Based Economy and the State », dans A. BARRY et D. SLATER (dir.) *The Technological Economy*. London, Routledge, pp.144-166.
- JESSOP, Bob (2010) « Cultural political economy and critical policy studies », *Critical Policy Studies*, 3(3-4), pp.336-356.

- JESSOP, Bob (2017) « Varieties of academic capitalism and entrepreneurial universities. On part research and three thought experiments », *Higher Education*, 73(6), pp.853-870.
- JESSOP, Bob et Ngai-Ling SUM (2006) *Beyond the Regulation Approach: Putting Capitalist Economies in their Place*. Cheltenham, Edward Elgar.
- JESSOP, Bob et Ngai-Lin SUM (2012) « Cultural political economy, strategic essentialism, and neoliberalism » dans KÜNKEL, J et M. Mayer (dir.) *Neoliberal Urbanism and its Contestations: Crossing Theoretical Boundaries*. Basingstoke, Palgrave, pp.80-96.
- JONES, Martin (2008) « Recovering a sense of political economy », *Political Geography*, 27(4), pp.377-299.
- KAUFMANN, Jean-Claude (2004) *L'entretien compréhensif*. Paris, Armand Colin.
- KAUPPINEN, Ilkka (2014) « Different Meanings of 'Knowledge as Commodity' in the Context of Higher Education », *Critical Sociology*, 40(3), pp.393-409.
- KING, Mike (2013) « Disruption is Not Permitted: The Policing and Social Control of Occupy Oakland », *Critical Criminology*, 21(4), pp.463-475.
- KLANDERMANS, B. et al. (2002) « Identity processes in collective action participation: Farmers' identity and farmers' protest in the Netherland and Spain », *Political Psychology*, Vol.23, pp.235-251.
- KLEMENČIČ, Manja (2014) « Student power in a global perspective and contemporary trends in student organising », *Studies in Higher Education*, 39(3), pp.396-411.
- KOOPMANS, Ruud (2004) « Protest in Time and Space: The Evolution of Waves of Contention », dans David A. Snow, Sarah A. Soule et Hanspeter Kriesi (dir.) *The Blackwell Companion to Social Movements*. Oxford, Blackwell Publishing, pp.19-46.
- KRIESI, Hanspeter (1996) « The organizational structure of new social movements in a political context », dans Douglas McAdam, John McCarthy et Mayer N.

ZALD (dir.) *Comparative Perspectives on Social Movements*. Cambridge, Cambridge University Press, pp.152-184.

KUMAR, Ashok (2011) « Achievements and Limitations of the UK Student Movement », dans Michael Bailey et Des Freedman (dir.) *The Assault on Universities: a Manifesto for Resistance*. London, Pluto Press, pp.132-144.

LAFRANCE, Xavier et Alan SEARS (2016) « Infrastructure of Dissent. The case of the Québec Student Movement », dans William K. Carroll et Kanchan Sarker (dir.) *A World to Win. Contemporary Social Movements and Counter-Hegemony*. Winnipeg, ARP Books, pp.159-175.

LAHIRE, B. (2012) *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*. Paris, Seuil.

LAMMERS, C.J. (1977) « Tactics and strategies adopted by university authorities to counter student opposition », dans D. Light Jr. et J. Spiegel (dir.) *The Dynamics of University Protest*. Chicago, Nelson Hall Publishers, pp.171-198.

LEFEBVRE, Henri (2000) *La production de l'espace*. Paris, Anthropos.

MacKINNON, Debra (2014) *The Criminalization of Political Dissent: A Critical Discours Analysis of Occupy Vancouver and Bill C-309*. Thèse de doctorat, Simmon Fraser University.

MAINGUENEAU, Dominique (1991) *L'analyse du discours*. Paris, Hachette.

MAIRA, Sunaina et Julie SZE (2012) « Dispatches from Pepper Spray University : Privatization, Repression, and Revolts », *American Quarterly*, 64(2), pp.315-330.

MARTIN, Deborah G. et Byron MILLER (2003) « Space and Contentious Politics », *Mobilization*, 8(2), pp.143-156.

MARTIN, Éric (2016) « L'université globalisée : Transformations institutionnelles et internationalisation de l'enseignement supérieur », Note socio-économique. Montréal, Institution de recherche et d'information socioéconomique. Récupéré de : <http://iris-recherche.qc.ca/publications/udem> .



- MARTIN, Éric (2013) « Le printemps contre l'hégémonie : la mobilisation étudiante de 2012 et le blocage institutionnel de la société québécoise », *Recherches sociographiques*, 54(3), pp.419-450.
- MARTIN, Éric et Maxime Ouellet (2014) *La tyrannie de la valeur. Débats pour le renouvellement de la théorie critique*. Montréal, Écosociété.
- MARTIN, Éric et Maxime Ouellet (2012) « La gouvernance des universités dans l'économie du savoir: Entre marchandisation et financiarisation », dans Bruno Leclercq (dir.) *Leurres de la qualité?* Paris, L'Harmattan, pp.169-194.
- MARTIN, Éric et Maxime Ouellet (2011) *Université Inc. Mythes à déconstruire sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir*. Montréal, Lux.
- MARX, Gary T. (1974) « Thoughts on a Neglected Category of Social Movement Participant : The Agent Provocateur and the Informant », *American Journal of Sociology*, Vol.80, pp.402-442.
- MARX, Gary T. (1979) « External Efforts to Damage or Facilitate Social Movements: Some Patterns, Explanations, Outcomes, and Complications », dans John D. McCarthy et Mayer N. Zald (dir.) *The Dynamics of Social Movements*. Cambridge, MA, Winthrop.
- MARX, Gary T. (1988a) *Undercover : Police Surveillance in America*. Berkeley, University of California Press.
- MARX, Gary T. (1988b) « La société de sécurité maximale », *Déviance et société*, 12(2), pp. 147-166.
- MAY, Tim (2001) « Power, knowledge and organizational transformation: administration as depoliticisation », *Social Epistemology*, 15(3), pp.171-186.
- McADAM, Doug, Sidney TARROW et Charles TILLY (2001) *Dynamics of Contention*. Cambridge, Cambridge University Press.
- McADAM, Doug, John McCARTHY et Mayer N. ZALD (1996) *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*. Cambridge, Cambridge University Press.

- McCARTHY, John D. et Clark McPHAIL (1998) « The Institutionalization of Protest in the United States » dans David S. Meyer et Sidney Tarrow (dir.) *The Social Movement Society: Contentious Politics for a New Century*. Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, pp.83-110.
- McGETTIGAN, A. (2013) *The Great University Gamble. Money, Markets and the Future of Higher Education*. London, Pluto Press.
- McNALLY, David (2013) *Panne globale. Crises, austérité et résistance*. Montréal, Écosociété.
- McPHAIL, C. et John McCARTHY (2005) « Protest mobilization, protest repression, and their interaction », dans Christian Davenport, Hank Johnston et Carol Mueller (dir.) *Repression and mobilization*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- McPHAIL, C., D. SCHWEINGRUBER et John McCARTHY (1998) « Policing protest in the United States: 1960-1995 », dans Donatella della Porta et Herbert Reiter (dir.) *Policing Protest. The control of mass demonstrations in Western democracies*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- MEYER, David S. et Sidney G. TARROW (1998) *The social movement society: contentious politics for a new century*. Lanham, Rowman & Littlefield.
- MIROWSKI, Philip (2013) *Never Let a Serious Crisis Go to Waste: How Neoliberalism Survived the Financial Meltdown*. London, Verso.
- MIROWSKI, Philip et Dieter PLEHWE (dir.) (2009) *The Road from Mont Pelerin: The Making of the Neoliberal Thought Collective*. Cambridge, MA, Harvard University Press.
- MITCHELL, Don (2013) « The Liberalization of Free Speech: Or, How Protest in Public Space is Silenced », dans Nicholls, Miller et Beaumont (dir.) *Spaces of Contention: Spatialities and Social Movements*. Farnham, Ashgate Publishing, pp.47-68.
- MITCHELL, Don (2003) *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*. London, Guilford Press.

- MOLESWORTH, Mike, Richard SCULLION et Elizabeth NIXON (dir.) (2011) *The Marketisation of Higher Education and the Student as Consumer*. New York, Routledge.
- MUNRO, Morag (2018) « The complicity of digital technologies in the marketisation of UK higher education : exploring the implications of a critical discourse analysis of thirteen national digital teaching and learning strategies », *International Journal of Educational Technology in Higher Education*, 15(11).
- NICHOLLS, Walter, MILLER, Byron et Justin BEAUMONT (dir.) (2013) *Spaces of Contention: Spatialities and Social Movements*. Farnham, Ashgate Publishing.
- NOAKES, John et Patrick GILLHAM (2006) « Aspects of the ‘New Penology’ in the Police Response to Major Political Protests in the United States, 1999-2000 », dans Donatella della PORTA, PETERSON, Abby et Herbert REITER (dir.) *The Policing of Transnational Protest*. London, Ashgate, pp.97-116.
- NOCELLA II, Anthony J. et David GABBARD (dir.) (2013) *Policing the Campus: Academic Repression, Surveillance, and the Occupy Movement*. New York, Peter Lang.
- NATIONAL UNION OF STUDENTS et HIGHER EDUCATION ACADEMY(NUS et HEA) (2011) *Student Engagement Toolkit*. Récupéré de : <https://www.nusconnect.org.uk/the-student-engagement-partnership-tsep/student-engagement-toolkit>.
- OFFICE FOR STUDENTS (2018) *About – Office for students*. Récupéré de : <https://www.officeforstudents.org.uk/about/>.
- OLSEN, Mark et Michael A. PETERS (2005) « Neoliberalism, higher education and the knowledge economy : from the free market to knowledge capitalism », *Journal of Education Policy*, 20(3), pp.313-345.
- OUELLET, Maxime (2009) *Le capitalisme cybernétique dans la ‘société globale de l’information’ : une approche culturelle de l’économie politique internationale*. Thèse de doctorat, Université d’Ottawa.
- OUELLET, Maxime et Éric MARTIN (2018) « University Transformations and the New Knowledge Production Regime in Informational Capitalism », *tripleC*, 16(1), pp.78-96.

- OUIMET-SAVARD, Tristan (2012) « Fractures politiques, lois liberticides et kermesse policière. Essai sur la répression du ‘Printemps Érable’ », *Possibles*, 36(2), pp.160-175.
- PANITCH, Leo et Donald SWARTZ (2003) *From Consent to Coercion : The Assault on Trade Union Freedoms*. Toronto, University of Toronto Press.
- PASSARD, Cédric (2008) « Une sociologie politique des campus. S.M. Lipset et la contestation étudiante des années 1960 aux États-Unis », *Revue internationale de politique comparée*, 15(3), pp.445-461.
- PETERS, Micheal A. et A.C. (Tina) BESLEY (2006) *Building Knowledge Cultures: Education and Development in the Age of Knowledge Capitalism*. Oxford, Rowman & Littlefield Publishers Inc.
- PUSEY, André (2016) « Strike, occupy, transform! Students, subjectivity and struggle », *Journal of Marketing for Higher Education*. DOI: 10.1080/08841241.2016.1240133.
- PUSEY, André (2017) « Towards a University of the Common: Reimagining the University in Order to Abolish It with the Really Open University », *Open Library of Humanities*, 3(1), pp.1-27.
- RADICE, Hugo (2013) « How We Got Here : UK Higher Education Under Neoliberalism », *ACME : An Online E-Journal for Critical Geographers*, 12(3), pp.407-418.
- REITER, Herbert et Donna della PORTA (2006) « Police du gouvernement ou des citoyens? L’ordre public en Italie », della PORTA, Donna et Olivier FILLIEULE (dir.) *Police et manifestants. Maintien de l’ordre et gestion des conflits*. Paris, Les Presses de Science Po, pp.113-140.
- RHEINGANS, Rowan et Robert HOLLANDS (2013) « ‘There Is No Alternative?’: Challenging Dominant Understandings of Youth Politics in Late Modernity through a Case Study of the 2010 UK Student Occupation Movement », *Journal of Youth Studies*, 16(4), pp.546-564.
- ROWLAND, Ronald L. (1972) «An Overview of State Legislation Responding to Campus Disorder», *Journal of Law Education*, Vol.1, pp.230-250.

- SAVOIE-ZAJC, Lorraine (2009) « L'entrevue semi-dirigée », dans GAUTHIER, B. (dir.) *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- SCHOLL, Christian (2012) *Two Sides of A Barricade: (Dis)order and Summit Protest in Europe*. New York, State University of New York Press.
- SCHOLL, Christian et Annette FREYBERG-INAN (2013) « Hegemony's Dirty Tricks: Explaining Counter-Globalization's Weakness in Times of Neoliberal Crisis », *Globalizations*, 10(4), pp.619-634.
- SEWELL, William H. Jr. (2001) « Space in Contentious Politics », dans Ronald R. Aminzade et al. (dir.) *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*. Cambridge, Cambridge University Press, pp.51-87.
- SHANNON, Deric (2014) « Snapshots of the Crisis, Austerity, and the Movements Against », dans Deric Shannon (dir.) *The End of the World As We Know It? Crisis, Resistance, and the Age of Austerity*. Oakland, AK Press, pp.1- 23.
- SHANTZ Jeff (2012) « Protest and punishment in Canada : from legislation to martial law », dans Jeff Shantz (dir.) *Protest and Punishment. The Repression of Resistance in the Era of Neoliberal Globalization*. Durham, Carolina Academic Press, pp. 219-238.
- SIBERTIN-BLANC, Guillaume (2010) « Crise et luttes étudiantes: dialectique de politisation et questions de méthode », *Actuel Marx*, no.47, pp.63-79.
- SLAUGHTER, Sheila et Larry L. LESLIE (1999) *Academic Capitalism: Politics, Policies, and the Entrepreneurial University*. Baltimore, John Hopkins University Press.
- SMELTZER, Sandra et Alison HERAN (2015) « Student Rights in an Age of Austerity? 'Security', Freedom of Expression and the Neoliberal University », *Social Movement Studies*, 14(3), pp.353-358.
- SNOW, D.A., E.B. ROCHFORD, S.K. WORDEN et R.D. BENFORD (1986) « Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation », *American Sociological Review*, 51(4), pp.464-481.

- SOLOMON, Claire et Tania PALMIERI (dir.) (2011) *Spring Time : The New Student Rebellions*. London, Verso.
- SPERLINGER, Tom, MCLELLAN, Josie et Richard PETTIGREW (2018) *Who are universities for? Remaking higher education*. Bristol, Bristol University Press.
- STAGGENBORG, Suzanne et Verta TAYLOR (2005) « Whatever Happened to the Women's Movement? », *Mobilization*, 10(1), pp.37-52.
- STARR, Amory, Luis FERNANDEZ et Christian SCHOLL (2011) *Shutting Down the Streets: Political Violence and Social Control in the Global Era*. New York, New York University Press.
- STREECK, Wolfgang (2011) « The Crises of Democratic Capitalism », *New Left Review*, Vol.71, pp.5-29.
- STREECK, Wolfgang (2014) *Du temps acheté. A crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*. Paris, Gallimard.
- STRONG, Wesley (2013) « Repression of Student Activism » dans NOCELLA II, Anthony J. et David GABBARD (dir.) *Policing the Campus: Academic Repression, Surveillance, and the Occupy Movement*. New York, Peter Lang, pp.15-28.
- SUKARIEH, Maysoun et Stuart TANNOCK (2015) *Youth Rising? The Politics of Youth in the Global Economy*. New York, Routledge.
- SUM, Ngai-Ling (2009) « The production of hegemonic policy discourses: 'competitiveness' as a knowledge brand and its (re-)contextualizations », *Critical Policy Studies*, 3(2), pp.184-203.
- SUM, Ngai-Ling (2015) « Cultural political economy of competitiveness, competition and competition policy in Asia », *Distinktion: Journal of Social Theory*, 16(2), pp.211-228.
- SUM, Ngai-Ling et Bob JESSOP (2012) « Competitiveness, the Knowledge-Based Economy and Higher Education », *Journal of the Knowledge Economy*, Vol.4, pp.24-44.

- SUM, Ngai-Ling et Bob JESSOP (2013) *Towards a Cultural Political Economy. Putting Culture in its Place in Political Economy*. Cheltenham, Edward Elgar.
- SWAIN, Dan (2011) « The student movement today », *International Socialism : A quarterly review of socialist theory*, no. 130, en ligne : <http://isj.org.uk/the-student-movement-today/#130swain5> .
- THOMPSON, E.P. (1970) *Warwick University Ltd.: Industry, Management and the Universities*. Harmondsworth, Penguin.
- THORPE, Charles (2014) « Repression in the Neoliberal University », dans Rebecca Fisher (dir.) *Managing Democracy, Managing Dissent: Capitalism, Democracy and the Organisation of Consent*. Corporate Watch, pp.217-231.
- TILLY, Charles (2005) « Repression, mobilisation, and explanation », dans Christian Davenport, H. Johnston, C. Muller (dir.), *Repression and mobilization*. Minneapolis, MN, University of Minnesota Press, pp.211-226.
- TILLY, Charles (2003) « Contention over Space and Place », *Mobilization*, 8(2), pp.221-225.
- TILLY, Charles (2000) « Spaces of Contention », *Mobilization*, 5(2), pp.135-159.
- TILLY, Charles (1978) *From Mobilization to Revolution*. Reading, MA, Addison-Wesley.
- UNITED KINGDOM. DEPARTEMENT OF TRADE AND INDUSTRY (UKDTI) (1998) *Our Competitive Future: Building the Knowledge-Based Economy*. Récupéré de : [http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20060214091757/http://www.dti.gov.uk/comp/competitive/wh\\_intl.htm](http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20060214091757/http://www.dti.gov.uk/comp/competitive/wh_intl.htm).
- UNITED KINGDOM. DEPARTMENT OF BUSINESS, INNOVATION AND SKILLS (UKBIS) (2009) *Higher Ambitions: The Future of Universities in a Knowledge Economy*. Récupéré de : <https://www.ed.ac.uk/files/files/bis-higherambitions-summary-nov2009>.
- UNITED KINGDOM. DEPARTMENT OF BUSINESS, INNOVATION AND SKILLS (UKBIS) (2011) *Students at the Heart of the System*. Récupéré de :

<https://www.gov.uk/government/consultations/higher-education-white-paper-students-at-the-heart-of-the-system>.

UNITED KINGDOM. DEPARTMENT OF BUSINESS, INNOVATION AND SKILLS (UKBIS) (2015) *Fulfilling Our Potential : Teaching Excellence, Social Mobility and Student Choice*. Récupéré de : <https://www.gov.uk/government/consultations/higher-education-teaching-excellence-social-mobility-and-student-choice>.

UNITED KINGDOM. DEPARTMENT OF BUSINESS, INNOVATION AND SKILLS (UKBIS) (2016) *Success as a Knowledge Economy: Teaching Excellence, Social Mobility and Student Choice*. Récupéré de : <https://www.gov.uk/government/publications/higher-education-success-as-a-knowledge-economy-white-paper>.

UNIVERSITIES UK (2017) *University Spending Explained*. Récupéré de : <https://www.universitiesuk.ac.uk/facts-and-stats/Pages/university-spending-explained.aspx>.

UNIVERSITIES UK (2018) *Higher Education in Facts and Figures*. Récupéré de : <https://www.universitiesuk.ac.uk/facts-and-stats/data-and-analysis/Documents/higher-education-in-facts-and-figures-2018.pdf&usg=AOvVaw2qwSpHBCOdmPM25NaG8S-d>.

VAN DYKE, N. (1998) « Hotbeds of Activism : Locations of Student Protest », *Social Problems*, 45(2), pp.205-220.

VAN DYKE, N. S. SOULE et Verta TAYLOR (2004) « The Targets of Social Movements : Beyond a Focus on the State », *Research in Social Movements, Conflict and Change*, Vol. 25, pp.27-51.

VAN HEERTUM, Richard (2013) « Cameras and ID Card Swipes: Disappearing Privacy and the Cultivation of the Virtual Self », dans NOCELLA II, Anthony J. et David GABBARD (dir.) *Policing the Campus: Academic Repression, Surveillance, and the Occupy Movement*. New York, Peter Lang, pp.67-78.

VITALE, Alex S. (2005) « From Negotiated Management to Command and Control : How the New York Police Department Polices Protests », *Policing and Society*, 15(3), pp.283-304.



- VITALE, Alex S. et Brian Jordan JEFFERSON (2016) « The Emergence of Command and Control Policing in the Neoliberal New York », dans Jordan T. Camp et Christina Heatherton (dir.) *Policing the Planet: Why the Policing Crisis Led to Black Lives Matter*. London, Verso, pp.157-172.
- WADDINGTON, P.A.J. (2006) « Contingence du maintien de l'ordre. L'expérience britannique », dans della Porta et Fillieule (dir.) *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*. Paris, Les Presses de Science Po, pp.43-60.
- WADDINGTON, P.A.J. (1998) « Controlling Protest in Contemporary Historical and Comparative Perspective », dans Donnatella della Porta et Herbert Reiter (dir.) *Policing Protest. The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*. Minneapolis, Minneapolis University Press, Pp.117-140.
- WADDINGTON, P.A.J. (1998) *Policing Citizens : Authority and Rights*. London, UCL Press.
- WEBSTER, Sarah Louise (2015) *Protest Activity in the British Student Movement, 1945 to 2011*. Thèse de doctorat, University of Manchester.
- WILLETS, David (2010) *Statement on higher education funding and student finance*. Discours à la House of Commons. Londres, le 3 novembre 2010. Récupéré de : <https://www.gov.uk/government/speeches/statement-on-higher-education-funding-and-student-finance—2>.
- WILSON, John (1977) « Social Protest and Social Control », *Social Problems*, 24(4), pp.469-481.
- WODAK, Ruth (2001) « What CDA is about – a summary of its history, important concepts and its developments » dans R. Wodak et M. Meyer (dir.) *Methods of Critical Discours Analysis*. Londres, Sage Publication, pp.1-13.
- WODAK, Ruth et Michael MEYER (dir.) (2001) *Methods of Critical Discourse Analysis*. London, SAGE Publications.
- WODAK, Ruth et Michael MEYER (2009) « Critical discourse analysis : history, agenda, theory and methodology », dans R. Wodak et M. Meyer (dir.) *Methods of Critical Discours Analysis*. Londres, Sage Publication, pp.1-33.

- WOOD, Lesley J., (2015) *Mater la meute. La militarisation de la gestion policière des manifestations*. Montréal, Lux Éditeur.
- WOOD, Margaret et Feng SU (2017) « What makes an excellent lecturer? Academics' perspectives on the discourse of 'teaching excellence' in higher education », *Teaching in Higher Education*, 22(4), pp.451-466.
- WOODWARD, R. (2004) « The OECD », *New Political Economy*, 9(1), pp.113-127.
- WORTH, Stephen (2010) *Urban Battleground: The Policing of Dissent in Canada's Capital*. Mémoire de maîtrise, Université d'Ottawa.
- YAFAI, Hesham (2011) « Rebirth of Student Activism », dans SOLOMON, Claire et Tania PALMIERI (dir.) *Spring Time : The New Student Rebellions*. London, Verso, pp.34-35.
- ZHAO, Dingxin (1998) « Ecologies of Social Movements : Student Mobilization during the 1989 Prodemocracy Movement in Beijing », *American Journal of Sociology*, 103(6), pp.1493-1529.
- ZHAO, Dingxin (2013) « The Built Environment and Organization in Anti-US Protest Mobilization after the 1999 Belgrade Embassy Bombing », dans Nicholls et al. (dir.) *Spaces of Contention: Spatialities and Social Movements*. Farnham, Ashgate Publishing, pp.199-218.

Articles de journaux (quotidiens, étudiants) et de blogs:

ADAMS, Richard (2013, 2 mai) « University of London students union faces abolition and loss of building », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2013/may/02/university-london-union-faces-closure>.

ALI, Aftab (2015, 26 novembre) « Students end a day of action and occupation in the wake of Government's higher education green paper and Spending Review », *The Independent*. Récupéré de : <https://www.independent.co.uk/student/news/students-end-a-day-of-action-and-occupations-in-the-wake-of-governments-higher-education-green-paper-a6750561.html>.

ALI, Aftab (2016, 19 juillet) « Students demonstrate against controversial Higher Education and Research Bill in Parliament Square », *The Independent*. Récupéré de : <https://www.independent.co.uk/student/news/students-demonstrate-rise-in-tuition-fees-higher-education-and-research-bill-parliament-square-a7144491.html>.

ALI, Aftab (2016, 10 août) « Jo Johnson insists higher education reforms will set you up for life in open letter to student », *The Independent*. Récupéré de : <https://www.independent.co.uk/student/news/jo-johnson-higher-education-and-research-bill-tef-rising-tuition-fees-nss-2016-a7183291.html>.

ALLEGRETTI, Aubrey (2013, 27 mars) « University of Sussex granted injunction against student occupation », *The Independent*. Récupéré de : <https://www.independent.co.uk/student/news/university-of-sussex-granted-injunction-against-student-occupation-8551231.html>.

ALLEN, Josh (2014, 23 juillet) « Are Students Who Protest Against Cuts 'Extremists'? », *Vice*. Récupéré de : [https://www.vice.com/en\\_uk/article/dp9zyy/is-prevent-being-used-to-hassle-student-protesters-156](https://www.vice.com/en_uk/article/dp9zyy/is-prevent-being-used-to-hassle-student-protesters-156).

ALLEN, Josh (2014, 29 juillet) « 'Anti-extremism' government programme targets student activist », *New Internationalist*. Récupéré de : <https://newint.org/blog/2014/07/29/student-activist-prevent-extremism>.

BBC (2011, 17 janvier) « Students stage Birmingham university sit-in protest », *BBC*. Récupéré de : <https://www.bbc.com/news/uk-england-birmingham-12209006>.

- BBC (2011, 18 janvier) « Birmingham University protest ends in clash », *BBC*.  
Récupéré de : <https://www.bbc.com/news/uk-england-birmingham-12217009>.
- BBC (2011, 24 novembre) « Students' protest camp set up at University of Warwick », *BBC*. Récupéré de : <https://www.bbc.com/news/uk-england-coventry-warwickshire-15867542>.
- BBC (2013, 19 février) « University of Sussex student protest 'going strong' », *BBC*.  
Récupéré de : <https://www.bbc.com/news/uk-england-sussex-21508565>.
- BBC (2013, 29 mars) « University of Sussex protesters to be evicted », *BBC*.  
Récupéré de : <https://www.bbc.com/news/uk-england-sussex-21974462>.
- BBC (2013, 2 avril) « University of Sussex occupiers evicted », *BBC*. Récupéré de :  
<https://www.bbc.com/news/uk-england-sussex-22004481>.
- BBC (2013, 27 novembre) « University of Sussex students reoccupy campus building », *BBC*. Récupéré de : <https://www.bbc.com/news/uk-england-sussex-25125513>.
- BBC (2013, 5 décembre) « University of Sussex students suspended over occupation », *BBC*. Récupéré de : <https://www.bbc.com/news/uk-england-sussex-25234991>.
- BBC (2013, 7 décembre) « University of London gets injunction to ban student protests », *BBC*. Récupéré de : <https://www.bbc.com/news/uk-england-london-25280585>.
- BBC (2014, 30 janvier) « University of Birmingham protest: Thirteen arrested », *BBC*. Récupéré de : <https://www.bbc.com/news/uk-england-birmingham-25955224>.
- BEARDSWORTH, Luke (2014, 22 juillet) « University of Birmingham students suspended after protest », *The Birmingham Mail*. Récupéré de : <https://www.birminghammail.co.uk/news/midlands-news/university-birmingham-students-suspended-after-7475829>.
- BHANDAR, Brenna (2013, 11 décembre) « A Right to the University », *Critical Legal Thinking*. Récupéré de : <https://criticallegalthinking.com/2013/12/11/right-university/>.

- BIRMINGHAM STUDENTS AGAINST CUTS (2011, janvier) « Birmingham University Students in Occupation!! », Birmingham Students Against Cuts. Récupéré de : <http://birminghamstudentsagainstcuts.blogspot.com/2011/01/birmingham-university-students-in.html>
- BREADSWORTH, Luke (2014, 22 juillet) « University of Birmingham students suspended after protest », *The Birmingham Mail* . Récupéré de : <https://www.birminghammail.co.uk/news/midlands-news/university-birmingham-students-suspended-after-7475829>.
- BROWN, Graeme (2015, 13 janvier) « University of Birmingham students protest vice-chancellor's £410k-a-year salary », *The Birmingham Post*. Récupéré de : <https://www.birminghampost.co.uk/news/regional-affairs/university-birmingham-students-protest-vice-chancellors-8440459>.
- BUKSH, Ayshea (2012, 18 décembre) « Carpenters Estate residents 'face uncertain future' », *BBC News*. Récupéré de : <https://www.bbc.com/news/uk-england-london-20762286>.
- CENTENO, Yasmin (2013, 13 février) « Sussex Uni occupation gathers momentum », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/mortarboard/2013/feb/13/sussex-university-occupation-escalates>.
- CHESSUM, Michael (2014, 2 septembre) « 7 lessons from a departing student activist », *OpenDemocracy*. Récupéré de : <https://www.opendemocracy.net/en/opendemocracyuk/7-lessons-from-departing-student-activist/>.
- COLLINGTON, Rosie (2014, 22 juillet) «University of Birmingham suspends two students for nine months after protest», *The Independent*. Récupéré de: <http://www.independent.co.uk/student/news/university-of-birmingham-suspends-two-students-for-nine-months-after-protest-9621032.html>.
- CONNOLLY, Rachel (2015, 2 novembre) « SOAS forced to cancel lectures as student protest against suspension of union rep Sandy Nicoll », *The Independent*. Récupéré de : <https://www.independent.co.uk/student/news/soas-forced-to-cancel-lectures-as-students-protest-against-suspension-of-union-rep-sandy-nicoll-a6717046.html>.

- DEARDEN, Lizzie (2019, 18 juillet) « Far-right protests ‘attracting biggest numbers since 1930s’ in UK amid Brexit anger, report warns », *The Independent*. Récupéré de: <https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/far-right-uk-brexit-muslims-tommy-robinson-protests-extremism-a9011171.html>.
- DOUGALL, Sabrina (2014, 31 janvier) « Three men charged after Wednesday’s protests », *Redbrick*. Récupéré de : <https://www.redbrick.me/three-men-charged-after-wednesdays-protests/>.
- ENGLAND, Charlotte (2013, n.d.) « University of Birmingham suspends 6 students following protest and arrests », *London Student*. Récupéré de : <http://londonstudent.coop/university-of-birmingham-suspends-6-students-following-protest-and-arrests/>.
- ENGLAND, Charlotte (2014, 31 janvier) « Three students charged with violent disorder after Birmingham protest, and could face up to eight years in prison », *The Independent*. Récupéré de : <https://www.independent.co.uk/student/news/three-students-charged-with-violent-disorder-after-birmingham-protest-and-could-face-up-to-eight-9099733.html>.
- EVANS, Rob et Mustafa KHALILI (2013, 14 novembre) « Police tried to spy on Cambridge students », *The Guardian*. Récupéré de: <https://www.theguardian.com/uk-news/2013/nov/14/police-cambridge-university-secret-footage>.
- EXPRESS STAR (2014, 28 juillet) « Students rage protest inside University of Birmingham », *Express Star*. Récupéré de : <https://www.expressandstar.com/news/2014/07/28/students-stage-protest-inside-university-of-birmingham/>.
- FELDMAN, Joshua (2013, 19 juin) « Students occupy Warwick in protest at VCs pay rise », *The Guardian*. Récupéré de: <https://www.theguardian.com/education/2013/jun/19/students-occupy-warwick-university-in-protest-against-vice-chancellor-pay-rise>.
- FOOT, Tom (2011, 11 janvier) « UCL occupation – Students face police inquiry after chalk graffiti damage to Grade-1 listed buildings in Gower Street », *Camden New Journal*. Récupéré de :

<http://archive.camdennewjournal.com/news/2011/jan/ucl-occupation-students-face-police-inquiry-after-chalk-graffiti-damage-grade-1-listed>.

GARNER, Richard (2013, 7 décembre) « University of London bans student protest for six months », *The Independent*.

GIDWANI, Sonali (2015, 11 février) « Students have no confidence in Thirft », *The Boar*. Récupéré de : <https://theboar.org/2015/02/asm-students-confidence-thrift/>.

GIL, Natalie (2014, 24 avril) « Warwick students angry to ‘aubergine’ university logo », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2015/apr/24/warwick-students-angry-at-new-university-logo>.

GIL, Nathalie (2015, 30 avril) « LSE takes legal action to evict occupying student protesters », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/world/2015/apr/30/lse-takes-legal-action-to-evict-occupying-student-protesters>.

GROVE, Jack (2011, 5 juillet) « ‘I plead guilty to believing in choice’: Willets responds to attack by Howard Hotson », *Times Higher Education*. Récupéré de : <https://www.timeshighereducation.com/news/i-plead-guilty-to-believing-in-choice-willetts-responds-to-attack-by-howard-hotson/416727.article>.

GROVE, Jack (2013, 18 juin) « Students occupy Warwick council chamber », *Times Higher Education*. Récupéré de : <https://www.timeshighereducation.com/news/students-occupy-warwick-council-chamber/2004925.article>.

GROVE, Jack (2015, 17 mars) « Warwick VC Nigel Thrift recorded calling student protesters ‘yobs’ », *Times Higher Education*. Récupéré de : <https://www.timeshighereducation.com/news/warwick-v-c-nigel-thrift-recorded-calling-student-protesters-yobs/2019163.article>.

JAMES, Luke (2013, 25 novembre) « Students face £25k fine for university sit-in », *Morning Star*. Récupéré de : <https://morningstaronline.co.uk/a-fe1b-Students-face-25k-fine-for-university-sit-in>.

- KEOGH, Kat (2011, 18 janvier) « Student protest at University of Birmingham staff cuts », *Birmingham Mail*. Récupéré de : <https://www.birminghammail.co.uk/news/local-news/students-protest-at-university-of-birmingham-staff-146760>
- KHOMANI, Nadia (2015, 18 mars) « LSE students stage occupation in protest at ‘profit-driven education’ », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2015/mar/18/lse-students-occupation-protest-education>.
- KIRK, Ashley (2013, 3 mai) « Protest on Campus as staff fight for rights », *Redbrick*. Récupéré de : <https://www.redbrick.me/protest-on-campus-as-staff-fight-for-rights/>.
- KIRK, Ashley (2013, 25 novembre) « Student protesters defy court order and continue occupation », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2013/nov/25/court-order-ends-student-protest>.
- KIRK, Ashley et Abby YOUNG-POWELL (2014, 30 janvier) « Student protest in Birmingham leads to 14 arrests », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2014/jan/30/student-protest-arrests>.
- KIRK, Ashley (2014, 21 février) « Birmingham University reinstates three of five students suspended after campus protest », *The Independent*. Récupéré de : <https://www.independent.co.uk/student/news/birmingham-university-reinstates-three-of-five-students-suspended-after-campus-protest-9144430.html>.
- LOEB, Josh et Pavan AMARA (2011, 10 mars) « Sit-in students’ books ‘taken by teams of bailiffs’ – Possession order granted following occupation of Bedford Square offices », *Camden New Journal*. Récupéré de : <http://archive.camdennewjournal.com/news/2011/mar/sit-students%E2%80%99-books-%E2%80%98taken-team-bailiffs%E2%80%99-possession-order-granted-following-occupation>.
- LOYD, Matt (2015, 10 avril) « University of Birmingham student accused of assault has case against him dismissed », *Birmingham Mail*. Récupéré de : <https://www.birminghammail.co.uk/news/midlands-news/university-birmingham-student-accused-assault-6948974>.



- MALIK, Shiv (2011, 8 décembre) « Birmingham University gets High Court injunction against sit-in protesters », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/uk/2011/dec/08/birmingham-university-high-court-injunction>.
- MALIK, Shiv (2011, 11 décembre) « Birmingham University protest ban attacked as ‘aggressive and censorious’ »,
- MAROTTA (2014, 17 janvier) « My Sussex suspension: why Vice-Chancellors are clamping down on protest », *Ceasefire Magazine*. Récupéré de : <https://ceasefiremagazine.co.uk/vice-chancellors-clamping/>.
- MATTHEW, David (2015, 22 septembre) « Sussex Vice-Chancellor Michael Farthing to step down », *Times Higher Education*. Récupéré de : <https://www.timeshighereducation.com/news/sussex-vice-chancellor-michael-farthing-step-down>.
- MEAD, Eduard (2013, 1 mars) « Sussex protest grows as 200 students temporarily occupy lecture theatre », *The Independent*. Récupéré de:
- MENDELSON, Tom (2013, 14 novembre) « Students outraged as ULU president Michael Chessum arrested in ‘attack on the right to protest’ », *The Independent*. Récupéré de : <https://www.independent.co.uk/student/news/students-outraged-as-ulu-president-michael-chessum-arrested-in-attack-on-the-right-to-protest-8940329.html>.
- MENDELSON, Tom (2013, 5 décembre) « National outcry as Sussex indefinitely suspends five students for peaceful protest », *The Independent*. Récupéré de: <http://www.independent.co.uk/student/news/national-outcry-as-sussex-indefinitely-suspends-five-students-for-peaceful-protest-8986000.html>.
- MENDELSON, Tom (2013, 10 décembre) « Sussex University dramatically lifts exclusions on five suspended students »,
- MEIKLE, James (2014, 30 janvier) « Birmingham University student protest leads to 14 arrests »,

- MYERS, Rebecca, (2014, 29 décembre) « #Copsoffcampus protesors issue ultimatum », *The Boar*. Récupéré de : <https://theboar.org/2014/12/copsoffcampus-protestors-issue-ultimatum/>.
- NCAFC (2011, 25 mars) « Urgent – Solidarity needed for the UCL 13 ». Récupéré de : <http://anticuts.com/2011/03/25/ucl13/>.
- NCAFC (2011, 15 décembre) « UCL management tries to interfere in the Union in order to block the No Confidence referendum in Malcom Grant ». Récupéré de : <http://anticuts.com/2011/12/15/ucl-management-tries-to-interfere-in-the-union-in-order-to-block-the-no-confidence-referendum-in-malcom-grant/>.
- NCAFC (2012, novembre 29) « UCL students occupy in opposition to management plans to destroy Stratford community, make hundred homeless ». Récupéré de : <http://anticuts.com/2012/11/29/ucl-students-occupy-in-opposition-to-management-plans-to-destroy-stratford-community-make-hundreds-homeless/>.
- NCAFC (2012, 1 décembre) « UCL students vow to continue Carpenters campaign despite intimidation ». Récupéré de : <http://anticuts.com/2012/12/01/ucl-vow-to-continue-carpenters-campaign-despite-intimidation/>.
- NCAFC (2014, 16 décembre) « Bureaucratic student unions ». Récupéré de : <http://anticuts.com/2014/12/16/bureaucratic-student-unions/>.
- NCAFC (2014, 19 décembre) « Let's get rid of universities overpaid bosses ». Récupéré de : <http://anticuts.com/2014/12/19/lets-get-rid-of-universities-overpaid-bosses/>.
- NCAFC (2015, 11 septembre) « Students call for strike action over cuts to maintenance grants ». Récupéré de : <http://anticuts.com/2015/09/11/students-call-for-strike-action-over-cuts-to-maintenance-grants/>.
- ONYANGA-OMARA, Jane (2013, 25 mars) « Hundreds protest over University of Sussex outsourcing plans », *BBC News*. Récupéré de : <https://www.bbc.com/news/uk-england-sussex-21930484>.
- PARKER, Fiona (2013, 10 décembre) « 'Sussex five' reinstated but awaiting disciplinary action », *The Telegraph*. Récupéré de :

<https://www.telegraph.co.uk/education/universityeducation/student-life/10507681/Sussex-five-reinstated-but-awaiting-disciplinary-action.html>

PERRICO, Nico (2013, 22 octobre) « Universities : where you go to learn – and to be monitored », *The Guardian*. Récupéré de : <http://www.theguardian.com/commentisfree/2013/oct/22/online-social-media-surveillance-university-campuses>.

QUINN, Ben (2011, 14 juin) « Police make arrests at student protest », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2011/jun/14/david-willetts-lecture-student-protest>.

RATCLIFFE, Rebecca (2013, 8 février) « Students occupy Sussex University in protest against privatization », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2013/feb/08/students-occupy-sussex-university-in-protest-against-privatisation>.

RATCLIFFE, Rebecca (2013, 10 mars) « Sussex University students stand up against privatisation », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2013/mar/10/sussex-university-students-privatisation-protest>

RAWLINSON (2013, 5 décembre) « Police officer accused of punching student at University of London protest », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/uk-news/2013/dec/05/three-arrests-student-protest-university-of-london>.

RHODES, Anna (2014, 26 février) « Chalk Protest Student Fined », *The Huffington Post*. Récupéré de : [https://www.huffingtonpost.co.uk/2014/02/25/chalk-protest-student-fin\\_n\\_4853903.html](https://www.huffingtonpost.co.uk/2014/02/25/chalk-protest-student-fin_n_4853903.html).

RICHARDSON, Hannah (2013, 8 février) « Sussex students occupy university buildings », BBC News. Récupéré de : <https://www.bbc.com/news/education-21384151>.

RIDGWAY, Tim (2013, 19 février) « Funding warning to protesting University of Sussex », *The Argus*, <https://www.theargus.co.uk/news/10237591.funding-warning-to-protesting-university-of-sussex/>.

SABUR, Rozina (2014) « Arrests following Birmingham student protest », *The Telegraph*. Récupéré de : <http://www.telegraph.co.uk/education/universityeducation/student-life/10611832/Arrests-following-Birmingham-student-protest.html>.

SEGALOV, Michael (2013, 21 juin) « The Warwick University protest is yet another sign that students aren't going to take it any more », *The Independent*. Récupéré de : <https://www.independent.co.uk/student/news/the-warwick-university-protest-is-yet-another-sign-that-students-arent-going-to-take-it-any-more-8668512.html>.

STONE, Jon (2015, 15 octobre) « Sussex University to pay damages to anti-privatisation protesters wrongly accused of 'criminal' behaviour », *The Independent*. Récupéré de : <https://www.independent.co.uk/student/university-of-sussex-to-pay-damages-to-anti-privatisation-protester-wrongly-accused-of-criminal-a6695741.html>.

TAYLOR, Matthew et Jeevan VASAGAR (2011, 17 janvier) « Student protests : Police ask colleges for demonstration details », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2011/jan/17/police-contact-colleges-over-student-protests>.

TICKLE, Louise (2012, 9 janvier) « Student protesters get evicted by Universities », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2012/jan/09/student-protests-university-evictions>.

THE EVENING STANDARD (2013, 8 mai) « UCL drops plan for £1bn East End estate campus », *The Evening Standard*. Récupéré de : <https://www.standard.co.uk/news/education/ucl-drops-plan-for-1bn-east-end-estate-campus-8607191.html>.

THOMAS, Kim (2014, 17 juin) « Michael Farthing: I celebrate our active student body », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/higher-education-network/blog/2014/jun/17/michael-farthing-sussex-university-celebrate-student-protests>.

TIMES HIGHER EDUCATION (2013, 13 juillet) « REF 2014 cost almost 250 million », Récupéré de : <https://www.timeshighereducation.com/news/ref-2014-cost-250-million>.

- WAKEFIELD, Lawrence (2015, 15 octobre) « University of Sussex to pay student protesters £20,000 in damages », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2015/oct/15/university-of-sussex-to-pay-student-protester-20000-in-damages>.
- WARWICK FOR FREE EDUCATION (2016) « Warwick occupation ends as University management make key concessions ». Récupéré de : <https://warwick4freededucation.wordpress.com/2016/12/16/press-release-warwick-occupation-ends-as-university-management-make-key-concessions/>.
- WILLIAMS, Martin et Rebecca RATCLIFFE (2015, 29 mars) « LSE threatens students protesters with legal action to end occupation », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2015/mar/29/lse-threatens-student-protesters-legal-action-occupation-university>.
- WOODMAN, Connor (2015, 11 novembre) « Investigating December 3 », *Warwick Globalist*. Récupéré de : <http://warwickglobalist.com/2015/11/11/investigating-december-3-surveillance-warwicks-history-and-the-legitimacy-of-disruptive-protest/>.
- WOODMAN, Connor (2016, 14 janvier) « LEAKED : Warwick wants to scrap Freedom of Information », *Warwick Globalist*. Récupéré de : <http://warwickglobalist.com/2016/01/14/warwick-wants-scrap-freedom-information/>.
- WOODMAN, Connor (2016, 2 février) « Yobs, Principles, and Higher Education: A Decade of Nigel Thrift », *Warwick Globalist*. Récupéré de : <http://warwickglobalist.com/2016/02/02/yobs-principles-and-higher-education-a-decade-of-nigel-thrift/>.
- WOODMAN, Connor (2016, 19 octobre) « LEAKED : Warwick's 'intelligence gathering' processes warn of 'protest activities' at careers fairs », *Warwick Globalist*. Récupéré de : <http://warwickglobalist.com/2016/10/19/leaked-warwicks-intelligence-gathering-processes-warn-of-protest-activities-at-careers-fair/>.
- YOUNG-POWELL, Abby (2013, 5 décembre) « Five students at Sussex Uni banned from campus for 'peaceful protest' », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2013/dec/05/students-sussex-suspended>.

YOUNG-POWELL, Abby (2016, 25 janvier) « London students refuse to pay rent and demand 40% cut », *The Guardian*. Récupéré de: <https://www.theguardian.com/education/2016/jan/25/london-students-refuse-to-pay-rent-and-demand-40-cut>.

YOUNG-POWELL, Abby et Natalie GIL (2013, 11 décembre) « Students in 'national day of action' over police violence on campus », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2013/dec/11/students-national-action-police-campus>.

YOUNG-POWELL, Abby et Libby PAGE (2014, 17 janvier) « Disciplinary hearing at Sussex University stalls over claims of bias », *The Guardian*. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2014/jan/17/sussex-university-student-hearing-bias>.

YOUNG-POWELL, Abby et Jane PARKINSON (2014, 3 décembre) « Warwick University students accuse police of attacking tuition fee protest », *The Guardian*. Récupéré de: <http://www.theguardian.com/education/2014/dec/03/warwick-university-students-police-tuition-fee-protest>.